

Les Lois et Règlements régissant l'exercice de la Pharmacie en Angleterre

THÈSE

pour obtenir le titre de Docteur de l'Université de Nancy
mention "Pharmacie"

Présentée et soutenue le 22 Février 1936, à 10 heures

PAR

Jacqueline SECRETIN

Née le 24 Décembre 1906, à Vendôme

Président : M. SEYOT, Professeur

Juges { MM. MEUNIER, chargé de cours magistral.
VERNIER, chargé de cours.

IMPRIMERIE OUVRIÈRE



6, rue au Blé, VENDÔME

1935

Les Lois et Règlements régissant l'exercice de la Pharmacie en Angleterre



THÈSE

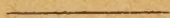
pour obtenir le titre de Docteur de l'Université de Nancy
mention "Pharmacie"

Présentée et soutenue le 22 Février 1936, à 10 heures

PAR

Jacqueline SECRETIN

Née le 24 Décembre 1906, à Vendôme



Président : M. SEYOT, Professeur

Juges { *MM. MEUNIER, chargé de cours magistral.*
VERNIER, chargé de cours.

IMPRIMERIE OUVRIÈRE



6, rue au Blé, VENDÔME

1935

UNIVERSITÉ DE NANCY -- FACULTÉ DE PHARMACIE

PERSONNEL ENSEIGNANT

MM

Doyens honoraires :

BRUNTZ, O  I , O , , Recteur de l'Université de Nancy.

SEYOT, , , I , , Professeur d'Histoire naturelle.

Professeurs honoraires :

MM. GRÉLOT, , I , 

BRUNTZ, O ,  I , O , 

Doyen :

M. PASTUREAU, O , I , 

Assesseur :

M. LASSEUR, , I , 

MM.

Professeurs :

DOURIS, I  ,  , 	Toxicologie.
PASTUREAU, O  , I  , 	Pharmacie chimique.
SEYOT,  ,  , I  ,  , 	Histoire naturelle.
LASSEUR,  , I  , 	Microbiologie.
PRÉVOST,  , I 	Chimie organique.
N	Pharmacie galénique
N	Matière médicale.

Agrégé libre :

M. GIRARDET, , I  Chimie et Toxicologie

Chargés de cours magistraux :

M. MEUNIER Pharmacie galénique.
Mlle FRANÇOIS Matière médicale.

MM.

Chargés de cours :

VERNIER, I  Zoologie.
CORDEBARD, , I  Analyse chimique.
DONZELOT Physique.
MARCHAL Hydrologie.

MM.

Chefs de travaux :

VERNIER, I  Microbiologie et Parasitologie.
CORDEBARD, , I  Chimie et Analyse chimique.
STEIMETZ Micrographie.
DONZELOT (chargé de trav.) Physique.
RICHARD (chargé de travaux) Pharmacie.
PY (chargé de travaux) Chimie biologique et Toxicologie.

Secrétariat :

M. E. TRIBOLET, I  Secrétaire.

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les imputer.



Les Lois et Règlements
régissant l'exercice
de la Pharmacie
en Angleterre

A MONSIEUR MARC HONNORAT

DOCTEUR EN DROIT

CHARGÉ DU COURS DE LÉGISLATION ET DE DÉONTOLOGIE

A LA FACULTÉ DE PHARMACIE DE PARIS

*Qui nous a guidée dans l'exécution
de ce travail*

*En témoignage respectueux
de notre gratitude*

A MONSIEUR J. RICARDOU

DOCTEUR EN PHARMACIE (MONTPELLIER)

LAURÉAT DE L'ÉCOLE DE PHARMACIE DE PARIS (1891)

PRIX DE THÈSES 1894

LAURÉAT DE L'ASSOCIATION DES DOCTEURS EN PHARMACIE

DE FRANCE 1914

PHARMACIEN ANGLAIS 1894

PHARMACIEN CAPITAINE DE RÉSERVE * † ‡ I. O. A.

Paris 21 décembre 1893

*En témoignage de ma profonde
reconnaissance*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR SEYOT

DOYEN HONORAIRE DE LA FACULTÉ DE PHARMACIE
DE NANCY

*Qui m'a fait le grand honneur
d'accepter la présidence de cette thèse*

A MES PARENTS



A MES AMIS

INTRODUCTION

Au moment où je commençais mes études de Pharmacie, j'eus l'occasion d'effectuer un séjour en Angleterre. Tout naturellement, ma curiosité me porta vers les officines de pharmacies d'Outre-Manche et ce fut avec un véritable intérêt que je recueillis les renseignements suivants.

Tout d'abord, je fus surprise de l'aspect varié qu'offrent les vitrines d'une pharmacie, quelle qu'elle soit : des spécialités pharmaceutiques voisinent avec des objets de parfumerie, des accessoires de photographie, voire même de la maroquinerie.

Aujourd'hui, je serais évidemment moins étonnée qu'à cette époque par de tels détails, car en France, maintenant, les pharmaciens commencent à étendre leur commerce à des articles variés

Par ailleurs, en observant des ordonnances, je remarquai le plus souvent l'absence d'explications en Anglais, concernant la manière de prendre les médicaments. C'est, qu'en effet, le soin de donner au client tous les renseignements nécessaires, dans ces cas-là, incombe au pharmacien.

D'autre part, le médecin a le droit de fournir des médicaments à ses malades, bien qu'il n'ait que le seul titre de médecin, nécessaire, mais suffisant. Seules, les ordonnances de la Santé Publique ne peuvent être exécutées que par des pharmaciens.

De même qu'en France, le nombre des pharmacies, en Angleterre, n'est pas limité. Quiconque possède le diplôme exigé, a le droit d'ouvrir une officine et d'y vendre ce qu'il lui plaît. Les tarifs à observer pour la vente des médicaments sont fournis par la revue « *Chemist and Druggist* » : *Retail and dispensing price list* (liste des prix de vente au détail et des préparations). Ces listes de prix correspondent à notre tarif « A. G. ».

En poursuivant ma petite enquête, j'appris que l'aspirant pharmacien anglais, tout comme le nôtre, étudie la chimie, la botanique, la zoologie, etc... et qu'il doit subir de nombreux examens avant d'avoir le droit d'ouvrir une officine.

Toutes ces questions m'ayant paru intéressantes, je commençai alors à réunir les documents et informations nécessaires en vue d'écrire une

Etude sur la Pharmacie en Angleterre.

Dans une *première partie*, nous exposerons l'historique de la pharmacie; d'abord, avant 1843, date de la première loi destinée à réglementer la pharmacie en Angleterre, ensuite, de 1843 à 1852, date à laquelle intervient une deuxième loi fondamentale et, enfin, de 1852 à nos jours. Nous étudierons les règlements qui modifièrent

successivement les lois, et instituèrent les examens, ainsi que leurs programmes respectifs, en vue de l'obtention du grade de :

Pharmaceutical Chemist

et de : Chemist and Druggist.

Ces deux titres donnent le droit d'exercer la profession de pharmacien, d'avoir officine ouverte, et de vendre des poisons.

Nous verrons également en quoi consistent les examens pour l'obtention des titres de :

Bachelor of Pharmacy

et de Doctor in Philosophy

décernés par la Faculté de Médecine de Londres. (Il n'existe pas, en effet, de Faculté de Pharmacie indépendante).

Nous terminerons cette partie par l'étude des pharmacopées et une comparaison du pharmacien anglais et du pharmacien français.

La *deuxième partie* sera uniquement consacrée aux poisons : leur liste, la réglementation de leur vente, à laquelle nous rattacherons les réglementations concernant la vente des toxiques employés en agriculture, et des drogues dangereuses ou stupéfiants.

L'arsenic fera l'objet d'un chapitre spécial.

Au cours de cette étude, nous ferons des comparaisons avec les conditions de ventes françaises.

Il nous restera enfin à examiner un certain nombre de questions se rattachant toutes séparément à l'étude

de la pharmacie, mais ne présentant aucun lien entre elles, savoir :

La Loi sur la National Health Insurance,

Les droits de timbre, les actes de commerce,

Les Poids et Mesures,

La Loi sur la Protection des Animaux,

— sur les Maladies Vénériennes,

— sur la vente des abortifs, alcools et explosifs

Tel sera l'objet de la troisième partie, que nous terminerons par l'étude de la loi sur les Fraudes et Falsifications.

Enfin, nous tirerons les conclusions qui nous paraîtront se déduire de ces différentes observations.

PREMIÈRE PARTIE

Historique de la Pharmacie et des Etudes Pharmaceutiques en Angleterre

L'étude de la pharmacie en Angleterre nécessite, au préalable, un exposé des différentes périodes de son histoire. Des « Marchands d'Épices » du XII^e siècle aux pharmaciens d'aujourd'hui, il y a loin ! Ce n'est qu'en 1843, au début du règne de la Reine Victoria, que fut rédigée la 1^{re} loi se rapportant à la pharmacie : « La Charte Royale d'Incorporation », qui crée la Société de Pharmacie, en d'autres termes, une Association de Pharmaciens. Ceux-ci avaient pleins pouvoirs pour prendre tous décrets et rédiger tous règlements fixant la nature des études et les titres des futurs pharmaciens.

Une 2^e loi, en 1852, appelée : « Acte de Pharmacie », compléta certaines parties de la Charte Royale. Elle institua notamment les programmes des divers examens permettant d'obtenir le grade de pharmacien, tels qu'ils sont encore aujourd'hui.

CHAPITRE I

LA PHARMACIE AVANT 1843

Il est fort probable que l'origine de la Corporation des Pharmaciens soit l'ancienne Corporation des Marchands de Poivre dont THOMPSON (1) fait mention dans un article sur l' « Histoire de la Pharmacie en Angleterre ». Il en a trouvé trace, nous dit-il, dans des notes manuscrites de 1180. Cette Société s'occupait de divers commerces, entre autres, de l'importation des épices, médicinales et comestibles, et de certaines drogues achetées sur les côtes de la Mer Rouge et dans les ports de l'Orient.

Au XIII^e siècle, dans les villes d'Angleterre, ces marchands occupaient des quartiers distincts, ils étaient groupés dans la même rue le plus souvent, comme c'était l'usage fréquent à cette époque. Ceux qui vendaient les

(1) Thompson C J S -- the dawn of medication. A chapter in the History of Pharmacy from the earliest times to the 10th century Leyde E. J. Brill 1924 - in-8°, p. 425-450 (ext. Janus 28-1924).

épices les plus rares, les gommés aromatiques, produits de luxe de l'époque, les poudres exotiques servant à la fabrication des remèdes, s'appelaient les Apothicaires. Leurs officines étaient sombres et à peine différentes des boutiques des autres marchands d'épices. On trouve la mention d'une de ces officines tenue à York en 1292 par un allemand, OTTO, qui y préparait ses médicaments.

A la même date, est mentionné sur le Grand Livre de la Garde Robe d'Édouard I^{er}, le nom d'un autre apothicaire, Henry DE MONTPELLIER, un français, qui avait mis au service de la Reine d'Angleterre, Éléonore, ses connaissances acquises en sa vieille ville de Montpellier. Il recevait, en paiement de ses services, un salaire distinct de celui du médecin : le Grand Livre porte le don d'une somme de 13 shillings 4 deniers, qui lui fut donnée pour avoir fourni sirops et médicaments à la Reine, le 28 Octobre 1290, alors qu'elle fut prise d'une fièvre en chevauchant à la rencontre du Roi.

Plus tard, la corporation des Marchands de Poivre fusionna avec celle des Marchands d'Épices qui faisaient un commerce analogue, mais leur entente ne dura pas, semble-t-il, puisqu'en 1345, une nouvelle Corporation des Marchands de Poivre fut fondée. Ces marchands étaient étrangers, pour la plupart : des Italiens spécialisés dans le commerce des épices, des Germains des côtes de la Baltique, spécialisés dans l'importation du poivre. Ils échangeaient leurs produits chez des revendeurs qui les apportaient sur les marchés anglais. Ces

revendeurs se groupèrent à leur tour et prirent le nom de confédération de S^t Anthary, en 1373, d'après leur patron S^t Anthary.

Cette Confédération était très fermée ; d'après les ordonnances de 1376, nul ne pouvait entrer dans leur Compagnie sans leur consentement. A la suite de rivalités inévitables parmi les membres, la Société fut dissoute et remplacée par la « Compagnie des Épiciers », reconnue par la Charte de 1428, sous Henry VI, ayant son Hôtel dans la Prince's Street, sur l'emplacement de l'Hôtel de Lord Fitzwalter. Cette Charte est simplement un guide religieux et social, donnant le droit de posséder des terres, propriétés et rentes.

Au 3 Septembre 1330, la 3^e année du règne d'Édouard III, il est fait mention d'un ordre de paiement de 5 shillings 6 deniers émanant des Trésoriers et Barons de l'Echiquier, signé au profit de Master Pierre DE MONTPELLIER, apothicaire du Roi (sans doute un descendant d'Henry DE MONTPELLIER)

Cet apothicaire habitait avec Gilbert Talebot et Master Pancius de Controne, médecin du roi, au Château de Hoxne. Encore de la même origine, cet autre ordre de paiement de 7 livres 2 shillings 8 1/2 d. signé Pancius de Controne, au profit de John Luca, apothicaire. Vingt-sept ans plus tard, un certain John Falcand de Luca tenait une boutique d'apothicaire à Londres. Chaucer (1) dans le prologue de ses Contes de Canter-

(1) Chaucer -- Canterbury tales.

bury, écrit vers 1387, fait aussi une allusion aux apothicaires, mais en aucun cas ils ne sont confondus avec les médecins. Une maladie du roi Henry VI, en 1454, nous permet de connaître toute une énumération de médicaments employés à cette époque : électuaires, potions, sirops, laxatifs, infusions, frictions, embrocations, emplâtres.. Le roi est souvent généreux pour ses médecins et pour ses apothicaires à l'occasion de son mariage avec Marguerite d'Anjou, il donne une pension de 100 livres à son médecin favori John Facely, pour le remercier de ses bons services. En 1455, William Godfrey cumule les fonctions de gardien de la Chambre, d'apothicaire du roi, et de garde du Château d'Exeter, avec tous ses revenus, droits et profits

L'année suivante, W. Godfrey est nommé vérificateur de toutes les épices et médicaments, et de toutes les marchandises devant être vérifiées à Londres, Southampton et Sandwich. Il est aussi curieux qu'intéressant de noter le cumul de la fonction de vérificateur des marchandises avec celle d'apothicaire !

Des dissensions s'élevèrent bientôt entre les apothicaires, les épiciers, et les marchands d'épices, au sujet de la concurrence dans la vente de marchandises semblables. Les premiers auraient dû limiter leur commerce aux produits les plus rares et aux épices médicinales, mais ils vendaient également du sucre, de la cire, du poivre même, tandis que les autres détaillaient uniquement ce qui était nécessaire à l'usage domestique.

En outre, ils se reprochèrent mutuellement de falsifier leurs marchandises; afin d'y mettre bon ordre, en 1423, le doyen de la Compagnie des Épiciers et deux apothicaires furent chargés de rechercher les officines suspectées de receler des drogues falsifiées.

Celui chez qui des médicaments altérés ou falsifiés étaient trouvés, devait être amené devant le maire et les dites drogues « jetées à la rue et foulées aux pieds ».

Ces discussions durèrent jusqu'au règne d'Henry VI, vers 1422, où des lettres patentes octroyées à la Compagnie des Épiciers leur donnèrent le droit exclusif d'examiner les épices et les drogues pour déceler et prévenir les fraudes. — Certaines drogues devaient être examinées avant d'être mises en vente. — Cette loi resta en vigueur jusqu'à la 6^e année du règne de la reine Anne — A partir de 1562, les apothicaires furent considérés comme « des hommes libres de la Compagnie des Épiciers ». Ils ne devaient employer que des drogues simples ou composées, ou tous autres produits médicamenteux reconnus purs et parfaitement sains

Un écrit de William Bulleyn datant de 1558, nous donne une image assez précise de l'apothicaire du XVI^e siècle: « Il doit d'abord servir Dieu, et penser à sa Fin, être propre et avoir pitié du pauvre. Ne pas se laisser suborner par l'argent pour nuire au genre humain. Son habitation et son officine doivent être propres et d'aspect agréable. Son jardin doit contenir des herbes, graines et racines qu'il doit récolter, cueillir et conserver en temps

voulu. Il doit lire Dioscoride, connaître la nature des plantes et des herbes, préparer des médicaments et les reconnaître par l'odeur, la couleur, le goût et l'apparence; il faut que ses mortiers, compte-gouttes, pots, filtres, récipients, soient propres et nets; qu'il ait près de lui du charbon pour faire ses décoctions, sirops, etc. Il doit avoir dans son officine une partie réservée à la préparation des médicaments, la plus propre, et une autre pour les pansements. Il ne doit rien changer à l'ordonnance du médecin et doit la conserver pour sa propre décharge.

« Il ne doit ni acheter, ni vendre de drogues avariées et doit veiller à ce que ses marchandises ne s'altèrent pas. Il ne doit pas donner un médicament à la place d'un autre, sans discernement. Il peut ouvrir une veine pour guérir une pleurésie. Il ne doit s'occuper que de sa profession. Qu'il lise avec plaisir Nicholaus, Myrepus, Valerius Cordus, Johannes Placaton, the Lubrick etc. , qu'il se souvienne que son métier consiste uniquement à être le cuisinier du médecin.

« Il doit n'employer que des poids et mesures justes.

« Et enfin, qu'il se souvienne de sa Fin et du Jugement dernier. Je le recommande à Dieu s'il n'est pas cupide, et s'il ne pense pas à son propre profit avant de secourir les hommes, de les assister et de les soulager ».

William Bulleyn a donc clairement défini quel était le rôle du pharmacien dans le courant du XVI^e siècle

Maintenant, il serait intéressant d'étudier les rapports

qui existaient à cette époque entre les médecins et les apothicaires Hélas ! ils sont loin de s'entendre ! L'apothicaire est le plus souvent considéré comme peu consciencieux et ignorant.

A ce sujet, il a été écrit sous le règne d'Élisabeth : « The Urinal of Physick », titre que nous pouvons traduire par « L'Urinal de la Médecine ». Voici comment commence le livre, peu flatteur pour les apothicaires :

« La plupart des hommes, spécialement ceux qui ont étudié la médecine, savent qu'il y a eu, qu'il y a actuellement et qu'il y aura (si on n'y met bon ordre), de grands abus parmi les apothicaires quand ils préparent et délivrent des médicaments ».

Plus loin, on peut lire :

« Le médecin doit faire ses ordonnances et ordonner à son malade les médicaments qu'il juge devoir lui faire du bien s'ils sont pris comme il l'indique. Cependant, les mêmes médicaments délivrés par l'apothicaire et mal préparés, le plus souvent avec des produits de mauvaise qualité, non seulement ne font pas de bien du tout au malade, mais peuvent quelquefois faire du mal. Le médecin ne peut pas être toujours présent au moment de la délivrance et de la préparation des médicaments qu'il a ordonnés. Quelquefois, il a plusieurs malades à voir et se trouve éloigné de 20 ou 40 milles de l'apothicaire.

« L'inspection des médicaments est, de toute façon, l'idéal à envisager ».

On n'a donc, à cette époque, aucune confiance en

l'apothicaire, sans doute parce qu'il est capable de commettre des erreurs, par exemple ; « On a déjà vu des apothicaires prendre pour de la racine de mandragore, de la racine de gentiane ; pour de la racine de garance, des feuilles de ronce, etc... »

Cependant, il est mentionné quelques erreurs des médecins provenant de ce que leur écriture est illisible. Déjà, à cette époque, il était reconnu que les médecins écrivaient fort mal et qu'ils usaient d'abréviations étranges.

Et plus loin, au sujet des rapports des médecins et des apothicaires :

« Certains apothicaires sont ignorants, cupides et querelleurs, d'autres sont arrogants et méprisants parce qu'ils sont devenus très riches, ils n'ont aucune considération pour le médecin, tandis qu'autrefois les apothicaires étaient les serviteurs des médecins ».

« Les apothicaires n'ont pas honte de conseiller tel ou tel médicament pour telle ou telle maladie, même en présence du médecin..... », éternelle querelle entre les apothicaires donnant des conseils et les médecins exécutant les ordonnances. L'auteur va jusqu'à soutenir qu'un médecin peut avoir une officine d'apothicaire dans sa propre maison, comme autrefois, 500 ans plus tôt. Il a donc bien de la peine à admettre l'existence de l'apothicaire Et cependant l'apothicaire, ou plutôt le pharmacien, a encore sa place dans la Société malgré tout

ce qu'on a pu dire et écrire contre lui, même à l'époque de la Reine Élisabeth.

A la mort de cette Reine, en 1603, commença pour l'Angleterre une période de troubles civils et de révolutions pendant laquelle l'état intérieur resta sensiblement stationnaire. La conscience des commerçants était fort douteuse, chacun agissait à sa guise, craignant à peine les sanctions en vigueur et inappliquées. Les révoltes se succédèrent jusqu'à la Déclaration des Droits de 1689 qui mit fin à ces querelles politiques ; au XVIII^e siècle, l'Angleterre avait acquis une place éminente en Europe. C'est à ce moment qu'elle se rendit compte de l'infériorité de certaines parties de son organisation intérieure et s'efforça d'y remédier.

Il existait à Londres un établissement très important « l'Apothicaïr's Hall », dans lequel les futurs apothicaires trouvaient les conseils nécessaires à leur profession, c'est-à-dire à la présentation et à la vente des remèdes qu'on leur fournissait. C'était une sorte de Pharmacie Centrale, qui délivrait un « Certificat d'aptitude » comparable à l'examen de préparateur en pharmacie. C'était déjà un progrès considérable sur le siècle précédent, mais aucune notion de « pharmacie » proprement dite n'y était donnée.

Toutefois, le besoin d'un développement de la profession pharmaceutique se faisait de plus en plus sentir. Pour réprimer les erreurs qui naissaient nécessairement de ce manque d'instruction, et donner à la pharmacie

toute l'importance qu'elle méritait, un groupe de pharmaciens tenant boutique à Londres, s'érigea en « Société » et dressa des statuts que la Reine Victoria sanctionna par une Charte le 18 Février 1843

Ce fut la création de la Société de Pharmacie, dont l'un des principaux objets fut d'établir un programme d'études définies et un diplôme unique pour tous les pharmaciens de Grande Bretagne.

Comme nous le verrons d'après le texte de la Charte, les membres de la Société constituèrent les premiers Professeurs de Pharmacie d'Angleterre. Ils eurent des laboratoires, des bibliothèques, amphithéâtres, musées, etc., permettant aux futurs pharmaciens de suivre des cours et de s'exercer aux travaux pratiques avant leurs examens.

CHAPITRE II

LA PHARMACIE EN ANGLETERRE DE 1843 A 1852

Lorsqu'on considère la pharmacie en Angleterre pendant le début du XIX^e siècle, on est surpris de voir le grand nombre de personnes exerçant cet art. Proportionnellement à la France, le nombre des pharmaciens est considérable, on en compte de 8 à 10.000. Le pharmacien, pour gagner sa vie, est obligé de vendre de la broserie, parfumerie, flaconnerie, articles de ménage et même différents articles qu'on trouverait aussi bien dans des merceries, quincailleries, orfèvreries. On est frappé, en outre, par la grande abondance des remèdes secrets. Les réclames les plus élogieuses indiquent au passant les propriétés de tel ou tel remède. La grande majorité des pharmaciens, ou plutôt des marchands de produits pharmaceutiques, n'ont aucune notion de chimie et sont incapables de faire aucune préparation ; du reste, l'officine n'est qu'une boutique où les produits sont mis en

vente de la manière la plus alléchante pour le client. Le plus souvent, il n'y a pas de laboratoire attenant à l'officine, le pharmacien achète les produits pharmaceutiques dans des magasins spéciaux où ils sont préparés par des hommes instruits. Des inscriptions indiquent, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'officine, que les ordonnances médicales sont exécutées avec la plus scrupuleuse exactitude : ceci est opposé aux idées des pharmaciens français, qui ne permettent pas que l'on mette leur exactitude en doute. Les officines anglaises ont un aspect agréable : de belles vitrines où sont disposés avec élégance les dentifrices, la parfumerie et les remèdes secrets, avec force étiquettes et prospectus. On peut même voir les clients venir déguster dans l'officine les médicaments. Les boutiques ont un aspect tout autre que celui des pharmacies françaises à la même époque.

Le « *Modus Administrandi* » des préparations est expliqué en entier sur l'étiquette. A cette époque, il n'y a pas de règle pour la tarification des ordonnances.

Dans l'officine, un comptoir est spécialement réservé à la préparation des médicaments magistraux. C'est le « *prescription department* ». Les préparations, une fois faites, sont placées dans une armoire vitrée, en attendant que le client vienne les chercher.

On ne demande aucune connaissance scientifique à l'assistant. On lui demande surtout de bien savoir présenter les médicaments.

La plupart des médicaments sont préparés d'avance et

conditionnés comme nos spécialités actuelles. Ce sont surtout des pilules, pastilles, poudres, sels, gouttes, tafetas emplastiques. Peu de sirops et d'onguents.

Dans l'ensemble, nous pouvons conclure de la pharmacie en Angleterre, jusqu'en 1852, avec M. DORVAULT (1), auteur de renseignements sur la pharmacie, publiés à l'occasion de l'Exposition Universelle de Londres, que la pharmacie française est supérieure à la pharmacie anglaise, sauf en ce qui concerne la Société de pharmacie ; il nous paraît préférable, dit-il, que la Société des pharmaciens et l'Ecole de pharmacie, ne fassent qu'une Société, tant pour la présentation des médicaments que pour l'apparence agréable des officines ».

Voici l'opinion d'un de leurs compatriotes sur les pharmaciens anglais : ceci est écrit en 1852 par M. Sutherland, délégué de Grande Bretagne au Congrès Sanitaire International de Paris :

« Ce n'est qu'un chaos ténébreux, une confusion déplorable et une honteuse anarchie. Les collègues des médecins de Londres et d'Edimbourg peuvent exercer une espèce de surveillance sur les pharmaciens d'Angleterre et d'Ecosse. Un pouvoir semblable existe pour l'Irlande à Glasgow et à Dublin, mais cette surveillance n'est que nominale et tout à fait illusoire. Il existe des lois et des chartes, mais qui sont inexécutables. On a essayé pendant longtemps d'extirper tous ces abus révoltants,

(1) Dorvault — Voyage pharmaceutique à l'Exposition Universelle de Londres. Paris 1851, in-8° (Extrait de l'Union Médicale 1851).

mais on a toujours rencontré les plus insurmontables difficultés. Nous espérons pourtant arriver à une solution heureuse avant peu de temps ».

Malgré les décrets, aucun diplôme n'était exigé des pharmaciens, ils n'étaient donc pas différents des autres commerçants et de jouissaient d'aucune considération.

Une réglementation sérieuse de la pharmacie s'imposait, car il y avait de nombreux cas d'empoisonnement, en particulier par l'acide cyanhydrique. Tout le monde pouvait se procurer des poisons sans aucune formalité.

En réalité, il a fallu attendre l'Acte de Pharmacie de 1868 pour obtenir des résultats satisfaisants.

LA CHARTE ROYALE D'INCORPORATION

*Octroyée à la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne
18 Février 1843*

Victoria, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, gardienne de la Foi, à tous ceux à qui parviendront ces présentes, Salut.

Requérants

Attendu qu'il a été porté à notre connaissance, par la requête de William Allen, Charles James Payne, Richard Hotham Pigeon et autres, qu'eux mêmes et d'autres sujets se sont groupés pour former une Association appelée

Titre

Société de Pharmacie de Grande-Bretagne (Pharmaceutical Society of Great Britain), ayant pour but de faire

Objet

progresser la chimie et la pharmacie et d'établir un programme unique d'études pour ceux qui veulent les entreprendre, et également de protéger ceux qui exercent la profession de « Chemist and Druggist », de fonder une

Caisse de Secours

caisse de secours pour venir en aide aux Membres et Associés de la Société dans le besoin, de leurs veuves et orphelins, qu'il serait d'un grand intérêt que la dite

Société fut constituée et qu'ils nous ont suppliée de leur octroyer pour eux et pour ceux qui deviendront par la suite Membres de la même Société, notre Charte Royale d'Incorporation, dans le but précité.

En conséquence, nous vous faisons savoir que, désireuse d'encourager et de favoriser par notre Grâce Spéciale, un dessein si louable et désintéressé, nous avons bien voulu admettre et reconnaître le bien-fondé de cette simple proposition. Par ces présentes, admettons et reconnaissons, tant en notre nom qu'au nom de nos héritiers et successeurs, que les dits William Allen, Charles James Payne, Richard Notham Pigeon et tels autres de nos sujets bien aimés qui se sont associés et sont dès maintenant Membres de la dite institution ou Société, ou qui à une époque quelconque pourront en devenir Membres, conformément *aux Règlements qui seront élaborés et édictés par la suite*, en vertu des présentes, constitueront un corps politique érigé en corporation dans le but précité, sous le nom la « Société de Pharmacie de Grande-Bretagne » au nom de laquelle ils formeront une institution perpétuelle et auront un Sceau corporatif avec pleins pouvoirs et autorité pour modifier les dits règlements à leur discrétion et au nom de laquelle ils pourront poursuivre et être poursuivis, attaquer et être attaqués devant n'importe laquelle de nos juridictions, de celles de nos héritiers et de nos successeurs et auront toujours le droit, de par la loi, d'acquérir, de recevoir et de posséder, eux-mêmes et

leurs successeurs, des biens quels qu'ils soient et aussi d'après la loi nonobstant les règlements de mainmorte, d'*acheter* (droit de propriété) de posséder et de recevoir pour eux et pour leurs successeurs, une Maison et toutes les terres, dépendances et biens quels qu'ils soient, dont la valeur locative annuelle ne devra jamais dépasser en totalité la somme de 2000 livres, maximum éventuel, à la date présente, pour toute terre, maison ou dépendances actuellement tenues ou possédées par la dite Société, et pour toute terre, maison ou dépendances qui seront acquises plus tard par la dite Société, suivant le loyer maximum évalué à la date de l'achat ou de l'acquisition, et *aussi de vendre* maisons, dépendances et héritages, d'acheter de nouveau d'autres terres et dépendances ne dépassant pas en coût à aucun moment la valeur locative annuelle susdite estimée comme il a été dit plus haut et d'agir dans l'intérêt du dit Corps Politique ou corporation pour les fins ci-dessus mentionnées, aussi pleinement et efficacement en toute entreprise et projet quels qu'ils soient, qu'aucun autre de nos féaux-sujets, ou aucun autre Corps Politique ou corporation de notre Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, n'étant pas incapable, agirait pour ses intérêts respectifs. En conséquence, nous octroyons notre licence spéciale et notre pouvoir à toute personne, Corps Politique ou corporation, jouissant par ailleurs de ses droits civils, d'accorder, de vendre, d'aliéner et transporter en mainmorte pour l'usage de la dite Institution ou Société, et

Droit de
vendre

de ses successeurs, toute maison et dépendances, terres, biens, en toute propriété, pour être conservés par la dite Société, à condition de ne pas excéder la valeur locative annuelle susdite.

Membres

Tel est notre bon plaisir, et nous décidons en outre et déclarons que la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne sera composée de personnes qu'on appellera *Membres* à l'avenir et que ces Membres seront des *Chemists et Druggists*, installés ou ayant été installés à leur propre compte, ou qui auront été jugés par le conseil de la dite Société comme étant dignes d'être admis comme Membres; ou bien de personnes élues comme « Superintendants » (Inspecteurs) par le conseil de la dite Société, et chacun de ces Membres devra souscrire au fonds de secours de la dite Société de la façon indiquée par les Règlements. Seront également admis à tous les privilèges et avantages de la dite Société (sauf le droit d'assister à l'Assemblée Générale et tenir une officine) les personnes qui seront appelées *Associés* de la dite Société. Ces Associés seront les *Assistants* des *Chemists et Druggists*, les Apprentis ou Etudiants en pharmacie et chimie. Ces apprentis et étudiants devront d'abord subir un examen de telle sorte que le conseil de la Société les juge dignes d'être admis comme Associés-Etudiants ou apprentis et devront souscrire à la caisse de secours de la dite Société, comme il a été indiqué plus haut.

Inspecteurs

Souscription

**Réunions
générales**

Et, de plus, nous voulons et déclarons qu'il y ait des

Assemblées Générales des Membres de la dite Société, tenues périodiquement comme il est indiqué ci-après, et qu'il y ait toujours un conseil pour diriger les affaires de la dite Société et que les dites Assemblées générales et le concile devront avoir l'entière direction de la dite Société, de la façon indiquée dans les Règlements ci-après mentionnés, et tel est notre bon plaisir qu'à toute Assemblée Générale et Réunion du Conseil, la majorité des membres présents ayant le droit de vote, ait respectivement voté sur les sujets proposés, le président ayant dans le cas d'un nombre égal de voix, « voix prépondérante ».

Et nous déclarons par ces présentes que le dit conseil doit comprendre : un président, un vice-président, un trésorier et 18 autres membres, que le dit William Allen sera le premier Président, Charles James Payne, le premier Vice-Président, et Richard Notham Pigeon, le premier trésorier, et que les autres personnes actuellement membres du concile de la dite Société, avec le Président, Vice-Président et Trésorier, seront les premiers Membres du Conseil du dit Corps Politique et corporation et continueront ainsi jusqu'à la première Assemblée Générale pour l'élection des membres du conseil, qui seront désignés conformément aux présentes.

Et par ces présentes, nous octroyons et déclarons qu'il est légal pour les membres de la dite Société ainsi constituée, de tenir des assemblées générales une fois par an et de temps en temps des assemblées générales

Date

extraordinaires que le Conseil jugera opportunes. Et que les Assemblées Générales annuelles se tiendront le 3^e mardi du mois de Mai de chaque année, ou tout autre jour aussi rapproché que possible de celui-ci, à fixer par le Conseil ; et en outre, sur la demande écrite des 30 membres de la dite Société ayant le droit de vote pour toutes les Assemblées demandant au dit Conseil de réunir une assemblée générale extraordinaire de la dite Société, dans un but spécifié sur la demande. Une telle Assemblée pourra être constituée par le dit Conseil dans le délai que celui-ci jugera raisonnable, un avertissement préalable devant être donné de la date et du but de l'Assemblée

Et nous déclarons de plus que les Membres de la dite Société doivent et peuvent s'assembler le 3^e mardi du mois de Mai 1843, et ainsi de suite tous les 3^e mardi du mois de Mai de chaque année et aussi près que possible de cette date, et procéderont par vote au Scrutin, à la nomination et à la désignation des Membres du conseil et de 5 commissaires aux comptes de la dite Société.

En outre, nous déclarons qu'à l'élection du Conseil de l'année 1843, seront élus 21 membres du conseil et à l'élection de 1844, les $\frac{2}{3}$ des membres faisant partie à cette époque du conseil, devront se retirer, ces membres seront désignés par le sort, et à l'élection du conseil de 1845, le dernier $\frac{1}{3}$ des membres élus en 1843 et la moitié des membres élus en 1844 (ces membres étant désignés par le sort) devront se retirer et ainsi de suite tous

les ans, les 2/3 des membres du conseil pris parmi les plus anciens en fonction, devront se retirer.

Et nous déclarons que les Membres qui se retireront pourront cependant être rééligibles comme Membres du conseil.

Et nous déclarons qu'en cas de décès ou de démission ou de départ d'un membre quelconque du conseil ou d'un commissaire aux comptes, le conseil doit élire et désigner une personne comme membre de la dite Société pour prendre la place du Membre du conseil ou du commissaire, et la personne ainsi désignée restera aussi longtemps en service que celle qu'elle remplace.

**Quorum du
Conseil**

Et nous déclarons que chaque assemblée du conseil comprenant au moins 12 membres présents, et avec le consentement des 3/4 de ces membres présents, aura le droit de renvoyer tout membre de la dite Société, lequel cessera à partir de ce moment d'être membre de la dite corporation, et nous déclarons que le conseil ainsi organisé, et le conseil formé présentement de la dite Société, ou 7 au moins d'entre tous les membres ayant été une première fois convoqués pour prendre part aux assemblées, doivent et peuvent à la première Assemblée après l'élection du conseil, élire et désigner parmi leurs membres, un Président, un Vice-Président et un Trésorier, et aussi désigner une personne capable d'être secrétaire à l'avenir.

Et nous déclarons que le dit Conseil doit et peut, une fois par mois, se réunir, et même plus souvent, à condi-

tion que le Président et 5 autres membres demandent par lettre au Secrétaire d'en prévenir les autres membres. Mais aucune décision ne pourra être prise à ces réunions, à moins qu'il n'y ait le nombre de membres présents suffisant, nombre déterminé périodiquement par les Règlements de la Société relatifs au quorum. (Note - Une assemblée de 20 membres, par exemple, ne peut prendre une décision valable que si 15 membres sont présents. Si à une réunion, 10 membres seulement sont présents, on dit que le quorum (de 15 membres) n'est pas atteint).

Et nous déclarons qu'à toutes les assemblées générales de la dite Société, le Président, ou, à son défaut, le Vice-Président, ou à son défaut un membre du conseil élu par les membres présents à l'Assemblée, doit présider, ou s'il n'y a aucun membre du conseil présent, un autre membre de la Société doit être élu par les membres présents pour présider. A toutes les réunions du conseil, le Président, ou à défaut, le Vice-Président, ou à défaut tel membre du conseil élu dans ce but par les autres membres du Conseil, doit présider.

Et nous déclarons que le conseil de la dite Société a le droit de nommer, d'examiner et de se prononcer par lui-même ou par des personnes qu'il jugera compétentes au sujet de l'admission ou du renvoi des membres associés, apprentis ou étudiants, incorporés à la dite Société, d'octroyer des certificats et diplômes comme ils le jugeront utile aux personnes jugées capables d'être membres associés, apprentis ou étudiants, d'élire des membres

honoraires ou correspondants de la dite Société, qui auront tous les privilèges, sauf le droit d'être présents aux assemblées générales, de nommer et de renvoyer et de renommer les fonctionnaires subalternes de la dite Société. Le dit conseil doit avoir seul le contrôle et l'administration de tout ce qui appartient réellement et en propre à la Société d'après les lois, et doit prendre les dispositions qu'il jugera utiles pour le secours des Membres ou associés dans le besoin, de la dite Société, de leurs femmes et orphelins, d'après les règlements et lois de la dite Société.

Nous déclarons que l'entière propriété de la dite corporation doit être sous le contrôle et sous la direction du conseil de la dite Société, et qu'il a pleins pouvoirs et autorité pour vendre et aliéner, et d'une façon générale pour disposer de ses biens comme il le jugera utile. Mais aucune vente ou hypothèque de n'importe quel bien ou dépendances appartenant au dit Corps politique, ne peuvent être consentis sans l'approbation et le concours d'une Assemblée Générale des Membres de la dite Société, convoqués spécialement dans ce but.

Et nous déclarons que le conseil a le droit d'établir les lois qu'il juge utiles et nécessaires pour la réglementation des affaires de la dite Société, pour déterminer le nombre et les devoirs de ses fonctionnaires, la date des examens et les sujets sur lesquels les candidats pour l'admission seront examinés, le renvoi et l'élection des Membres associés, Apprentis ou Etudiants de la dite

Société, et tous les employés subalternes et aides qui seront jugés nécessaires à la dite Société, pour combler périodiquement les vacances qui pourraient se produire par suite de décès, démission, départ ou autres causes, du Président, Vice-Président, Trésorier, Membres du Conseil, Secrétaires, et tout autre fonctionnaire ou employé de la dite Société, pour régler et vérifier les titres des personnes voulant devenir Membres-Associés ou Apprentis de ladite Société, pour accorder des diplômes et des certificats aux Membres associés, Apprentis et Etudiants, pour fixer la somme due par eux pour l'admission ou pour toute autre chose ayant trait à la dite Société, pour vérifier les titres et qualités des personnes jugées dignes d'être admises comme Membres Honoraires ou correspondants, pour établir ce qui peut être accordé aux Membres et Associés de la dite Société dans le besoin, ou à leurs veuves et orphelins, pour modifier et annuler certains articles du règlement et en décider de nouveaux, quand ils le jugeront utile, à condition que cela ne soit pas contraire aux présentes, ni aux lois de notre Royaume. Toutefois aucun règlement ultérieur, ou modification, ou abrogation du présent règlement, qui sera par la suite établi par le dit Conseil autorisé par ces présentes à les effectuer, ne pourront être considérés comme définitifs et obligatoires pour la dite Société, qu'après que ce règlement nouveau, ces modifications ou abrogations du présent règlement, seront confirmés par trois Assemblées du dit Conseil. En témoignage de

quoi nous avons déclaré patentes les présentes lettres.

Certifié véritable en notre Palais de Westminster, le
18 Juin de la 6^e année de notre Règne.

Signé : EDMUNDS.

La Société de Pharmacie étant fondée en bonne et due forme, il ne lui restait plus qu'à user de ses pouvoirs pour rédiger les règlements complémentaires. Elle élabora le texte du programme unique d'études qui devait être en vigueur dans tout le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, à partir de 1843, ainsi que les examens permettant l'accès à la Société de Pharmacie en tant qu'Elève, Associé ou Membre.

EXAMENS ÉTABLIS D'APRÈS LA CHARTE ROYALE DE 1843

La « Pharmaceutical Society » établit 3 séries d'examens donnant 3 titres différents : ces titres, établis d'après la Charte de 1843, furent reconnus par la Charte de 1852, que nous verrons plus loin.

1° Le *Classical Examination*, passé par les Élèves de la Société de Pharmacie de Londres. Le candidat à cet examen devra traduire la pharmacopée et des formules magistrales du latin dans sa langue maternelle. Il devra aussi répondre à quelques questions d'arithmétique élémentaire. Cet examen donne le titre d'*Élève* de la Société de Pharmacie de Londres

2° Le « *Minor Examination* » donnant le titre d'*Associé* de la Société de Pharmacie. Cet examen comporte d'abord une traduction de prescriptions latines, l'interprétation des formules abrégatives, le *modus operandi* de la matière médicale et une épreuve de reconnaissance. Le candidat devra donner les propriétés, l'origine et l'histoire naturelle des produits à reconnaître. Il devra aussi répondre à des questions de chimie

sur les produits inscrits à la pharmacopée et connaître l'histoire de certains poisons.

3^e Le « *Major Examination* » donnant le titre de Membre de la Société Le programme de cet examen comprend les mêmes matières que le « *Minor Examination* » avec un développement plus étendu pour l'analyse chimique et toxicologique. Il comporte en plus une épreuve écrite Cet examen donne le titre de Pharmacien et de membre de la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne.

A cette époque, le pharmacien diplômé n'est pas obligé d'avoir accompli un stage et n'est pas astreint à une condition d'âge.

CHAPITRE III

LA PHARMACIE DEPUIS 1852

Si nous devons croire les contemporains, la Charte de 1843 était considérée comme à peu près inapplicable. Dès sa publication, on songea à lui en ajouter une autre, plus complète. Ce fut celle de 1852. C'est ainsi qu'on prévint un salaire pour les secrétaires, que les Membres eurent le titre de Pharmaceutical Chemists, qu'on nomma un secrétaire archiviste, mais les examens continuèrent à être jugés par des pharmaciens membres de la Société, aussi bien en Angleterre qu'en Écosse.

Le cas fut prévu d'usurpation de titres non mérités et on établit les amendes encourues.

L'ACTE DE PHARMACIE - 1852 - 30 JUIN 1852

I. — La dite Charte d'Incorporation octroyée à la dite Société le 18 Février 1843, sauf et excepté certaines parties modifiées par ces' présentes, transformées ou abrogées, est confirmée et déclarée avoir pleine force et pleins pouvoirs et reste efficace pour tous les desseins et buts comme si cet acte n'avait pas été rédigé.

II. — Le conseil de la dite Société de Pharmacie subsistera et sera autorisé avec pleins pouvoirs, à modifier et amender les lois de la dite Société édictées et établies par ou conformément à la dite Charte d'Incorporation, à faire et à établir autant de lois nouvelles ou complémentaires qu'il jugera utiles et nécessaires pour les buts visés par la dite Charte ou par cet acte : à condition toutefois que toutes les lois primitives et toutes les lois modifiées, transformées et ajoutées, soient confirmées et approuvées par une Assemblée Générale spéciale des Membres de la dite Société de Pharmacie, et par un des principaux secrétaires d'État de Sa Majesté.

III. — Par cet acte, le conseil de la dite Société de Pharmacie doit désigner un Secrétaire archiviste chargé de la garde d'un registre, et le conseil de la dite Société

a le droit de révoquer le Secrétaire désigné par cet acte, et le cas échéant de désigner un nouveau secrétaire à la place de celui qui peut mourir, ou se retirer, ou être révoqué comme il a été dit plus haut; en outre, on pourra nommer et destituer à l'occasion un secrétaire-adjoint, des employés ou fonctionnaires subalternes dont on pourra avoir besoin pour l'application de cet acte. En outre, on devra donner des traitements convenables aux dits secrétaires, secrétaires-adjoints, employés et fonctionnaires.

IV. — Le secrétaire qui doit être désigné d'après cet acte, doit de temps en temps mettre à jour et conserver une liste complète de tous les Membres de la Société, et aussi respectivement des Associés et Apprentis ou Étudiants, d'après les termes de la Charte d'Incorporation; il doit garder une table exacte du registre et de tous les autres registres et livres dont peut avoir besoin le conseil de la dite Société, ou nécessaires pour l'entrée en vigueur des lois de la dite Société et des dispositions de cet acte.

V. — Toutes les personnes étant, au moment de l'adoption de cet acte, Membres, Associés, Apprentis ou Étudiants de la dite Société de Pharmacie de Grande-Bretagne, d'après les termes de la dite Charte d'Incorporation, doivent être enregistrées respectivement, en tant que Pharmaceutical Chemists, Assistants et Apprentis, ou Étudiants.

VI. — Le secrétaire archiviste nommé en vertu de cet acte doit certifier, de sa main, à la demande de toute

personne payant 1 shilling, si telle personne dont le nom et l'adresse lui sont donnés, est ou n'est pas sur le dit registre, est ou n'est pas Membre de la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne, et ce certificat signé du dit secrétaire et contresigné par le Président ou deux Membres du conseil de la dite Société doit, en l'absence de preuves contraires, être une preuve suffisante de ce qui est déclaré à la date du dit certificat.

VII. — Toutes personnes qui seront périodiquement désignées d'après ou en conséquence de la dite Charte d'Incorporation ou des lois, ou d'après cet acte, pourront être déclarées capables de diriger les examens stipulés et projetés par cet acte, et auront pleins pouvoirs et autorité entière pour examiner tous les candidats qui se présenteront à l'examen d'après les prévisions de l'acte, pour le Latin, la Botanique, la Matière Médicale, la Pharmacie Chimique et la Chimie Générale et toutes autres matières ajoutées occasionnellement par des lois. A condition que de tels examens ne comprennent pas la théorie et la pratique de la médecine, la chirurgie et l'obstétrique, les dits examinateurs ont le droit de refuser ou de délivrer aux dits candidats, comme ils le décideront, des certificats d'aptitude et de connaissances, et des titres pour exercer la profession de Pharmaceutical Chemists, ou si le cas se présente, pour être employés comme Étudiants, Apprentis ou Assistants.

VIII. — Le conseil de la Société a le droit et le devoir de désigner en Écosse, à Édimbourg ou Glasgow, ou

dans n'importe quelles autres villes que le Conseil choisira, des personnes capables de faire passer les examens prévus par cet acte, auxquelles sont confiés pleins pouvoirs et autorité et qui accorderont aux candidats les certificats spécifiés ou les leur refuseront. Tout ce qui est mentionné dans l'acte concernant les examens, examinateurs et matière des examens, s'applique en Écosse comme en Angleterre.

IX. — Tout candidat ayant été examiné par la personne désignée et ayant obtenu un certificat d'aptitude, peut être enregistré par le Secrétaire comme il est dit dans l'acte, après avoir acquitté un droit ou des droits qui seront fixés par les lois — et chaque personne régulièrement enregistrée comme *Pharmaceutical Chemist*, sera éligible pour être Membre de la dite Société — et chaque personne régulièrement enregistrée comme Étudiant ou Apprenti d'un *Pharmaceutical Chemist* peut, par élection, être admise dans la Société, d'après les lois.

X. — Aucun Membre du Corps médical pratiquant en vertu d'un grade universitaire, ou ayant un diplôme ou licence d'un Corps médical ou chirurgical, ne peut être enregistré d'après cet acte. Si un *Pharmaceutical Chemist* enregistré obtient un tel diplôme, son nom sera rayé du registre tant qu'il exercera.

XI. — Toute personne n'étant pas légalement enregistrée comme *Pharmaceutical Chemist* d'après les dispositions de l'acte, n'a pas le droit de prendre le titre de *Pharmaceutical Chemist* ou *Pharmaceutist* dans quelque

partie de la Grande-Bretagne que ce soit, de s'attribuer ou d'employer un nom, titre ou enseigne indiquant qu'il est enregistré d'après l'acte, ou qu'il est membre de la Société. Toute personne n'étant pas légalement enregistrée d'après l'acte, qui prend le titre de Pharmaceutical Chemist, ou Pharmaceutist, s'attribue ou exhibe un nom, titre ou enseigne impliquant qu'il est enregistré d'après cet acte, ou qu'il est membre de la Société, est passible d'une amende de 5 livres. Une telle amende est recouvrable par le secrétaire, au nom et avec le pouvoir de la dite Société, de la manière qui suit :

En Angleterre et dans le Pays de Galles, en portant plainte d'après les dispositions d'un acte sur les recouvrements Sommaires des Petites Dettes et Requêtes.

En Écosse, par instance devant la Cour de la Session en la forme ordinaire, ou par la Procédure Sommaire devant le Shériff du Comté, ou, dans les Communes du Gouvernement, devant les Magistrats de la Commune où le délit a été commis, ou de celle du domicile du délinquant

La preuve du délit ou des délits étant faite, soit à la suite d'un aveu du délinquant, par le serment ou l'affirmation d'un ou plusieurs témoins dignes de foi, les Magistrats peuvent condamner le délinquant aux pénalités susdites, ainsi qu'aux dépens. Le shériff ou le magistrat, en prononçant de tels jugements sur les pénalités et dépens pourra mentionner dans ce jugement, au cas où ces Pénalités et Dépens ne seraient pas payés, le

droit d'en recouvrer le montant par voie de saisie.

A condition que le shériff ou le magistrat ait le droit, en cas de débouté et de renvoi du défenseur hors de cause, de condamner le demandeur aux dépens, ces jugements rendus par le shériff ou le magistrat sur simple requête, devront être définitifs et en dernier ressort, ils ne pourront être modifiés ultérieurement par plaidoirie, suspension, réduction ou autres moyens.

XII. — A condition toujours qu'aucune action ou autre procès pour contravention à cette loi, ne puisse être intenté après l'expiration de 6 mois à partir du jour où cette contravention a été commise. Dans toutes les actions et procédures, la partie qui bénéficie du jugement devra recouvrer en entier les frais et dépens du procès ou des autres procédures.

XIII. — Toutes les sommes d'argent qui proviennent de toute condamnation ou recouvrement d'amendes pour les délits encourus contre cet acte, doivent être payées comme le Trésor l'ordonne.

XIV. — Si un secrétaire, d'après l'acte, volontairement fait ou fait faire une falsification de n'importe quelle nature, ayant trait à un registre ou à un certificat, le fautif est jugé coupable de délit.

XV. — Si une personne exhibe frauduleusement un certificat reconnu comme étant d'un membre de la Société de Pharmacie, elle sera jugée coupable de délit.

Se conformant à la loi de 1852, la Société de Pharmacie fit les réformes qu'elle avait proposées, et s'empressa de rédiger le programme des examens. Tout d'abord, elle exigea un examen préliminaire donnant droit de se présenter aux examens de pharmacie. Il remplaçait le premier examen « classique » imposé par la Charte de 1843 et donnant le titre d'Elève.

Elle institua ensuite, comme elle en avait le droit, un *examen scientifique préliminaire*, réservé aux étudiants se destinant à l'étude de la pharmacie, et un examen final donnant le titre de

Pharmaceutical Chemist

ainsi que le droit d'ouvrir une officine et de vendre des poisons.

En 1868, un acte de Pharmacie créa un autre examen final donnant le titre de

Chemist and Druggist

Le titulaire de ce grade peut ensuite aspirer au titre de

Pharmaceutical Chemist

L'exposé des programmes respectifs de ces deux examens montrera suffisamment les différences qui existent entre eux

**Examens donnant droit de se présenter
aux examens définitifs de pharmacie**

Il y a trois sortes d'examens :

- a) préliminaire
- b) scientifique préliminaire

- c) définitifs { a) Chemist and Druggist
b) Pharmaceutical chemist

a) Examen préliminaire

Plusieurs diplômes sont acceptés témoignant des études suivies par le candidat. Ce sont :

1) *Matriculation* : Que l'on peut assimiler à notre Baccalauréat latin-sciences, langues vivantes. Comme lui il donne accès à un grand nombre d'écoles ; il peut être délivré par les Universités de Durham, Londres, Manchester, Birmingham, Liverpool, Leeds, Sheffield, Bristol, les Universités du Pays de Galles et d'Ecosse.

2) Les examens de sortie d'Oxford et de Cambridge, ou *Senior Local Examination*.

3) le Baccalauréat français ou son équivalent allemand.

L'élève doit être reçu à l'un de ces examens pour être autorisé à s'inscrire comme étudiant en pharmacie en remplissant en outre cette condition : l'examen devra obligatoirement avoir été subi sur les matières suivantes :

- a) anglais
- b) mathématiques (arithmétique, algèbre, géométrie)
- c) une 1^{re} langue étrangère
- d) Une de ces matières au choix du candidat :
 - 2^e langue étrangère
 - Mathématiques supérieures

Mécanique expérimentale

Chimie

Géographie physique

Physique

Botanique

Biologie

Géologie

Aucun candidat ne peut être admis à passer un examen final s'il n'a été enregistré comme Etudiant, et par conséquent, s'il ne justifie pas avoir accompli les études exigées.

Ensuite il devra passer l'examen préliminaire scientifique.

b) Examen scientifique préliminaire

Cet examen est passé devant les examinateurs de la Société de Pharmacie qui se réunissent dans ce but les premières semaines de Janvier, d'Avril, de Juillet et d'Octobre de chaque année. Le candidat doit payer un droit au Secrétaire Archiviste de Londres. Il doit ensuite délivrer au Secrétaire un certificat d'une personne autorisée, approuvée par le Conseil de la Société attestant qu'il a, dans le but de passer l'examen préliminaire scientifique, suivi des cours et travaux pratiques de chimie (200 heures en tout), de Botanique (120 heures) et de Physique (120 heures) en accord avec le programme que nous allons voir plus loin.

Les matières de l'examen scientifique préliminaire

sont : Botanique, Physique, Chimie, le candidat doit être interrogé sur les 3 matières.

Les droits d'inscription sont de 6 guinées.

Programme de l'Examen Scientifique Préliminaire

Depuis le 1^{er} Août 1929, il y a une épreuve écrite à la place de l'épreuve orale.

Le candidat devra avoir des connaissances élémentaires sur les sujets suivants :

Chimie :

Les principaux caractères de l'action chimique, la distinction entre les corps simples et les corps composés, les lois des combinaisons chimiques en poids et en volumes, l'hypothèse d'Avogadro, le poids atomique et la molécule, les formules chimiques et la nomenclature, la valence, la distinction entre les métaux et les métalloïdes, la classification périodique des éléments.

Les caractères généraux des métalloïdes, les principales méthodes de préparation et les réactions caractéristiques des corps simples et composés autres que les métaux : hydrogène, oxygène, ozone, eau, eau oxygénée, chlore, brome, iode, les composés oxygénés et hydrogénés, le fluor et l'acide fluorhydrique, l'azote, l'ammoniac et les composés ammoniacaux, les oxydes d'azote, acide azotique, acide azoteux, soufre, hydrogène sulfuré, acides et anhydrides sulfureux et sulfurique, acide thio-sulfurique, le phosphore, les oxydes et les oxyacides de

Phosphore, les chlorures de Phosphore, la silice et les silicates, le bore et l'acide borique.

Les principaux caractères et la classification des métaux et les méthodes générales de formation des oxydes et des sels, l'origine, les procédés d'extraction et les propriétés principales des métaux mentionnés, ainsi que les modes de préparation et les propriétés de leurs principaux composés : Potassium, sodium, lithium, baryum, strontium, calcium, magnésium, zinc, aluminium, fer, chrome, manganèse, nickel, cobalt, arsenic, antimoine, étain, cuivre, bismuth, plomb, argent, mercure, or et platine.

Le carbone, ses oxydes, méthane, éthylène et acétylène.

Les méthodes de détermination du carbone, de l'hydrogène, de l'oxygène, de l'azote dans les composés organiques et la détermination des formules moléculaires.

Nota : Le candidat doit savoir résoudre de petits problèmes de poids et de volumes dans différentes conditions de température et de pression, de corps simples et composés ayant trait aux réactions chimiques.

Epreuves pratiques de Chimie.

Le candidat doit avoir des connaissances pratiques concernant la préparation des plus importants corps de la chimie minérale.

Il devra identifier par des essais chimiques les métalloïdes les plus importants et leurs composés ainsi que les métaux et leurs sels indiqués dans la liste ci-dessus.

Analyser un mélange contenant au moins deux sels et deux acides minéraux.

Etudier les principes de l'analyse volumétrique, préparer, doser et employer des solutions d'acides minéraux, des solutions alcalines, des solutions de permanganate de potasse et de nitrate d'argent.

Le candidat devra apporter aux épreuves pratiques son carnet de laboratoire. Ce carnet sera rendu au candidat à la fin de l'examen.

Physique :

Les unités de masse et de poids, la balance, les unités de force, d'énergie et de travail, le centre de gravité, les différences entre les solides, les liquides et les gaz, la transmission des pressions dans les liquides, les pompes à eau, le siphon, la loi de Boyle, la pression atmosphérique, le baromètre, les pompes à air, la diffusion, la dialyse, les poids spécifiques et les densités.

Température, thermomètre, changement de volume des solides, liquides et gaz avec les différences de température, changement d'état, températures critiques, point d'ébullition et de congélation, pression de vapeur.

Propagation de la lumière, loi de la réflexion et de la réfraction, photométrie, propriétés des miroirs, des lentilles et des prismes, l'œil en tant qu'instrument d'optique, les principes de correction de la vue par les lentilles.

Les propriétés du magnétisme, le phénomène de l'électricité statique, les courants électriques, le primaire et le

secondaire, les effets du courant au point de vue magnétique, chimique et calorifique, la loi d'Ohm.

Epreuves pratiques de Physique

Le candidat devra faire des expériences simples, résoudre des problèmes simples, et montrer ses connaissances au point de vue de la construction et de l'emploi des appareils de physique, pour illustrer ses connaissances des questions indiquées ci-dessus.

Le candidat devra apporter aux épreuves pratiques son carnet de laboratoire. Ce carnet lui sera rendu à la fin de l'examen.

Botanique :

La morphologie et l'anatomie des plantes, les parties extérieures des plantes: le thalle, la racine, la tige, la feuille, les caractères distincts et les modifications habituelles de ces structures, le bourgeon et la floraison, la phyllotaxie et les ramifications des branches, l'inflorescence, la fleur, le fruit, la pollinisation, la fécondation naturelle et artificielle, la formation de la graine, la germination, une étude générale de l'anatomie des éléments de la plante, la cellule végétale, les tissus, y compris le méristème, l'épiderme, le tissu fondamental et le tissu vasculaire, les caractères anatomiques des racines, tiges et feuilles des plantes à fleur, les moyens d'accroître l'épaisseur des tiges et des racines, et les caractères des tissus primaires et secondaires.

Les éléments de physiologie, la nature et l'origine de

la nutrition des plantes et la façon dont les matières premières sont élaborées, la chlorophylle, la manière dont elle se présente dans la plante, ses fonctions, et les conditions dans lesquelles elle disparaît, les matières de réserve, leur nature, la façon dont elles se déposent et leur mode d'utilisation par la plante, la manière dont poussent les plantes et les conditions nécessaires pour la croissance de la plante, la façon dont la plante répond aux modifications extérieures par exemple à la lumière, à la pesanteur. La reproduction sexuée et asexuée.

Classification : étude des divisions du règne végétal
étude spéciale des plantes et des familles citées :

Thallophytes :

Algues, Spirogyre, Fucus.

Champignons, Agarics, Saccharomyces, Bacillus.

Bryophytes :

Funaria et Pellia.

Pteridophytes : Dryopteris Filix Mas.

Spermaphytes :

Gymnospermes : Pinus avec les caractères extérieurs
seulement des Cycas et Taxus.

Angiospermes : Dicotylédones : Renonculacées, Crucifères, Rosacées, légumineuses, ombellifères, composées, scrofulariacées ; labiées, solanées, salicacées.

Monocotylédones : graminées ; liliacées.

Epreuves pratiques de Botanique.

Le candidat devra disséquer, examiner, décrire toutes les plantes et parties de plantes, indiquer la place dans

la classification de toutes les plantes appartenant aux familles ci-dessus indiquées, il devra faire des coupes devant être examinées au microscope.

Le candidat devra donner son carnet de laboratoire, il lui sera rendu à la fin de l'examen.

c) Examen final :

L'examen final est différent suivant que le candidat désire être chemist et druggist ou pharmaceutique chemist.

1° Examen final de Chemist et Druggist.

Cet examen se passe en Janvier, Avril, Juillet ou Octobre.

Le candidat doit payer un droit au Secrétaire-Archiviste de Londres.

Le candidat, au titre de Chemist et Druggist, doit aussi être enregistré comme apprenti ou étudiant et doit avoir passé l'examen scientifique préliminaire dont nous avons étudié le programme ci-dessus. Une personne est considérée comme ayant passé l'examen scientifique préliminaire si elle produit au moins deux certificats, n'ayant pas été délivrés par le même jury, attestant que le candidat a subi l'examen dans les matières suivantes :

Chimie, physique et botanique.

Les ou le certificat doivent être accompagnés d'un droit de deux guinées. Le candidat doit déposer en même temps au secrétariat une déclaration signée du Directeur

ou d'une autre personne autorisée de l'une des institutions désignées dans ce but par le conseil de la société où il a suivi, après avoir passé l'examen préliminaire, des cours et des travaux pratiques de chimie (au minimum deux cents heures), de botanique (cent vingt heures) et de physique (cent vingt heures).

Le candidat doit, en s'inscrivant à cet examen final, avoir 21 ans.

Le candidat devra envoyer son extrait de naissance et une déclaration signée par lui-même attestant qu'il a fait un stage de pharmacien de 4.000 heures réparties en deux ans d'après les instructions du conseil :

a) soit dans une officine ouverte pour la vente au détail, délivrance et préparation des poisons d'après l'acte de pharmacie de 1868, et d'après l'acte de 1908 relatif aux poisons.

b) soit dans un laboratoire de produits pharmaceutiques.

c) soit dans une pharmacie de l'hôpital.

La déclaration doit porter les particularités concernant l'endroit ou les endroits où le stage a été fait, avec la date et la durée du stage dans chacun de ces endroits.

Elle doit être signée par le candidat et par le pharmacien qui, d'après le secrétaire, est capable de vérifier personnellement les faits mentionnés dans ladite déclaration. Le stagiaire est uniquement sous la surveillance du pharmacien-chef où il est inscrit. Les inspections de pharmacie ne concernent pas du tout les stagiaires.

Le candidat devra aussi envoyer un certificat signé par le directeur ou par toute autre personne autorisée attestant qu'il a passé son examen scientifique préliminaire, et qu'il a suivi au moins 720 heures de cours et travaux pratiques réparties ainsi :

Trois cents heures de pharmacie galénique, trois cents heures de pharmacie chimique, cent vingt heures de matières médicales dans une institution approuvée par le conseil de la société, et qu'il a accompli ses cours et travaux pratiques d'une façon satisfaisante.

Les matières faisant l'objet de l'examen final de chemist et druggist sont la pharmacie galénique y compris la traduction et la préparation d'ordonnances écrites en latin, la pharmacie chimique, la législation pharmaceutique, la matière médicale.

Le candidat doit se présenter aux quatre matières.

Un candidat qui échoue à l'une de ces matières repasse cette matière seulement si le jury le lui permet.

Un candidat à l'examen final de chemist et druggist qui n'a pas été inscrit comme « apprenti ou étudiant » avant le 1^{er} Juillet 1926 doit, après avoir passé un des examens donnant droit à être enregistré comme apprenti ou étudiant, être inscrit comme stagiaire chez un pharmacien ou dans un laboratoire exerçant la profession de chemist et druggist.

Un droit d'inscription de 12 guinées doit être payé par le candidat.

**Programme de l'examen final de chemist
et druggist**

Matière médicale et Reconnaissances

Reconnaître les drogues simples mentionnées dans la Pharmacopée Britannique ou dans la liste supplémentaire, donner les renseignements concernant leur origine botanique, zoologique et géographique, les variétés commerciales, la récolte et la cueillette — indiquer leur morphologie et le mode de formation, les décrire, donner les caractères physiques et chimiques, le nom des principes actifs des drogues — donner les proportions des principaux principes actifs dans les bons échantillons — et avoir des connaissances suffisantes des essais pharmaceutiques des drogues simples ou des produits offici-naux.

Agar-Agar, Alkannæ Radix, Althæa Radix, Amomi Meleguetæ Semina, Arecæ Semina, Arnicæ Rhizoma, Cacao Semina, Calendulæ Flores, Cambogia, Canellæ Cortex, Cantharis, Cassiæ Cortex, Cetraria Islandica, Chondrus crispus, Chrysanthemi cinerariæfolii, Flores, Cimicifugæ Rhizoma, Cocæ Folia, Coccus Indicus, Conii Fructus, Convallariæ Flores, Crocus, Cumini Fructus, Cydoniæ Semina, Elaterium, Eucalypti Folia, Euphorbium, Fœnigræci Semina, Fucus Vesiculosus, Galbanum, Guarana, Guttapercha, Hellebori nigri Rhizoma, Hyoscyami semina, Ignatii Semina, Inulæ Radix, Iridis Rhizoma, Lacca, Lauri Fructus, Lupulus, Lycopo-

dium, Manna, Mastiche, Moschus, Mylabris, Olibanum, Papaveris Capsulæ, Physostigmatis Semina, Pilocarpi microphylli Folia, Pimenta, Piper longum, Piper Nigrum, Pix Burgundica, Quercus Cortex, Rhamni Frangulæ Cortex, Sabinæ Cacumina, Sandaraca, Sanguinariæ Rhizoma, Sanguis Draconis, Sarsæ Radix, Scammonium, Sinapis Albæ Semina, Sinapis Nigræ Semina, Stramonii Semina, Sumbul Radix, Tonco Semina, Ulmi fulvæ Cortex, Vanillæ Fructus, Veratri albi Rhizom

Le candidat devra aussi reconnaitre les plantes de la liste suivante :

Aconitum Nappelus, Althæa Officinalis, Anthemis nobilis, Atropa Belladonna, Avena Sativa, Brassica alba, Brassica sinapioides, Bryonia dioïca, Cochlearia Armoracia, Colchicum autumnale, Conium maculatum, Cytisus Scoparius, Daphne Laureola, Daphne Mezereum, Datura Stramonium, Digitalis purpurea, Dryopteris Filix-mas, Fœniculum capillaceum, Hordeum distichon, Hyoscyamus niger, Juniperus communis, Juniperus Sabina, Lavandulavera, Matricaria Chamomilla, Mentha piperita, Mentha Pulegium, Mentha viridis, Cœnanthe crocata, Papaver Rhœas, Papaver Somniferum, Pinus Sylvestris, Prunus Laurocerasus, Quercus Robur, Rosa Canina, Rosmarinus Officinallis, Ruta Graveolens, Salix alba, Sambucus Nigra, Solanum Dulcamara, Taraxacum officinale, Taxus baccata, Triticum vulgare, Ulmus campestris, Valeriana officinalis.

Pharmacie (Pharmacie Galénique) :

Opérations nécessitant l'usage de la chaleur, évaporation, avec les indications spéciales pour la préparation des extraits — les principaux caractères et les modes de préparation des différents extraits — influence de la surface, de la température et de la pression sur la vitesse d'évaporation : eau, vapeur et bain de sable — distillation ordinaire, fractionnée, à la vapeur et distillation sèche — propriété de chacune — préparations officinales employant ces différents modes de distillation — cornue et récipient, alambic et serpentín — le condensateur de Liebig — principe d'après lesquels ils sont construits et utilisés — les principes de la stérilisation — sublimation — ses applications en pharmacie — les produits officinaux de la sublimation — calcination et fusion — la dessiccation — température de dessiccation de certaines drogues sèches — pertes des drogues végétales à la dessiccation, formes des fours à dessiccation — leur principe.

Désagrégation des substances solides : coupe, contusion et pulvérisation. Appareils employés, principes adoptés dans différents exemples — méthode de contrôle du degré de pulvérisation — tamis et tamisage — trituration, pulvérisation, granulation, y compris les méthodes employées pour pulvériser certains produits chimiques, petits cristaux, paillettes, etc...

Filtration, objet et méthode de filtration — procédé de filtration rapide — dialyse, ses applications en pharmacie, construction et emploi d'un dialyseur.

Expression : méthodes employées pour obtenir le suc des plantes. Obtention des liquides résiduels à partir des marcs de teinture, etc... presse hydraulique et autres.

Solution : Sa nature, les propriétés des divers solvants l'influence de : a) la température, b) l'état de division de la substance que l'on veut dissoudre, c) la durée, d) la position de la substance dans le solvant — Lixiviation, infusion, digestion et décoction — macération, percolation et déplacement, — principes de ces différents procédés — formes des différents percolateurs et des autres récipients employés.

Les principes employés dans la préparation des médicaments, les meilleurs excipients et les meilleurs procédés pour préparer les masses pilulaires — la préparation et la nature des émulsions, les meilleurs agents émulsionnants et les meilleurs procédés pour mettre des produits insolubles en suspension dans des liquides. Les procédés d'après lesquels sont faites les préparations galéniques et les principes sur lesquels ils sont basés.

Le candidat devra savoir lire les abréviations des ordonnances écrites en latin, les traduire en anglais, comprendre la construction grammaticale, et traduire aussi fidèlement que possible les modes d'emploi, découvrir les erreurs, les doses anormales et avoir des connaissances générales de posologie, calculer les pourcentages et autres choses se trouvant dans les ordonnances.

Epreuves pratiques

Le candidat devra pouvoir exécuter les préparations inscrites à la British Pharmacopœia, y compris les procédés de préparation des collodions, décoctions, acides dilués, extraits (solides et liquides) glycérine, infusions, sucs, liniments, lotions, mixtures, onguents, masses pilulaires, emplâtres, poudres (simples et composées), solutions, essences, suppositoires, sirops, teintures, vinaigres, eaux distillées et vins.

Préparer et mélanger les médicaments prescrits, écrire les indications brièvement et d'une écriture nette et lisible, bien conditionner et présenter chaque produit (le temps employé par chaque candidat est noté).

Le candidat devra apporter son cahier de laboratoire.

Pharmacie chimique

Le candidat devra avoir des connaissances générales sur la préparation, les principales propriétés et les réactions des produits suivants :

Acide cyanhydrique, cyanure, ferrocyanure, ferricyanure, acide oxalique, alcools méthylique et éthylique, acétone aldéhydes et acides formique et acétique, hydrate de chloral, chloroforme, iodoforme, éther, acétate d'éthyle, acétamide, acides oléiques, savons, glycérine, acide lactique, citrique et tartrique, saccharose, glucose, lactose, amidon, salicine, urée, uréthanes simples et uréides.

Benzène, phénol, acide picrique, phénolphtaléine.

nitrobenzène, aniline, acétanilide, acide benzoïque, acide salicylique, acide acétylsalicylique, salol, acide gallique, acide tannique.

Des connaissances générales sur les altérations et sur les contaminations qui peuvent se produire dans les produits et dans les mélanges inscrits à la Pharmacopée Britannique et sur les méthodes par lesquelles la pureté des substances est déterminée.

Epreuves pratiques

Le candidat devra être capable :

D'identifier par des réactions chimiques les composés organiques suivants :

cyanures, oxalates, acétates, tartrates, citrates, benzoates, salicylates, lactose, saccharose, glucose, salicine, cocaïne, quinine, morphine, strychnine et leurs sels, alcool méthylique, alcool éthylique, acétone, formaldéhyde, glycérine, chloroforme, phénol.

Déceler et identifier les altérations et les contaminations qui peuvent se produire dans les mélanges et dans les produits inscrits à la British Pharmacopœia

Faire les dosages volumétriques et ceux qui nécessitent l'emploi d'un appareil à mesurer l'azote, décrits dans la British Pharmacopœia.

Avoir des connaissances pratiques sur les méthodes de préparation des substances les plus importantes :

Ether, chloroforme, azotate d'éthyle, acide cyanhydrique acétanilide, nitrobenzène, et doit être capable d'expli-

quer à l'examineur les différentes réactions de leur préparation.

Déterminer quantitativement les alcaloïdes totaux du quinquina et de ses préparations officinales, de l'extrait fluide de belladone et de ses préparations et de l'extrait fluide d'Ipéca. Il devra aussi déterminer quantitativement la strychnine de l'extrait, de l'extrait fluide et de la teinture de noix vomique, la morphine de l'opium et de son extrait, extrait fluide et teinture, tous les alcaloïdes de toutes les autres préparations, et la résine dans la teinture de Jalap.

Le candidat aura le droit de consulter la British Pharmacopœia et le British Pharmaceutical Codex pendant la durée de son examen.

Le candidat devra apporter son cahier de laboratoire.

Législation Pharmaceutique.

Le candidat devra connaître :

a) la liste des poisons contenus dans l'acte de Pharmacie et des Poisons de 1908.

Les poisons de la 1^{re} et de la 2^e partie.

b) décrire les conditions requises pour la garde, vente et préparation des poisons de la 1^{re} et 2^e partie et savoir faire les entrées sur le registre d'après l'acte de pharmacie de 1868, pour la vente des poisons de la 1^{re} partie.

c) donner les conditions imposées pour la vente des poisons en gros et pour l'exportation, et quand le poison entre comme composant d'un médicament.

d) indiquer les conditions de la vente des Poisons.

e) expliquer les conditions imposées par la vente de l'arsenic par l'acte de l'Ârsenic.

f) avoir des connaissances générales sur les actes des Drogues Dangereuses et leurs règlements en ce qui concerne le pharmacien.

Le candidat devra avoir des renseignements sur :

Les actes de Pharmacie, l'acte d'Ârsenic, l'acte sur l'Assurance pour la santé publique, les actes des Drogues Dangereuses et les règlements, l'acte des apothicaires, les droits de timbres sur les médicaments, les actes de commerce (en ce qui concerne la vente des médicaments), l'acte des Poids et Mesures, l'enregistrement des noms de commerce, l'acte sur les maladies vénériennes, et ce qui concerne l'emploi des alambics, la vente de l'alcool, l'emmagasinage et la vente des explosifs et des substances inflammables, la vente des abortifs.

Jusqu'au 1^{er} août 1929, il n'y avait que des épreuves orales; depuis cette date des épreuves écrites ont été ajoutées à l'épreuve orale : reconnaissance de matière médicale, pharmacie galénique, chimique et législation pharmaceutique.

2^e Règlement de l'examen final de Pharmaceutical Chemist.

L'examen a lieu la première semaine de Janvier et de Juillet.

Le candidat devra avoir été enregistré comme « ap-

prenti ou étudiant » et devra avoir passé l'examen Scientifique Préliminaire.

Un candidat est considéré comme ayant passé l'examen Scientifique Préliminaire lorsqu'il produit au moins deux certificats n'ayant pas été délivrés par le même examinateur, attestant que le candidat a passé en Chimie, Physique et Botanique.

Le ou les certificats doivent être accompagnés d'un droit de deux guinées, le candidat devra en même temps envoyer au Secrétaire-Archiviste une déclaration signée par le Directeur ou par une personne autorisée d'une institution approuvée par le Conseil de la Société attestant qu'il a passé l'examen Préliminaire, suivi les cours et travaux pratiques de Chimie, 200 heures au minimum, 120 heures de botanique, 120 heures de physique.

Le candidat doit avoir 21 ans.

Le candidat doit fournir un extrait de naissance et :

a) Une déclaration signée du candidat attestant qu'il a accompli un stage régulier de 2.000 heures, sous la surveillance d'un pharmacien pour la préparation des médicaments, d'après les conditions requises par le Conseil :

1° Dans une boutique ouverte pour la vente au détail, préparations et délivrance des poisons d'après l'acte de Pharmacie de 1868 et l'acte des poisons et de Pharmacie de 1908.

2° Ou dans un laboratoire de préparations pharmaceutiques.

3° Ou dans la pharmacie d'un hôpital.

Sa déclaration doit porter le nom des différents endroits où le candidat a accompli son stage, la durée du stage Elle doit être signée par le candidat et par le pharmacien

b) Un certificat signé par le Directeur ou par une personne autorisée de l'institution où il a préparé son examen scientifique préliminaire, et où il a suivi régulièrement les cours et travaux pratiques: 1.600 heures au moins soit 620 heures de pharmacie galénique, 270 heures de reconnaissance de produits pharmaceutiques, 440 heures de chimie, 270 heures de botanique.

Les matières de l'examen final de Pharmaceutical Chemist sont la Botanique, Chimie, matière médicale, pharmacie (y compris la traduction et la préparation de prescriptions latines) et la législation pharmaceutique.

Un « apprenti ou Etudiant » enregistré, ayant suivi le stage comme il est dit dans les règlements, qui peut donner au secrétaire un certificat signé par un des examinateurs attestant qu'il a passé l'examen final pour le titre de « Bachelor en Pharmacie » de l'Université de Londres, ou un examen correspondant d'une autre université approuvé par le Conseil, peut être considéré comme ayant passé l'examen final de Pharmaceutical Chemist dans les matières de l'examen final inscrites sur le certificat et a le droit de passer l'examen de la Société de Pharmacie en législation pharmaceutique ; après avoir passé cet examen il peut prendre le titre de : « Pharmaceutical Chemist ». Nous étudierons plus loin

le programme de l'examen de « Bachelor of Pharmacy ».

Un candidat qui a subi l'examen final de Chemist et Druggist peut passer l'examen final de Pharmaceutical Chemist sur la présentation d'une déclaration attestant qu'il a suivi des cours et travaux pratiques pendant au moins 1 060 heures réparties ainsi : 240 heures de Pharmacie galénique, 110 heures de matière médicale, 420 heures de Chimie et 290 heures de Botanique ; il est dispensé de l'examen en législation pharmaceutique et de l'épreuve de pharmacie galénique en ce qui concerne la traduction et la préparation des ordonnances.

Programme de l'examen final de Pharmaceutical Chemist

Botanique : Le candidat devra avoir des connaissances sur :

1° Les principes de morphologie, la morphologie spéciale des plantes médicinales.

2° Anatomie et histologie : l'anatomie systématique des plantes médicinales, micrographie.

3° Les caractères distinctifs des principales divisions des plantes d'après la classification, avec les groupes et familles suivantes en étudiant plus particulièrement les plantes ayant une plus grande importance en pharmacie.

Thallophytes :

Algues, Cyanophycées, Chlorophycées, Diatomacées, Phæophycées, Rhodophycées.

Champignons : Phycomycètes, Ascomycètes, Basidiomycètes, Lichens, Bactéries.

Ptéridophytes :

Lycopodinéés : Lycopodiacées.

Filicinées : Polypodiacées.

Equisetinées.

Spermaphytes :

Gymnospermes, Conifères.

Angiospermes :

Monocotylédones : Graminées, aracées, liliacées, amarillidacées, éridacées.

Dicotylédones : Salicacées, fagacées, ulmacées, cannabinées, Polygonacées, Renonculacées, papavéracées, crucifères, Rosacées, légumineuses, Rutacées, euphorbiacées, malvacées, myrtacées, ombellifères, éricacées, gentianacées, Boraginées, labiées, solanées, scrophulariacées, Rubiacées, caprifoliacées, Valérienacées, Campanulacées, composées.

4° Les principes généraux de la physiologie de la plante avec le processus du métabolisme.

Epreuves pratiques de botanique

1° Le candidat devra être capable d'examiner, de décrire, de disséquer et de faire des préparations macroscopiques et microscopiques de plantes ou de parties de plantes inscrites au programme.

2° Le candidat devra indiquer à quelle famille ces plantes appartiennent.

3^e Identifier les angiospermes en se servant d'une flore, avoir des connaissances pratiques sur les méthodes et appareils employés pour l'étude de la physiologie des plantes.

Le candidat devra apporter son carnet de laboratoire.

Chimie

Le candidat devra avoir des connaissances générales sur :

1^o Les théories de chimie générale.

2^o La chimie générale.

3^o La chimie organique.

4^o La chimie physique.

5^o L'Histoire de la pharmacie depuis l'époque de Boyle.

Le candidat devra aussi se familiariser avec les méthodes d'expériences courantes.

Le candidat devra apporter son carnet de laboratoire.

Epreuves pratiques de chimie

Le candidat devra apporter son carnet de laboratoire à l'examen pratique, ce carnet devra porter mention de toutes les recherches auxquelles il a participé, signé du professeur.

Matière médicale

Le candidat devra avoir des connaissances générales sur les drogues brutes d'origine végétale et animale décrites dans la British Pharmacopœia, sur leurs principaux constituants et leurs variétés commerciales.

Il devra connaître les méthodes employées communément pour examiner au microscope les drogues végétales, ainsi que l'identification et la différenciation des tissus et cellules, (dimensions, essais microchimiques) les moyens de vérifier les tissus employés pour les pansements chirurgicaux.

Epreuves pratiques

Le candidat aura à reconnaître toutes les drogues simples d'origine végétale ou animale inscrites à la British Pharmacopœia, à étudier les caractères vérifiables à la loupe ou par dissection, à faire, dessiner ou décrire des préparations microscopiques de toutes les drogues végétales contenues dans la British Pharmacopœia, soit entières soit en poudres, à indiquer les caractères histologiques distinctifs, à identifier les poudres médicamenteuses.

Le candidat devra apporter son carnet de laboratoire signé par le professeur.

Pharmacie Galénique

Le candidat devra avoir des connaissances générales de pharmacie galénique et des connaissances pratiques des appareils employés en pharmacie, et des opérations.

Solution-Méthode pour déterminer la solubilité, les solutions isotoniques, colloïdales et autres.

Filtration, percolation, clarification et décoloration, préparation de cristaux et de granules, dialyse, appareils employés et principes utilisés pour la dessiccation, la

désagrégation, la pulvérisation et le tamisage de drogues simples, et les procédés d'évaporation, distillation, sublimation, calcination et fusion, leur application en pharmacie — l'expression, récupération des liquides résiduels à partir des marcs de teinture — les principes de la stérilisation — stérilisation des appareils — préparation des pansements aseptiques et antiseptiques — détermination de la proportion de laine et de coton dans les pansements faits avec le mélange des deux — enzymes et leur rôle dans la conservation et dans la fabrication des préparations pharmaceutiques — des notions élémentaires sur les vaccins et sérums, leurs méthodes de préparation et de titrage.

Le candidat devra avoir des connaissances générales sur les produits de chimie organique et minérale ou des mélanges de ces produits inscrits à la British Pharmacopœia et aussi des connaissances générales sur la fabrication des préparations inscrites à la British Pharmacopœia.

Epreuves pratiques de Pharmacie Galénique

Le candidat devra savoir faire les préparations inscrites à la British Pharmacopœia, exécuter des ordonnances magistrales et avoir des connaissances générales de Posologie.

Le candidat a le droit d'apporter pour les épreuves pratiques la British Pharmacopœia et un livre d'analyse quantitative à condition qu'il ne contienne aucun rensei-

gnement sur l'analyse qualitative — le candidat aura le droit de s'en servir si l'examineur le permet.

Le candidat devra être familiarisé avec les méthodes d'expérience courante; l'examen pratique comporte des analyses qualitatives ainsi que les essais et dosages inscrits à la British Pharmacopœia, prouvant la pureté des drogues chimiques et de leurs préparations et déterminant les constituants des drogues végétales et de leurs préparations.

Le candidat devra apporter son carnet de laboratoire.

Législation pharmaceutique

Le candidat devra connaître les actes de Pharmacie, l'acte d'Arsenic, l'assurance pour la Santé Publique, les actes et Règlements des Drogues Dangereuses, l'acte des Apothicaires, les droits de Timbres, les actes de Commerce (en ce qui concerne la vente des médicaments), l'acte des Poids et Mesures, l'enregistrement des noms de commerce, l'acte sur les maladies vénériennes, l'emploi des alambics, de l'alcool, la vente et l'emmagasiner des explosifs et des matières inflammables, la vente des abortifs.

MODIFICATIONS APPORTÉES

A L'EXAMEN FINAL

Depuis le 1^{er} août 1929 on a ajouté des épreuves écrites, réparties comme suit :

Deux compositions écrites de Botanique.

Deux compositions écrites de Chimie.

Deux compositions écrites sur les reconnaissances de produits appartenant à la matière médicale.

Deux compositions écrites de Pharmacie Galénique.

Une composition écrite de législation pharmaceutique.

L'épreuve pratique et l'épreuve orale se passent à Londres et à Edimbourg seulement. L'écrit se passe au choix du candidat à Aberdeen, Birmingham, Bristol, Cardiff, Dundee, Edimburgh, Glasgow, Leeds, Londres, Manchester, Sunderland.

Bien qu'il n'y ait pas d'épreuves de langues vivantes, certaines questions peuvent nécessiter la traduction d'ouvrages français ou allemands, il est donc recommandé au candidat de lire un ou deux ouvrages dans ces langues étrangères sur des sujets techniques.

Avant 1929 il n'y avait pas non plus d'épreuves écrites pour l'obtention du grade de Chemist Druggist.

La question a été posée dernièrement au sujet du contrôle du stage (réunion du comité de Walsall de la Société de Pharmacie, avril 1934), le contrôle aurait pour objet de poser au stagiaire des questions concernant la pratique courante du pharmacien ; cet enseignement sera donné au stagiaire, soit dans sa pharmacie, soit dans une autre pharmacie ou dans des écoles approuvées par le comité local de la Société.

Il a été aussi question dernièrement de supprimer le « Matriculation » comme examen d'entrée obligatoire, cette proposition a été rejetée.

CHAPITRE IV

AUTRES EXAMENS SE RAPPORTANT A LA PHARMACIE

Examen pour l'obtention du titre de « Bachelor of Pharmacy »

Ce grade est décerné par l'Université de Londres

Il ne donne pas droit d'exercer la pharmacie.

Pour se présenter à l'examen conférant le titre de « Bachelor of Pharmacy » il faut nécessairement avoir son « Matriculation ».

Ensuite le candidat doit passer « L'Intermédiaire Pharmacy Examination » dont nous allons voir le programme qui comporte de la Chimie, Physique, Botanique, Zoologie ou Biologie

Cet examen peut se passer en Juillet ou en Novembre

Il y a deux compositions écrites d'une durée de trois heures et un examen pratique par matière Cet examen pratique peut être écrit ou oral au gré de l'examineur.

Le candidat muni de « l'Intermediate en Pharmacie » pourra passer le « Bachelor of Pharmacy »

Programme de « L'Intermediate en Pharmacie »

Chimie :

Deux épreuves écrites portant sur le programme suivant :

Méthodes conduisant à la découverte de la composition des matières communes se trouvant dans la nature.

L'Histoire de la découverte de la composition de l'air et de l'eau, lois des combinaisons chimiques, théories atomiques et moléculaires, poids équivalents atomiques et moléculaires et méthodes de leur détermination, y compris les chaleurs atomiques et l'isomorphisme. Valence et construction des formules, classification périodique des éléments.

Éléments de chimie physique, y compris ce qui suit :

Propriétés des Gaz et des solutions, dissociation par la chaleur, pression osmotique et détermination des poids moléculaires en solution par la méthode du point de fusion, diffusion, solutions colloïdales, électrolyse et théorie de la dissociation électrolytique, conductibilité électrique, hydrolyse, force des acides et des bases, équilibre chimique et exemple de la loi d'action de masse, catalyse, thermo-chimie, combustion et flamme, historique, production et propriétés du plus important des éléments : le carbone, éléments les plus typiques et mélanges les plus connus de la famille y compris l'oxyde

de carbone, l'acide carbonique, le sulfure de carbone, le méthane, l'éthylène et l'acétylène

Une question au choix de chimie organique élémentaire pour chaque composition écrite sur un des sujets suivants :

Hydrocarbone, dérivés halogénés, alcools, éthers, aldéhydes cétones, acides et éthers, sels du méthane, éthylène, acétylène, alcool éthylique et méthylique, éther diéthylique, formaldéhyde et acétaldéhyde, acétones, acides formique, acétique et oxalique, acétate d'éthyle glycérine, corps gras et savons, benzène, nitrobenzène, aniline et phénol.

Epreuves pratiques de Chimie

Le candidat pourra apporter à l'épreuve pratique tous les livres qu'il voudra ainsi que son cahier de laboratoire.

Les candidats devront montrer leurs connaissances en dosages volumétriques et gravimétriques ainsi que des rudiments d'analyse qualitative. Ils devront savoir préparer un certain nombre d'éléments et de mélanges nécessitant la manipulation des gaz et la purification des substances par cristallisation, distillation, etc.

Le candidat devra apporter son carnet de laboratoire certifié par le professeur comme étant le résultat du travail personnel au laboratoire, afin que les examinateurs puissent l'inspecter s'ils le désirent.

Physique :

A l'examen de physique, des questions seront posées comprenant :

- a) La traduction de textes en Français et en Allemand.
- b) Les réponses en rapport avec les sujets proposés.

Le candidat ne peut avoir le maximum de points s'il n'a pas répondu au moins à une de ces questions posées en langue étrangère.

Le candidat devra avoir des connaissances des principes fondamentaux de la mécanique et savoir les principes élémentaires des appareils de physique.

Les propriétés générales des solides, liquides et gaz.

Rapport entre pression et volume des gaz, frottement et viscosité, pression sur la surface, diffusion, dilatation des fils de métal.

Chaleur, température, instruments servant à mesurer la température, dilatation des solides, liquides et gaz avec l'élévation de température.

Dilatation isotherme et adiabatique, quantité de chaleur, chaleur spécifique, changement d'état, chaleur latente, pression de vapeur, point d'ébullition, point de fusion, formation des nuages, brouillards et rosée, conduction, définition de la conductivité de la chaleur, convection, radiation, loi de Newton sur la congélation, équivalent mécanique de la calorie et mode de détermination, conservation de l'énergie.

Acoustique, production et propagation du son, nature des ondes sonores, amplitudes, longueur d'onde, fré-

quence, détermination expérimentale de la vitesse du son dans l'air, influence des différences de température sur cette vitesse, réflexion, détermination de la fréquence par des méthodes simples, recherches expérimentales sur le mode de vibration des cordes par l'emploi du sonomètre, recherches expérimentales sur les vibrations de l'air dans les tuyaux par résonnance d'un diapason, les tuyaux d'orgues, position des nœuds et des ventres.

Optique, propagation de la lumière, lois de la réflexion et de la réfraction, photométrie, réflexion sur les miroirs, plans et sphériques et formation des images, réfraction sur des surfaces planes et par les prismes, minimum de déviation, dispersion chromatique, lois générales des rayons, visibles, ultra-violets, infra-rouges, émission et absorption, effets calorifiques des rayons, phosphorescence, formation des images par les lentilles simples, vues myopes et presbytes et leur correction par des lentilles, combinaison de deux lentilles pour former un télescope ou microscope, mesure de la vitesse de la lumière, propriétés de la lumière polarisée, magnétisme et électricité, propriétés des aimants, simple phénomène de magnétisme, champs magnétiques, lignes de force, loi de la force magnétisée, moment magnétique, intensité du magnétisme, la terre en tant qu'aimant, propriétés magnétiques du fer et lois élémentaires du courant magnétique, phénomènes simples des corps électrisés, conduction et isolement, électrisation par frottement ou par induction (influence), distribution de l'électricité

dans les conducteurs, champ électrique, force du champ, loi de la force électrique, électroscopes et électromètres, travail accompli par le courant électrique, force électromotrice, différence de potentiel, résistance, loi d'Ohm, le pont de Wheastone, potentiomètre, résistance des cellules, volt, ohm, Ampères, Ampèremètre, voltmètre, effets calorifiques du courant, phénomènes élémentaires d'électrolyse, loi de Faraday, voltamètres, batteries primaires et secondaires, action des courants fermés sur un champ magnétique, induction électromagnétique, loi de Faraday, loi de Lenz, bobine d'induction, couple thermo-électrique, phénomènes simples de décharge dans les gaz.

Epreuves pratiques de chimie

Mesures de longueur, masse, temps, emploi du vernier, de la balance, détermination de volumes, poids spécifiques de solides, poudres et liquides, emploi de l'hydromètre, vérification de la loi de Boyle, détermination de centre de gravité, détermination de « G » par le pendule, détermination de la vitesse du son dans un tube par résonnance d'un diapason, emploi du sonomètre, emploi du thermomètre et détermination des points fixes, méthodes simples de la détermination des chaleurs spécifiques et des chaleurs de fusion et d'évaporation, détermination du point d'évaporation, emploi des photomètres, distance focale des miroirs, des lentilles, accouplement de deux lentilles pour faire un télescope,

microscope et lanterne de projection, emploi du spectromètre, calcul de l'indice de réfraction par passage d'un rayon de lumière à travers un bloc de verre, tracer les lignes de force dans le voisinage d'un aimant, comparaison des courants magnétiques et des champs, mesure de la résistance des fils de métal, comparaison des forces électromotrices avec le potentiomètre, mesure de l'équivalent électro-chimique.

Botanique :

Morphologie, structure et propriétés de la cellule et des différents tissus, formation des cellules et développement des tissus, la plante, structure, développement et modification, morphologie spéciale, reproduction et classification :

Caractères généraux des différents groupes :

1. Angiospermes, dicotylédones et monocotylédones :

Renonculacées, rosacées, légumineuses, composées, scrofulariacées, salicacées, liliacées, graminées et orchidées.

2. Gymnospermes exemples : Pinus, Cycas, Taxus.

3. Ptéridophyta, exemple : Lastrea (Aspidium), Selaginella et Lycopodium.

4. Bryophyta, exemples : Funaria, Pellia.

5. Algues, exemples : Chlamydomonas, Pleurococcus, CEdogonium, Spirogyra, Vaucheria, Fucus.

6. Champignons, exemples : Pythium, Mucor, Eurotium, Spœrthea, Saccharomyces, Bacteria.

Physiologie élémentaire

1. Nature chimique de la nourriture des plantes, leur mode d'absorption.

2. L'absorption de l'eau, turgescence, transpiration, pression de la racine, mouvement de l'eau dans les plantes.

3. Aération et respiration.

4. Grandes lignes de métabolisme des plantes.

5. Croissance.

6. Irritabilité, Géotropisme, Héliotropisme.

7. Etude élémentaire de l'évolution et de la reproduction.

Epreuves pratiques de Botanique

Examen et dissection des plantes et leur place dans la classification

Zoologie.

1. Les faits fondamentaux et les lois de la zoologie, les types *Amœba*, *Euglena*, *Paramecium*, *Monocystis*, *Hydra*, *Obelia*, *Lumbricus*, *Distomum*, *Astacus*, *Amphioxius*, *Scyllium*, *Rana*, *Lepus*.

2. Le candidat devra avoir des connaissances pratiques de l'organisation générale de chacun des types indiqués plus haut et des connaissances élémentaires sur :

a) Les principales lois biologiques qui illustrent le phénomène de la structure ainsi que l'hérédité, l'évolution et la variation.

b) La structure et la propriété de la cellule, les caractères principaux des tissus, y compris : l'Épithélium, le sang, et la lymphe, tissus nerveux, musculaires, conjonctifs et osseux, la structure microscopique des plus importants organes du corps

c) Le phénomène de la reproduction sexuée et asexuée, avec l'historique et les caractères de la cellule initiale, les principaux types de segmentation de l'ovule fertilisé, les métamorphoses de la grenouille, des connaissances élémentaires sur le développement du poussin à partir du troisième jour, et la formation des membranes fœtales chez l'oiseau et les mammifères.

3. Les caractères distinctifs des différents groupes :

Protozoaires : Lobosa, Foraminifera, Radiolaria, Sporozoa, Flagellata, Ciliata.

Cœlenteres : Hydrozoa, Anthozoa.

Platelmintes : Turbellaria, Trematoda, Cestoda.

Annelides : Oligochaeta, Polychœta.

Articulés : Crustacés, insectes, arachnides.

Chordés : Urochorda, Cephalochorda.

Vertébrés : Poissons, Reptiles, Batraciens, Oiseaux, Mammifères.

Epreuves pratiques de Zoologie

Le candidat doit savoir préparer, examiner au microscope, disséquer ou décrire les animaux inscrits aux paragraphes 1 et 2 du programme, et déterminer la place des animaux examinés dans la classification.

Biologie

Principes généraux de biologie :

1. Différence entre la matière morte et vivante.
2. Cellules, divisions des cellules et construction des organismes multi-cellulaires. Individus et colonies, différenciation et division du travail.
3. Structure générale d'une plante à fleurs et d'un mammifère.
4. Chimie élémentaire des protéines, corps gras et hydrates de carbone et leurs dérivés. Considérations élémentaires du processus physique de la pression, absorption, diffusion et osmose. Ionisation, Etat colloïdal, Catalyse et action des enzymes.
5. Source et transformation de l'énergie dans les plantes et les animaux y compris les bactéries, Photosynthèse, Anaérobie, Echanges chimiques et physiques dans l'assimilation et l'utilisation des matières nutritives, eau et oxygène, symbiose, parasitisme.
- 6 La parenté des stimulants dans les plantes et les animaux, transmission de l'excitation dans les plantes et les animaux, nerfs et systèmes nerveux des animaux, organes des animaux adaptés à différentes formes de stimulations (les yeux, les oreilles, etc).
7. Mouvements des plantes et des animaux, rôle de la pression dans le processus biologique, mouvements amibiens, mouvements des cils, contractions musculaires, organisation et contrôle du mouvement.

8. Contrôle des fonctions par des procédés chimiques, organes à sécrétions internes.

9. Mécanismes de :

a) L'absorption et la distribution des matières nutritives, eau et oxygène.

b) Elimination des déchets.

c) Emmagasiner des matières de réserve

10. Croissance localisée et généralisée, Métamorphisme, Reproduction, formation et conjugaison des gamètes, Bases physiques de l'hérédité, formation de l'embryon chez les plantes et les animaux, y compris la segmentation et le développement des organes.

11. Considérations élémentaires sur la nature de l'hérédité, la théorie de l'évolution organique, l'adaptation, la transformation, etc ..

Epreuves pratiques de Biologie

1. Dissection et examen microscopique de types d'animaux et de plantes: *Amœba*, *Chlamydomonas* ou *Euglena*, *Volvox*, *Spirogyra*, *Cystopus* ou *Pythium*, *Mucor*, *Hydra*, *Viridis*, *Fucus*, *Pteris*, *lumbricus*, *Anodon*, *Scyllium*, *Rana*, une plante à fleur et un mammifère.

2. Préparation microscopique et examen des tissus animaux et d'une racine, tige et feuille d'une dicotylédone.

3. Expériences physiologiques simples pour illustrer :

La méthode graphique pour l'étude de la pression osmotique, absorption, échanges gazeux et leur contrôle ;

action des enzymes sur les aliments, photosynthèses, action du cœur, contraction des muscles et leur contrôle, mouvements amibiens et cilliaires, pression de la racine, transpiration, etc..., méthodes de démonstration de la croissance et des mouvements

4. Embryologie des plantes et des animaux, les stages de la segmentation des échinodermes, le développement du poussin à partir du quatrième jour

Le candidat muni de l'Intermediate, peut se présenter à l'examen de « Bachelor of Pharmacy », dont nous allons voir le programme. Cet examen comprend deux épreuves écrites et une épreuve pratique de botanique, chimie, reconnaissances de produits pharmaceutiques appartenant à la matière médicale, et pharmacie galénique.

Un diplôme pour le « Degree of Bachelor of Pharmacy », est délivré au candidat reçu, sous le sceau de l'Université et signé par le Chancelier.

Programme de l'examen donnant le titre de
« Bachelor of Pharmacy »

Botanique

Les candidats doivent avoir des connaissances générales sur :

1° Les principes de morphologie: la morphologie spéciale des plantes officinales;

2° L'anatomie et l'histologie: l'anatomie systématique des plantes officinales, microchimie ;

3° Les caractères différentiels des divisions des plantes y compris les groupes et familles suivantes, en étudiant plus particulièrement les plantes officinales.

Thallophytes :

Algues : Cyanophycées, Chlorophycées, Diatomées, Phœophycées, Rhodophycées.

Champignons : Phycomycètes, Ascomycètes, Basidiomycètes, Lichens, Bactériées.

Ptéridophytes :

Lycopodinées, Lycopodiacées.

Filicinées, Polypodiacées.

Equisetinées.

Spermaphytes :

Gymnospermes, conifères.

Angiospermes.

Monocotylédones : Graminées, Aracées, Liliacées, Amaryllidacées, Iridacées.

Dicotylédones : Salicacées, Fagacées, Ulmacées, Cannabinées, Polygonacées, Renonculacées, Papaveracées, Crucifères, Rosacées, Légumineuses, Rutacées, Euphorbiacées, Malvacées, Myrtacées, Ombellifères, Ericacées, Gentianacées, Boraginées, Labiées, Solanées, Scrofulariacées, Rubiacées, Caprifoliacées, Valérianacées, Campanulacées, Composées.

4 Les principes de la physiologie de la plante et le métabolisme.

Epreuves pratiques de Botanique.

Le candidat doit savoir :

1° Examiner, décrire, disséquer et faire des préparations macroscopiques et microscopiques de plantes et de parties de plantes inscrites au programme.

2° Indiquer leur place dans la classification

3° Indiquer les angiospermes poussant en Angleterre en se servant de la flore, connaître les méthodes et les appareils employés dans l'étude de la physiologie des plantes.

Le candidat devra apporter son propre carnet de laboratoire, signé du professeur, certifié comme étant le résultat du travail personnel, pour que les examinateurs puissent l'inspecter s'ils le désirent.

Chimie.

Note. — Le candidat devra avoir des connaissances suffisantes des langues françaises et allemandes pour pouvoir traduire les articles de ces langues en Anglais.

Le candidat devra avoir étudié :

1° Chimie générale théorique.

2° Chimie organique

3° Chimie physique

4° Histoire de la chimie depuis l'époque de Boyle.

Le candidat devra acquérir une certaine familiarité avec les méthodes ordinaires d'expérience.

Epreuves pratiques de Chimie

Le candidat pourra avoir pour l'épreuve pratique tous

les livres qu'il désire, y compris son propre carnet de laboratoire.

Le candidat devra apporter son cahier de notes certifié par ses professeurs comme étant le résultat du travail personnel au laboratoire, pour que les examinateurs puissent l'inspecter s'ils le désirent.

Matière médicale

Le candidat devra pouvoir traduire des mémoires et des articles écrits en langue française et allemande.

Les candidats devront avoir des connaissances sur :

1. L'Histoire et le commerce des drogues, la récolte et la préparation des drogues pour le marché.

2. Les méthodes employées pour l'étude des principaux caractères des drogues brutes, d'origine végétale ou animale décrites dans la British Pharmacopœia et des autres drogues employées couramment en médecine.

3 Les origines botanique, géographique, zoologique, des drogues et des renseignements sur leurs constituants, variétés commerciales, altérations et substitutions.

4 Les méthodes couramment employées pour l'examen microscopique des drogues, ainsi que l'isolement et l'identification des principaux tissus cellulaires

L'examen des drogues en poudres, des préparations galéniques et des médicaments contenant des essais microscopiques et des dosages microchimiques pour les tissus et le contenu cellulaire.

5. Les méthodes d'examen des tissus employés pour les articles de pansement.

6. La structure élémentaire des insectes employés en médecine ou fournissant des produits employés en médecine ou se rencontrant communément comme parasites dans les drogues.

Epreuves pratiques de matière médicale.

Le candidat doit savoir :

1° Examiner, décrire, disséquer et faire des préparations microscopiques et macroscopiques, de toutes les drogues brutes et indiquer leurs caractères distinctifs.

2° Identifier les variétés commerciales des drogues inscrites au programme.

3° Identifier les poudres des drogues employées sous cette forme et déceler leur altération par comparaison avec le produit authentique.

4° Examiner les préparations galéniques et les médicaments contenant les drogues ci-dessus indiquées sous forme de poudre.

Les candidats devront apporter leur carnet de laboratoire.

Pharmacie Galénique

Le candidat devra avoir des connaissances générales sur les produits suivants, des renseignements sur l'emploi des appareils indiqués, et sur les opérations employées.

Solution, méthodes de détermination de la solubilité,

préparation de solutions isotoniques, colloïdales et autres, filtration, clarification et décoloration, Préparation des cristaux et des granulés, Dialyse, Appareils employés et principe du séchage, du concassage, pulvérisation et tamisage, sublimation, calcination et fusion, leur application en pharmacie.

Expression, récupération des liquides résiduels à partir des marcs de teinture, principes de la stérilisation et stérilisation des appareils et matériel, Préparation des pansements aseptiques et antiseptiques, détermination de la proportion de laine et de coton dans les pansements faits du mélange des deux fibres, Enzymes et leur action dans la fabrication et la préservation des préparations pharmaceutiques. Etude élémentaire des vaccins et des sérums, leur méthode de préparation et de standardisation.

Les candidats doivent avoir des connaissances générales des composés appartenant à la chimie organique et minérale employés en pharmacie et médecine

Les candidats devront aussi avoir des connaissances générales sur la fabrication des préparations inscrites à la British Pharmacopœia.

Epreuves pratiques de Pharmacie Galénique

Le candidat devra savoir préparer les produits inscrits à la British Pharmacopœia, il devra savoir préparer les ordonnances magistrales et avoir des connaissances générales de Posologie.

Les candidats pourront apporter aux épreuves pratiques la British Pharmacopœia et un livre d'analyses quantitatives à condition qu'il ne contienne aucun renseignement concernant l'analyse qualitative.

Le candidat devra s'être familiarisé avec les méthodes simples d'expérience et l'examen pratique devra porter à la fois sur l'analyse qualitative et quantitative et en particulier sur les dosages et essais de la British Pharmacopœia, déterminant les essais de pureté et les principaux constituants des préparations.

Le candidat devra apporter son carnet de laboratoire.

L'étudiant ayant le titre de Bachelor of Pharmacy peut acquérir le titre de Docteur en Philosophie.

Les études pour l'obtention du titre de Bachelor of Pharmacy durent trois ans, on les suit dans les Ecoles de l'Université ou chez des Professeurs d'institutions reconnues.

Docteur en Philosophie

Ce titre de Docteur en Philosophie de l'Université de Londres est donné au candidat ayant le Pharmacy Bachelor Degree et ayant fait une thèse, c'est-à-dire apportant une contribution personnelle à un sujet donné, soit en faisant de nouvelles découvertes, soit par un travail de critique. Ce travail doit être publié. La thèse doit être le propre travail de l'étudiant. Elle peut décrire un travail fait en collaboration avec le professeur chargé de le surveiller à condition que le candidat indique la

part personnelle qu'il a prise dans ces recherches et que cette déclaration soit certifiée exacte par le professeur.

Aucun travail portant le nom de différentes personnes n'est accepté comme « thèse ».

Le candidat doit envoyer au Secrétaire de l'Académie quatre exemplaires de sa thèse, manuscrits, écrits à la machine ou publiés en son propre nom.

Ce titre ne donne pas le droit d'exercer la pharmacie, c'est un grade universitaire.

Nous n'insisterons pas davantage sur ces différents examens qui nous éloignent de la Pharmacie proprement dite.

En résumé, il y a en Angleterre 5 diplômes pharmaceutiques :

1° Pharmaceutical Chemist.

2° Chemist and Druggist.

3° Chemist and Druggist and Pharmaceutical Chemist.

4° Bachelor of Pharmacy.

5° Docteur Bachelor of Pharmacy.

Seuls les deux premiers titres sont exigés pour tenir boutique ouverte pour la vente et la préparation des poisons.

Le Pharmaceutical Chemist devra justifier d'un stage de 2.000 heures et avoir suivi 1.600 heures de cours réparties ainsi : 620 heures de Pharmacie Galénique, 270 heures de reconnaissance de produits pharmaceutiques, 440 heures de chimie et 270 heures de botanique.

Tandis que le Chemist and Druggist aura fait un stage de 4.000 heures en deux ans, et avoir suivi 720 heures de cours, réparties ainsi : 300 heures de pharmacie galénique, 300 heures de chimie, 120 heures de matière médicale, tous deux doivent étudier la législation pharmaceutique.

Ces différences n'ont pas de conséquences au point de vue pratique et les deux titres sont équivalents aux yeux du client

Les titres de Bachelor of Pharmacy et de Docteur en Philosophie ne donnent pas droit de vendre. Ce sont des distinctions qu'on peut ajouter au grade de Chemist and Druggist ou de Pharmaceutical Chemist et toutes facultatives.

EN RÉSUMÉ

1) *Examen Préliminaire*

Matriculation ou équivalent, âge : 17 à 19 ans, nécessaire pour se présenter après 440 heures de cours et travaux pratiques.

2) *à l'Examen Scientifique Préliminaire*

l'aspirant au grade de « Chemist and Druggist » devra suivre neuf mois de cours, avoir fait un stage de 4.000 heures et avoir 21 ans.

l'aspirant au grade de « Pharmaceutical Chemist » devra justifier de 1.600 heures de cours et travaux pratiques, 2.000 heures de stage et avoir 21 ans.

Le Chemist and Druggist peut devenir Pharmaceutical

Chemist après avoir suivi 1.060 heures de cours et travaux pratiques et passé l'examen nécessaire.

L'Université délivre le grade de *Bachelor of Pharmacy* aux étudiants déjà en possession du diplôme de *l'Intermédiaire* (examen de la faculté des Sciences, correspondant à la Licence française).

Le titre de Docteur en Philosophie est donné au *Bachelor of Pharmacy* ayant écrit sa thèse.

CHAPITRE V

PHARMACOPÉES ET FORMULAIRES

Les préparations officinales que le candidat aura à préparer et les produits chimiques dont il devra connaître la formule, les essais et les propriétés, sont inscrits dans la Pharmacopée.

C'est la British Pharmacopœia qui est le véritable Codex anglais

En Angleterre il y a deux Pharmacopées : La British Pharmacopœia (appelée B. P. en abréviation) et le British Pharmaceutical Codex (B. P. C.).

Les Pharmacopées

C'est la British Pharmacopœia qui correspond à notre Codex Français.

L'étude des différentes Pharmacopées montre l'évolution de la Pharmacie dans un pays Une pharmacopée d'une époque quelconque indique les plus profondes connaissances de l'époque, en ce qui concerne le terrain médical pharmaceutique et chimique. Les changements

opérés dans l'ordre médical sont très nets, quand on considère une suite de pharmacopées. L'emploi médical de tel ou tel médicament peut varier avec le temps. Les médicaments introduits dans la thérapeutique par l'autorité d'un clinicien, prospèrent quelque temps, puis tombent finalement dans l'oubli.

En dehors des variations dans l'emploi des médicaments qui influent sur le caractère de la Pharmacopée, la question de degré de pureté des médicaments et des standards, prend une grande importance. On peut trouver dans la dernière édition de ce livre, parue en 1932, des articles concernant les sérums et vaccins, les médicaments arsenicaux spécifiques, les produits opothérapiques ayant une action physiologique bien définie, et les préparations contenant des vitamines, tout cela en accord avec les informations les plus récentes. Pour les procédés de titrages toutes les ressources de la physiologie, chimie et physique sont mises en œuvre. Tout ce qui est nécessaire à la préparation du matériel stérile pour les injections est indiqué.

La British Pharmacopœia

Nous avons l'habitude de considérer comme la première Pharmacopée le volume publié par le collège Royal des Médecins de Londres en 1618. C'est un formulaire contenant 900 préparations et une grande liste de produits avec leur description et les essais pour leur identification.

La description des préparations inscrites à cette Pharmacopée excite agréablement la curiosité du lecteur par le nombre et la variété de médicaments rentrant dans certaines préparations ou bien le choque par la nature de quelques-unes des substances animales employées; mais dans ce livre se trouvent les principes fondamentaux de l'art pharmaceutique et les débuts de la science chimique.

Depuis, bien des changements se sont opérés : les préparations compliquées comprenant beaucoup de médicaments ne sont plus en faveur; cependant, nous ne devons pas oublier la survivance de certaines préparations comme la teinture de Warburg qui contient 19 produits et quelques préparations récentes comme le sirop composé de glycérophosphates qui contient 15 produits, tandis qu'il est d'usage courant dans les travaux scientifiques d'établir l'emploi de substances animales sur une base rationnelle.

Le Collège Royal des médecins d'Edimbourg publia sa première Pharmacopée en 1699 et le Collège Royal des Médecins d'Irlande publia la première Pharmacopée de Dublin en 1807. Il y eut aussi de nombreux formulaires. Ces pharmacopées eurent bien des éditions, gardant le même caractère jusqu'à la publication de la première pharmacopée anglaise : *British Pharmacopœia*. Ces trois Pharmacopées existant l'une près de l'autre et donnant des formules différentes pour les mêmes médicaments devaient amener bien des confusions dans les

prescriptions; c'est ce qui amena la publication dans l'acte médical de 1858 d'un article demandant au conseil médical la publication de la pharmacopée anglaise. Six Pharmacopées se sont succédées. Les modifications apportées au cours de ces différentes publications sont résumées dans le tableau ci-dessous qui indique le pourcentage des matières premières d'origine végétale, médicaments appartenant à la chimie minérale, à la chimie organique, produits d'origine animale, préparations galéniques, préparations composées, huiles, graisses, cires, résines, savons.

CLASSIFICATION

	B. P. 1864	B. P. 1867	B. P. 1885	B. P. 1898	B. P. 1914	B. P. 1932
	%	%	%	%	%	%
Drogues d'origine végétale	21	18.5	17	16.5	16	12
Drogues appartenant à la chimie minérale . . .	14.5	16	15	14	13.5	16
Drogues appartenant à la chimie organique . . .	4.5	4.5	6.5	8.5	11	20
Produits animaux. . . .	1	1	1	1	1	3.5
— galéniques	33	33	33.5	31.5	29	24.5
Préparations composées. .	20	21.5	21.5	22.5	22.5	15.5
Huiles, graisses, cires, résines et savons. . . .	6	5.5	5.5	6	7	7.5
Monographie générale . .	—	—	—	—	—	1
Nombre total des articles.	625	764	903	835	814	587

Ces pourcentages sont approximatifs.

La séparation des préparations simples des préparations composées est quelquefois arbitraire. Le nombre des matières premières d'origine végétale est sensiblement diminué ainsi que celui des préparations galéni-

ques; par contre, augmentation du nombre des médicaments pris dans la chimie minérale et organique et des produits animaux, graisses, cires, résines et savons.

De temps en temps, il y a un désir d'unification des titres des médicaments et des préparations qui seraient inscrits dans une pharmacopée internationale. Les avantages d'une telle uniformisation sont évidents. Les différences dans les titres des préparations sont un obstacle à l'extension des connaissances médicales, un inconvénient pour les pharmaciens qui ont à préparer des ordonnances formulées dans différents pays et une source d'ennuis pour les voyageurs. Une Pharmacopée internationale aplanirait toutes ces difficultés et faciliterait la vente des médicaments. De nombreux projets de pharmacopée internationale ont été faits à différents congrès pharmaceutiques internationaux. Un premier essai fait en 1874, basé sur la Pharmacopée française de cette époque échoua; mais une pharmacopée internationale fut proposée par un comité adjoint au cinquième congrès pharmaceutique international de Londres en 1881 et présentée au sixième congrès de Bruxelles en 1885. A la Conférence pharmaceutique d'Aberdeen, le Docteur Paul donna un résumé du volume proposé et le texte latin fut publié en entier dans le journal pharmaceutique de cette époque (1885).

Cette pharmacopée contenait 293 articles, dont 152 galéniques et préparations composées, 103 produits chimiques et 38 médicaments d'origine végétale et animale.

Pour des raisons inconnues, le livre n'entra pas en vigueur dans tous les pays et fut oublié. Cependant, les difficultés ne sont pas insurmontables. Plus tard, d'autres efforts furent tentés à la suite de la Conférence de Bruxelles de 1902, la première proposition favorable à l'unification des formulaires des médicaments actifs fut faite et signée en 1906. On peut remarquer que les titres des préparations et les méthodes indiquées dans ce document, furent adoptés dans la B. P. de 1914 avec quelques exceptions. La deuxième conférence internationale, tenue en 1925, fut suivie en 1929 d'une proposition favorable devant entrer en vigueur le premier septembre. Sur les 32 gouvernements représentés à cette conférence 15 ratifièrent cet avis; sur les 15, 10 firent des restrictions. Le gouvernement britannique fit la réserve suivante: « Le gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il se réserve le droit d'introduire dans les stipulations du présent avis les modifications que rendent nécessaires l'usage établi par la médecine et la Pharmacie, ainsi que les progrès des sciences médicales et pharmaceutiques ». Cette proposition contenait 42 articles.

Depuis, des années ont passé sans apporter grand changement, cependant la nécessité d'une unification est urgente.

Les Formulaires

A côté de la pharmacopée nationale, de nombreux livres de formules ont pris place. Trois d'entre eux, l' « American National Formulary », le « German

Ergänzungsbuch » et le « British Pharmaceutical Codex », méritent une attention spéciale en raison de leur publication par les organisations pharmaceutiques nationales de leurs pays respectifs. Nous n'étudierons que le B. P. C. Il fut d'abord publié par la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne en 1907. Il est plus spécialement réservé aux Médecins et aux Pharmaciens, c'est plutôt un formulaire médical dans lequel est mentionné un plus grand nombre de préparations galéniques et de produits chimiques. Il donne l'origine des médicaments, les formules des produits chimiques, les noms latins et les synonymes, l'origine botanique, zoologique, géographique et commerciale, les méthodes de préparations et de cueillette des plantes, des renseignements historiques, l'action pharmacologique, les emplois, les façons de les prescrire et de les préparer; la dose est donnée d'après le système métrique et d'après les unités de l'empire.

La première édition date de 1907. Plusieurs suppléments sont venus s'y ajouter: le supplément de 1915 qui comprend de nouvelles formules de préparations galéniques et de solutions titrées. Le supplément de 1922 qui a trait aux articles de pansements.

L'édition de 1923 comprend les suppléments de 1915 et 1922. Le texte est en accord avec la British Pharmacopœia de 1914 et la Pharmacopée des Etats-Unis de 1911. Elle donne des vues plus modernes sur la nomenclature chimique; l'action physiologique des plus importantes drogues est mise au point.

De telles modifications ont été apportées dans la pratique de la pharmacie qu'il a été jugé nécessaire de nommer un Comité de révision chargé de faire un nouveau B. P. C. Ce comité a été reconnu en décembre 1929 par le Conseil de la Pharmaceutical Society.

L'Edition de 1934.

Le but principal du B. P. C. est d'être un livre de références pour les Pharmaciens et les Médecins praticiens. Il indique les titres des drogues et préparations non inscrites à la B. P. à cause de leur similitude d'action avec d'autres drogues ou parce que leur emploi n'est pas généralisé et leur valeur thérapeutique non encore établie. Il est utile aux industriels et fabricants de produits pharmaceutiques qui y trouvent les titres et standards des produits qui les intéressent.

La nouvelle édition de 1934 est divisée en quatre parties :

1° Les substances chimiques et drogues d'origine végétale et animale ;

2° Articles de pansements, produits végétaux et animaux servant de base à leur préparation ;

3° Préparations galéniques ou autres du Codex (formulaire) ;

4° Tables, textes, méthodes de stérilisations, index pharmacologique, noms déposés et substances spécialisées.

Les noms des produits sont marqués en latin et en anglais.

Les standards des substances inscrites au Codex ne

sont pas tous indiqués au B. P. Ils ont été établis pour définir la pureté des substances employées pour l'usage médical.

Nous allons étudier le plan de ce Codex :

La préface contient l'explication du plan et le but du livre.

1^{re} Partie :

Se divise en trois paragraphes :

1^{ent}. — Substances dont les standards sont indiqués au B. P., dans ce cas on voit : « Standard B. P. ».

2^{ent}. — Substances dont les standards ne sont indiqués qu'au B. P. C ; ils sont tels qu'ils ont été établis par les experts. Dans ce cas les procédés employés pour les dosages et essais sont mentionnés au B. P., il n'a pas été jugé nécessaire de les répéter, se reporter au B. P., par exemple en ce qui concerne les essais spéciaux des chlorures, sulfates, de l'arsenic, du plomb, des huiles, produits biologiques, etc... et les méthodes employées pour déterminer le point de fusion, point d'ébullition, pouvoir rotatoire, etc., une référence est indiquée pour le B. P.

3^{ent}. — Substances ayant un emploi médical limité et pour lesquelles il n'a pas paru nécessaire de donner des indications spéciales, ainsi que des essais de pureté, à condition qu'elles ne soient pas nocives.

Nota. Les températures sont toujours données en degrés centigrades, les solubilités sont calculées à 15 degrés 5.

En ce qui concerne les produits d'origine végétale, une plus grande importance a été donnée aux caractères microscopiques. Les poudres végétales, en particulier, sont étudiées avec les plus grands soins ainsi que leurs falsifications. L'action pharmacologique et les propriétés thérapeutiques des drogues sont indiquées sous un titre spécial « Action et Usages ». Les doses indiquées sont établies en unités du Système Métrique et en unités d'Empire.

Dans cette première partie sont résumées toutes les préparations du B. P. non incluses dans le livre même sous un nom différent. Cette étude sommaire est faite dans le but d'aider celui qui prescrit dans le choix de la forme du médicament qu'il désire ordonner.

Sont également mentionnés les articles de pansements et les préparations galéniques du Codex dont la description détaillée se trouve dans les 2^e et 3^e parties

Cette première partie comprend à elle seule presque les deux tiers du livre soit 1.130 pages. On y trouve des renseignements précis Par exemple au sujet de la thyroïde : origine, teneur en eau, caractères extérieurs, essais, standard B. P. (C'est-à-dire mentionnés dans la British Pharmacopœia) pas moins de 0,09 % et pas plus de 0,11 % d'iode en combinaison avec la thyroxine. Le pourcentage de l'iode non organique ne doit pas être supérieur à 10 % de l'iode total contenu dans la thyroïde.

— Action — Posologie — préparation inscrite au B. P. C.

Les préparations des toxines microbiennes sont traitées avec beaucoup de détails.

2^e Partie :

Articles de pansements. Environ 20 pages.

3^e Partie. Formulaire.

C'est peut-être la partie la plus fréquemment consultée par le pharmacien dans son officine, mais aussi la moins intéressante au point de vue nouveauté. Cette partie correspond à notre Codex français, on y traite des préparations galéniques, leur titre, leur posologie. Cette partie s'étend sur 400 pages environ.

4^e Partie. Appendice.

1) Poids et mesures.

2) Table de conversion des unités du système métrique en unités d'Empire.

3) Table de mouillage des alcools.

4) Poids atomiques.

5) Poids moléculaires.

6) Réactifs (Solutions employées).

7) Essais quantitatifs de l'arsenic.

8) Essais quantitatifs du plomb.

9) Détermination de la matière organique dans les poudres végétales.

10) Le P. H. Concentration en Ions H. Index Colorimétrique.

11) Solutions Colloïdales.

12) Stérilisations.

13) Index Pharmacologique.

a) Classification des plus importantes drogues d'après leur action pharmacologique.

b) Classification d'après leur action dans telle ou telle maladie.

14) Médicaments dont les noms sont déposés

La quatrième partie comprend environ 100 pages.

La dernière édition du B. P. C. est donc tout à fait intéressante tant au point de vue chimique qu'au point de vue médical. C'est en somme un résumé de toutes les connaissances indispensables aux praticiens.

L'industriel, le médecin praticien ou le pharmacien trouveront résumés dans le même volume la préparation la meilleure pour l'usage médical, l'action pharmacologique, la posologie, les essais, enfin toutes les indications nécessaires.

CHAPITRE VI

COMPARAISON DU PHARMACIEN ANGLAIS ET DU PHARMACIEN FRANÇAIS

A l'heure actuelle, les deux diplômes créés en Angleterre en 1852 et 1868 donnant le droit de tenir une officine de pharmacie, subsistent encore. Cependant les différences très nettes autrefois entre les deux programmes d'études, le sont de moins en moins depuis 1929, c'est-à-dire depuis la création des épreuves écrites à peu près identiques, pour l'obtention de l'un ou l'autre des deux diplômes.

L'épreuve de botanique en fait la principale différence, elle n'est pas au programme du Chemist and Druggist.

Il est à prévoir que dans quelques années cette unification se sera accentuée à tel point que les deux diplômes actuels seront fusionnés en un seul.

Un changement analogue s'est produit en France au moment de la suppression du titre de Pharmacien de 2^e classe.

D'après le programme des examens, nous avons pu voir que l'on demandait au candidat d'effectuer des préparations magistrales et de les conditionner comme si elles étaient destinées à être vendues à un client. Le temps nécessaire pour l'exécution de ces préparations est noté avec précision. Cette épreuve de pharmacie pratique tient donc une place importante dans l'examen.

A ce point de vue, le pharmacien anglais est mieux préparé que le pharmacien français à servir les clients, ayant exécuté des ordonnances pendant son stage et pendant sa scolarité. En France, en dehors de son stage, le candidat n'est pas initié à faire de belles préparations magistrales et à les bien présenter dans le minimum de temps. A mon avis, cela ne nuirait cependant pas aux futurs pharmaciens qui sont quelquefois bien embarrassés lorsqu'il s'agit d'exécuter une ordonnance. Les études anglaises sont donc plus pratiques.

D'autre part, la législation pharmaceutique tient une plus grande place dans le cycle d'études que celle habituellement réservée en France, et pourtant, cette partie n'est pas à négliger. Elle présente un intérêt utilitaire indiscutable.

Le pharmacien anglais peut exercer à partir de 21 ans tandis qu'en France la limite d'âge minima est 25 ans.

Une des raisons de cette différence est l'existence en France du service militaire obligatoire. Pendant un an, nos étudiants ayant terminé leurs études ne peuvent pas prendre d'officine, tandis qu'en Angleterre, les étudiants

sont toujours entièrement libres. Une autre raison est que les études anglaises ne durent que trois ans, de sorte que le candidat qui a pu passer son examen scientifique préliminaire à 19 ans, peut terminer ses études à 21 ans, mais c'est un fait assez rare.

Les pharmaciens français n'ont pas le droit de prendre une officine en Angleterre, alors qu'en France, par la loi de Germinal, les étrangers titulaires du diplôme français pouvaient acheter une officine. D'après la loi du 19 avril 1898, seuls les pharmaciens étrangers titulaires du diplôme de pharmacien français appartenant à un pays dont les lois permettent par réciprocité, aux Français d'acheter une officine s'ils sont titulaires du diplôme de pharmacien dudit pays, ont seuls le droit d'exercer la pharmacie en France.

CONCLUSIONS

Des documents et des textes divers que nous avons détaillés et expliqués dans le cours de la première partie de notre travail, il résulte tout d'abord que des points très nombreux sont communs dans l'histoire de la Pharmacie en France et en Angleterre. Dans les deux pays, nous constatons en effet que l'origine de la Pharmacie est semblable ; ce sont, en Angleterre, des grocers (épiciers) qui vendront des drogues et feront naître les mots de druggist et apothicaries ; nous voyons également en France vers la même époque les marchands de simples appelés apothicaires.

Bien entendu, de tous temps et par la force des choses, la Pharmacie a été dépendante de la médecine et le médecin était jadis tout à fait le maître ; il en résultait une rivalité professionnelle. Un fait est certain, c'est que tandis qu'il reste en France le médecin-propharmacien, uniquement dans les bourgades éloignées ou dépourvues de pharmacien ; en Angleterre encore, tout médecin, n'importe où il se trouve, peut préparer des médicaments et les vendre à ses clients.

Dans notre exposé, nous avons montré que la Pharmacie avait évolué en Angleterre au point de vue com-

mercial et que sans arriver à faire des officines de véritables bazars comme il en existe en Amérique, les rayons de vente sont très nombreux : la parfumerie, les accessoires de toutes sortes, broserie, photographie, etc..., y tiennent une place très importante.

D'autre part, la publicité est intensive dans les officines anglaises, qu'elle soit faite par annonces plus ou moins tapageuses, ou par affiches, ou de toute autre manière.

Les spécialités ou les produits conditionnés sont nombreux dans les officines anglaises, mais nous pensons que les spécialistes français ont peut-être dépassé ce genre en donnant aux produits des conditionnements dont l'élégance n'est pas moindre.

Dans le chapitre que nous avons consacré aux études en Angleterre, nous avons comparé les différentes façons de faire ; tandis qu'en France, les établissements d'enseignement spéciaux sont dépendants de l'Etat, en Angleterre seules les écoles chargées de faire passer les examens et de délivrer les diplômes sont officielles, et les études peuvent être faites dans les institutions libres.

Dans les écoles officielles qui portent le nom de PHARMACEUTICAL SOCIETY tant à Londres, qu'à Edimbourg et à Dublin, les cours et conférences ressemblent énormément à ceux suivis dans les facultés en France, de même que de nombreux prix y sont délivrés, après concours aux meilleurs étudiants.

DEUXIÈME PARTIE

Les Poisons

INTRODUCTION

Au cours de la première partie de cet ouvrage, nous avons vu quels étaient les différents titres que le pharmacien anglais peut posséder et les programmes des études qu'il doit suivre pour y parvenir.

Dans les chapitres qui suivent nous allons examiner groupés sous ce titre global, *Les Poisons*, quels sont les droits et les devoirs du Pharmacien anglais, en ce qui concerne la garde, le mélange et la vente de tous les produits toxiques.

Pour faciliter cette étude, nous allons donner en premier lieu, la liste des poisons, telle qu'elle a été établie par l'acte de pharmacie de 1908, encore en vigueur aujourd'hui. De même qu'en France, cette liste est divisée en trois tableaux. Nous étudierons ensuite les conditions

de la vente des poisons; cette étude sera complétée, à titre documentaire, par les textes des lois et règlements relatifs aux toxiques, donnés in extenso. Le premier en date de ces actes est celui de 1868 : il a eu pour but de réglementer la vente des poisons, de modifier et de corriger l'acte de pharmacie de 1852. De nombreux compléments y furent ajoutés par la suite.

Nous passerons alors à l'étude de la législation des drogues dangereuses et des stupéfiants inscrits au Tableau III et mentionnerons des Lois qui les concernent.

Le dernier chapitre aura pour objet la question très importante en Angleterre de l'Arsenic. A ce propos il sera intéressant de faire une comparaison entre les conditions de vente de l'Arsenic pour l'Agriculture en Angleterre et en France.

CHAPITRE I

Les médicaments toxiques ont été séparés en deux tableaux: tableau I et tableau II.

Indépendamment de cette division et jouissant d'une réglementation spéciale, la liste des Stupéfiants ou Drogues Dangereuses a été établie.

Cette liste est identique à notre tableau B tel qu'il a été établi le 20 mars 1930. Il a été rédigé conformément aux conventions émises à la conférence de Genève le 19 février 1925.

Les toxiques inscrits au tableau I comprennent les Stupéfiants et certaines substances classées en France dans le tableau A, tels que l'aconit, l'arsenic, la belladone, etc. Nous y trouvons également un produit de notre « à séparer »: l'Emétique et les dérivés de l'acide diéthylbarbiturique qui ne sont pas classés en France parmi les toxiques.

Les substances inscrites au tableau II font, en général, partie de la liste des « à séparer » du Codex français; cependant il y a quelques exceptions telles que les catharides, le chloroforme, la digitale, l'iodure mercurique, le précipité rouge, le précipité blanc, le strophanthus et

les pavots qui sont en France au tableau A, sont en Angleterre au tableau II. Toutefois la digitaline est au tableau I.

Le sulfonal et le trional ont une place dans ce même tableau II, tandis qu'en France ils ne sont pas classés parmi les toxiques

Nous allons maintenant voir la liste des substances inscrites à ces différents tableaux.

Liste des Poisons d'après l'acte de 1908

Cette liste est la dernière en date; elle a été précédée de plusieurs autres dont elle dérive et qu'elle complète.

TABLEAU I

Aconit. Aconitine et ses préparations.

Alcaloïdes. Tous les alcaloïdes toxiques (non mentionnés spécialement dans cet article), leurs sels et les toxiques dérivés de ces alcaloïdes.

Arsenic et ses préparations; excepté les préparations employées uniquement en Agriculture et Horticulture pour la destruction des insectes, parasites et microbes ou pour le bétail si ces préparations sont :

Premièrement : contenues dans un emballage clos ou dans un récipient étiqueté avec une note indiquant l'usage auquel la préparation est destinée.

Deuxièmement : vendues sur un ordre écrit donné par une personne, industrie ou société connue du vendeur.

Troisièmement : achetées pour les besoins du commerce ou la profession de cette personne, industrie ou société.

Atropine et ses sels et préparations.

Belladone, ses préparations ou mélanges (sauf les emplâtres belladonnés), contenant 0 - 1 ou plus % d'alcaloïdes de la Belladone.

Chanvre indien (les inflorescences sèches de la fleur femelle du Cannabis Sativa) et les résines préparées en partant du Chanvre Indien.

Coca. Ses préparations et mélanges, contenant de 0-1 ou plus % des alcaloïdes de la Coca.

Sublimé Corrosif.

Cyanure de Potassium et tous les poisons à base de cyanure et leurs préparations.

Diamorphine (appelée aussi *Héroïne*) et toutes ses préparations et mélanges contenant 0 - 1 % de Diamorphine.

Acide Diéthylbarbiturique et autres dérivés alcoylés ou arylés, ou métalliques de l'Acide barbiturique, appelés aussi Véronal, Proponal, Médinal ou d'autres noms déposés ou désignés et tous les toxiques : Uréthanes et Uréides.

Digitaline et tous les toxiques contenus dans la Digitale.

Ecgonine et ses préparations ou mélanges contenant 0-1 % d'Ecgonine.

Tartre d'Emétique et toutes les préparations contenant 1 ou plus % d'Emétique.

Ergot de Seigle et les préparations à base d'ergot.

Plomb en combinaison avec l'acide oléique ou autres acides gras d'un rang plus élevé vendus comme diachylon ou sous toute autre désignation (sauf les sparadraps).

Noix Vomique et ses préparations ou mélanges contenant 0 - 2 ou plus % de Strychnine.

Opium et toutes les préparations ou mélanges contenant 0 - 2 ou plus % de Morphine.

Picrotoxine.

Acide Cyanhydrique et toutes les préparations ou mélanges contenant 0 - 1 ou plus % d'acide cyanhydrique.

Sabine et son essence et toutes les préparations ou mélanges contenant de la Sabine ou son essence.

Strophantine et tous les produits toxiques contenus dans le *Strophanthus*.

Tabac, toutes les préparations ou mélanges contenant tous les alcaloïdes toxiques du tabac autres que :

a) Le tabac préparé spécialement pour le fumer ou le priser.

b) Les préparations et mélanges à base de tabac préparés uniquement pour les besoins de l'agriculture et de l'horticulture pour la destruction des insectes, parasites ou microbes, si ces préparations sont :

1° Contenues dans un emballage clos ou dans un récipient étiqueté avec une note indiquant l'usage auquel la préparation est destinée ;

2° Vendues sur un ordre écrit, donné par une personne, industrie ou société connue du vendeur ;

3° Achetées pour les besoins du commerce ou de la profession de cette personne, industrie ou société.

TABLEAU II

Amandes, leurs huiles essentielles à moins qu'elles ne soient privées d'acide cyanhydrique.

Vin Emétique.

Baryum, ses sels sauf le sulfate de Baryum.

Cantharides, teintures et toutes les préparations liquides, vésicantes ou mélanges contenant des *Cantharides*.

Acide Phénique et toutes les préparations d'acide phénique et de ses homologues contenant plus de 3 % de ces substances, sauf les préparations employées pour le nettoyage des moutons ou tout autre usage en rapport avec l'agriculture et l'horticulture, contenus dans un récipient fermé, étiqueté distinctement avec le mot : Poison, le nom et l'adresse du vendeur et la notice indiquant l'usage spécial auquel est réservée la préparation.

Hydrate de Chloral.

Chloroforme et ses préparations et mélanges contenant plus de 20 % de Chloroforme.

Digitale.

Iodure Mercurique.

Sulfocyanure Mercurique.

Acide Oxalique.

Pavot, toutes ses préparations, sauf les pétales de

coquelicots rouges et le sirop de coquelicots rouges (Papaver Rheas).

Précipité Rouge et tous les oxydes de mercure.

Précipité Blanc.

Strophanthus.

Sulfonal et ses homologues désignés sous le nom de Trional, Tétronal ou autres noms déposés.

Chlorure de Zinc et toutes les préparations liquides de chlorure de zinc, sauf les préparations employées pour la soudure ou autres usages industriels, à condition qu'elles soient contenues dans un récipient fermé, étiqueté avec le nom (Poison) et portant le nom et l'adresse du vendeur et la mention de l'usage spécial auquel la préparation est destinée.

Toutes les préparations ou mélanges qui ne sont pas inclus dans la première partie de cet article et contiennent un poison tel que l'entendent les actes de pharmacie, rentrent dans les prévisions du paragraphe 5 de l'acte de pharmacie et des poisons de 1908, sauf le Tabac préparé pour fumer et priser, les Sparadraps, les mélanges ou préparations dont l'exclusion de cet article est indiquée par les mots ci-dessus au sujet de l'Acide Phénique et du Chloroforme.

Dans l'article sur les médicaments dangereux et les toxiques de 1923, dont nous verrons le texte un peu plus loin, il est indiqué que dans le cas de préparations liquides, les pourcentages sont calculés sur la base d'une préparation contenant 1 % de la substance, c'est-à-dire :

que un gramme de cette substance, si c'est un solide, ou un centimètre cube de cette substance, si c'est un liquide, sont contenus dans 100 centimètres cubes de la préparation.

Drogues dangereuses ou stupéfiants.

Cette troisième partie comprend les drogues narcotiques que la Pharmacopée Anglaise indique sous le nom de Drogues Dangereuses.

L'acte des Drogues Dangereuses de 1923 a été l'objet de divers amendements :

amendement des Drogues Dangereuses et des Poisons de 1923.

acte des Drogues Dangereuses de 1925 en application depuis le 25 septembre 1928 par ordre du Conseil du 14 août 1928

Cette troisième partie des substances vénéneuses est subdivisée en quatre paragraphes : les trois premiers s'appliquant aux substances indiquées ci-dessous et le quatrième est d'une application générale.

1^{er} Parag. (ajouté en 1925).

Opium brut.

Feuilles de Coca.

Résines obtenues en partant du *Chanvre Indien* et toutes préparations à base de ces Résines.

2^e Parag.

Opium préparé, c'est-à-dire Opium des fumeurs.

3^e Parag.

Morphine.

Cocaïne (y compris la Cocaïne Synthétique).

Ecgonine.

Diacétylmorphine (ou Diamorphine ou Héroïne).

Benzoylmorphine (ajoutée à l'acte en 1928).

Dihydroxycodéinone (ajoutée à l'acte 1928).

Dihydrocodéinone (ajoutée à l'acte 1928).

Et leurs sels.

Opium Officinal (ajouté en 1925), c'est-à-dire l'opium brut ayant subi les transformations nécessaires pour l'adapter à l'emploi médical tel que l'indique la pharmacopée anglaise, sous n'importe quelle forme qu'il se présente.

Tous les *extraits* ou *teintures* de *Chanvre Indien* (1925).

Toutes les préparations et extraits contenant en toute proportion : de la *Diacétylmorphine* ou *Benzoylmorphine*, de la *Dihydroxycodéinone* ou *Dihydrocodéinone* ou contenant au moins 1/500 de Morphine ou 1/1000 de Cocaïne ou ecgonine.

Ethers de Morphine et leurs Sels.

4^e Parag. Calcul des Pourcentages.

a) Le pourcentage dans le cas de la Morphine doit être calculé en Morphine Anhydre.

b) Dans le cas d'une préparation liquide le pourcentage est calculé comme suit :

Préparation liquide au titre de 1 p. 100 : cela veut dire que dans cette préparation un gramme de cette substance si c'est un solide, ou un centimètre cube, si c'est un liquide, est contenu dans 100 centimètres cubes de la préparation.

CHAPITRE II

LA VENTE DES POISONS

Le titre de Pharmacien-Chimiste ou de Chimiste-Droguiste est nécessaire pour quiconque veut vendre ou préparer des poisons, exception faite des médecins qui jouissent d'une tolérance spéciale. Dans les Sociétés ou Maisons de Commerce ayant pour objet la vente ou la préparation d'une substance toxique, il est nécessaire que l'un des Directeurs possède le diplôme de Pharmacien-Chimiste ou de Chimiste-Droguiste. Le nom de ce Directeur responsable doit être envoyé à la Société de Pharmacie, où il est enregistré. Chaque Directeur responsable ne peut diriger qu'une maison de Commerce ou Société, sinon une amende de 5 L est encourue.

1. Vente des Toxiques au détail.

La personne qui vend le toxique doit être Pharmacien-Chimiste ou Chimiste-Droguiste. Si la vente est faite par un aide non qualifié, elle est illégale, sauf toutefois si

elle a été faite sous la surveillance effective du pharmacien ou du Chimiste-Droguiste.

L'acte de 1868 donne pleins pouvoirs à la Société de Pharmacie pour réglementer la vente, la garde et la préparation des Toxiques. Les règlements édictés ont force de Lois.

a) **Etiquetage et garde des poisons.**

1° *Etiquetage.*

Chaque bouteille, boîte, récipient ou emballage contenant un Poison doit être *étiqueté* avec le *nom du produit* et une indication prouvant que le produit est *Toxique*.

2° *Garde.*

a) Chaque poison doit être conservé dans une bouteille ou d'une façon générale dans un récipient fermé, capsulé, ficelé, se distinguant des autres médicaments de l'Officine.

b) Les récipients contenant les Toxiques doivent être différents au toucher des récipients contenant les autres médicaments de l'Officine.

c) Les récipients contenant les Toxiques doivent être placés dans un *placard spécial* ou dans une *pièce spéciale*.

b) **Préparation des Poisons employés pour l'usage externe.**

Tous les liniments, embrocations, lotions ou liquides désinfectants pour l'usage externe, contenant des toxiques, doivent être mis dans des récipients différents au toucher des autres récipients employés ordinairement

dans l'Officine, l'étiquette doit indiquer le *nom du médicament* et son *mode d'emploi*. Une autre étiquette doit y être ajoutée pour indiquer que le médicament *ne doit pas être pris pour l'usage interne*.

Toute infraction à ce règlement est passible d'une amende de 5 L. d'après les parag. 1 et 15 de l'acte de Pharmacie de 1868 que nous verrons ci-après.

c) Préparation des Médicaments contenant un principe toxique.

Tout médicament, qu'il soit fourni par un médecin autorisé à son malade, ou par un Pharmacien-Chimiste, ou par un Chimiste-Droguiste, doit porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du vendeur. Le nom des produits toxiques contenus dans les médicaments et le nom de l'acheteur doivent être mentionnés sur un registre spécialement réservé à cet usage.

En Angleterre comme en France, le Pharmacien copie toutes les ordonnances, qu'elles contiennent ou non des toxiques, sur un registre spécial : l'Ordonnancier. En ce qui concerne les médicaments renfermant des principes toxiques, cette copie est obligatoire.

En ce qui concerne les ordonnances pour l'assurance de la « Santé Publique » (comme nos Assurances Sociales par exemple) contenant des médicaments toxiques, le Pharmacien ne copie pas l'ordonnance sur l'Ordonnancier, mais il doit faire deux copies de l'ordonnance et en garder une comme référence.

2. Vente des Toxiques en gros ou pour l'exportation

Tous les médicaments vendus en gros ou pour l'exportation doivent porter sur l'étiquette le nom du produit Toxique et le mot Poison.

3. Réglementation concernant la Vente des Poisons des Tableaux 1 et 2.

1° Les récipients contenant des poisons doivent porter sur l'étiquette :

- { Le nom du Poison
- { Le mot « POISON ».
- { Le nom et l'adresse du vendeur.

Si le principe toxique entre comme composant dans une préparation il faut indiquer la quantité du toxique contenu dans toute la préparation.

S'il s'agit d'une préparation inscrite à la Pharmacopée Britannique ou au Codex, il suffit d'indiquer le nom sous lequel cette préparation est désignée dans la Pharmacopée.

2° Aucun toxique des Tableaux 1 et 2 ne doit être vendu à un acheteur inconnu du vendeur, sauf si cet acheteur est présenté par une personne connue du vendeur.

3° Lorsque le principe toxique est délivré au client, le vendeur doit le mentionner sur un registre réservé à cet usage ; C'est le *registre des Toxiques*.

Sur ce registre le vendeur doit mentionner :

- a) La date de la vente.
- b) Le nom et l'adresse de l'acheteur.
- c) Le nom et la quantité de l'article vendu.
- d) L'emploi auquel le produit est destiné.

Ces indications écrites sur le registre doivent porter la *signature de l'acheteur*, et, s'il est inconnu du vendeur, la signature de la personne qui a présenté l'acheteur.

DATE	Nom et adresse de l'acheteur	Nom et quantité de l'article vendu	Emploi auquel le produit toxique vendu est destiné	Signature de l'acheteur	Signature de la personne qui a présenté l'acheteur

Pour la vente des Toxiques en gros, le vendeur doit s'assurer que le détaillant est autorisé; sinon, il doit porter la vente sur le registre des toxiques.

Dans le cas où la vente est faite à un Médecin, Dentiste ou Vétérinaire, qui achète les Toxiques pour les besoins de sa profession, l'entrée des toxiques sur le Registre des Toxiques ne doit pas être faite si les conditions suivantes sont remplies :

- a) Le vendeur doit avoir un ordre écrit et signé de l'acheteur indiquant son nom, son adresse et la quantité du produit demandé.
- b) Le vendeur doit s'assurer que la signature portée sur l'ordre de vente est bien celle de la personne indi-

quée et que cette personne est bien un médecin enregistré, ou un dentiste, ou un vétérinaire.

c) Si l'article demandé doit être envoyé par la poste, il sera recommandé.

d) Le vendeur doit inscrire dans la page du Registre réservé à la signature: « Ordre signé », suivi de la date à laquelle l'ordre a été exécuté. Il doit garder cet ordre *deux ans* après que la dernière rentrée sur le registre a été faite. Si le Médecin-Dentiste ou Vétérinaire ne peut, pour des raisons d'urgence, fournir un ordre signé ou donner sa signature sur le registre, le vendeur peut donner le toxique sur la promesse du Docteur de fournir l'ordre écrit dans les 24 heures.

Dans le cas où l'achat est fait par un commissionnaire, ce dernier doit signer sur le registre, et le médicament ne doit être délivré que si le commissionnaire est connu du vendeur.

En cas de non-observation de l'acte, une amende de 5 L. est encourue la première fois; s'il y a récidive, l'amende est de 10 L.

TEXTES DES RÈGLEMENTS

L'acte de Pharmacie de 1868

Acte pour réglementer la vente des poisons, modifier et corriger l'acte de Pharmacie de 1852.

31 Juillet 1868.

I. — Personne n'a le droit de tenir boutique ouverte pour la vente au détail, la préparation ou le mélange des poisons, ni de prendre ou de s'attribuer le titre de *Chemist and Druggist* ou *Chemist* ou *Druggist* ou *Pharmacist* ou *Dispensing Chemist*, *Dispensing Druggist* dans quelque région de Grande-Bretagne que ce soit, s'il n'est *Pharmaceutical Chemist* ou *Chemist et Druggist* d'après la signification de cet acte, enregistré d'après cet acte ; ce titre implique la conformation aux règlements concernant la garde, la préparation et la vente de tels poisons qui pourront être indiqués de temps à autre par la Société de Pharmacie avec le consentement du Conseil privé.

II. — Les différents articles mentionnés et indiqués dans le tableau A doivent être considérés comme *poisons* d'après le sens de cet acte, et le Conseil de la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne peut à l'occasion, par décision, déclarer que tout article indiqué sur cette liste doit être considéré comme Poison ; ensuite, ladite Société devra le soumettre à l'approbation du Conseil privé. Si cette approbation est donnée, la décision et l'approbation doivent être insérées dans la *London Gazette* ; un mois après l'insertion, l'article indiqué dans la *Resolution* sera considéré comme poison au sens de cet acte.

III. — Le nom de *Chemists* et *Druggists*, s'applique à toute personne qui, avant la promulgation de cet acte a exercé en Grande-Bretagne, la profession de *Chemist* et *Druggist*, en gardant boutique ouverte pour la préparation des ordonnances de médecins enregistrés et aussi aux assistants et associés qui avant la promulgation de cet acte, ont été dûment enregistrés d'après les règlements de l'acte de pharmacie ; ainsi qu'à toute personne enregistrée d'après cet acte.

VI. — Quiconque aura été appelé à faire passer des examens en accord avec l'acte de pharmacie sera déclaré *Examineur* et aura le pouvoir et le devoir d'examiner les candidats aux examens prévus par l'acte, et toute personne ayant été examinée par ces examinateurs et ayant obtenu le certificat de capacité et de connaissances *Certificate of Competent Skill and Knowledge* et *Qualification*, a le droit d'être enregistrée comme *Chemist* et *Druggist* d'après l'acte ; l'examen susdit est prévu dans l'acte de pharmacie comme *Qualification* pour être enregistré en tant qu'assistant d'après l'acte ; il peut être modifié à l'occasion par des lois en accord avec l'acte de pharmacie modifié par cet acte, à condition qu'aucune personne ne soit examinateur sans avoir l'approbation du Conseil privé ; une telle approbation n'est valable que pour cinq ans. De plus, ladite Société de Pharmacie doit nommer un fonctionnaire désigné par le Conseil privé qui doit être présent pendant toute la durée de l'examen.

VII. — Pour tous les examens et enregistrements susdits, un droit sera perçu suivant le tarif fixé et déterminé par des lois ultérieures édictées en accord avec l'acte de pharmacie, modifié par le présent acte ; ce droit sera versé au profit de ladite Société entre les mains de son trésorier.

VIII. — Le secrétaire nommé en vertu de l'acte de pharmacie doit se consacrer uniquement à l'application de l'acte.

IX. — Le Conseil de la Société de Pharmacie doit, quand l'occasion se présente, édicter des ordres ou des règlements pour déterminer la tenue du registre, autant que possible conforme au modèle de l'addenda B de cet acte, ou s'en approchant (voir plus loin). Ce registre s'appellera *Registre des Chemists et Druggists*.

X. — Le secrétaire doit enregistrer convenablement, en accord avec les règlements de l'acte, toute personne qui a le droit d'être enregistrée, et doit rayer les noms de toutes les personnes enregistrées décédées ; de temps en temps, il devra faire les modifications nécessaires concernant les adresses des personnes enregistrées. Dans le but de l'aider à remplir ses fonctions, le secrétaire a le droit d'écrire à chaque personne enregistrée pour lui demander si elle a cessé d'exercer son métier ou si elle a changé de résidence ; ces lettres doivent être envoyées par la poste, recommandées, conformément aux règlements du service des postes ; si aucune réponse ne parvient en l'espace de six mois, une seconde lettre doit être envoyée de la même façon, et si aucune réponse ne parvient en l'espace de trois mois, le nom de ladite personne doit être rayé du registre et sera réinscrit si le Conseil de la Société de Pharmacie juge à propos de l'ordonner.

XI. — Chaque officier d'état civil des décès en Grande-Bretagne doit, lorsqu'il reçoit l'avis de décès d'un *Pharmaceutical Chemist* ou d'un *Chemist et Druggist*, transmettre par la poste au secrétaire un certificat de décès écrit de sa propre main, avec les renseignements concernant la date et le lieu du décès ; au reçu dudit certificat le secrétaire doit rayer le nom du *Pharmaceutical Chemist* ou du *Chemist et Druggist* décédé et doit envoyer audit officier

des décès le coût du certificat ainsi que de l'envoi et doit porter ces frais en dépense.

XII. — Aucun nom ne doit être porté sur le registre si la personne n'est pas légalement autorisée à être enregistrée ou si le secrétaire n'est pas certain que le postulant ait le droit d'être enregistré ; tout appel de la décision du secrétaire doit être accueilli par le Conseil de la Société de Pharmacie. Toute inscription qui sera reconnue par le Conseil comme frauduleuse et illégale pourra être rayée du registre et rectifiée par ordre écrit du Conseil.

XIII. — Le secrétaire doit au mois de janvier de chaque année faire imprimer, publier et vendre un annuaire en règle comprenant les noms des Pharmaceutical Chemists, ainsi qu'un second annuaire comprenant les noms de toutes les personnes enregistrées comme Chemists et Druggists au 31 décembre précédent ; sur chaque annuaire l'ordre alphabétique doit être suivi (noms de famille et prénoms suivis de l'indication de leur résidence respective comme il est indiqué dans l'addenda B de cet acte). Ces annuaires imprimés sont appelés : *Registres des Pharmaceutical Chemists et des Chemists et Druggists*. Un exemplaire imprimé de ces registres à jour ou tout certificat écrit de la main du secrétaire et contresigné par le président ou par deux membres de la Société de Pharmacie, sera une preuve devant tous les tribunaux et devant toutes les justices de paix et autres, que les personnes ainsi désignées sont enregistrées en accord avec les règlements de l'acte de pharmacie ou de cet acte. L'absence du nom d'une personne sur le registre imprimé indiquera, sauf preuve contraire, qu'une telle personne n'est pas enregistrée en accord avec les règlements de l'acte de pharmacie ou de cet acte.

XIV. — Tout secrétaire qui volontairement fait ou fait faire une falsification quelconque ayant trait audit registre est jugé coupable de délit en Angleterre ; en Écosse d'un crime ou délit punissable d'amende ou d'emprisonnement ; la condamnation peut entraîner l'emprisonnement pour une durée ne dépassant pas douze mois.

XV. — A partir du 31 décembre 1868 quiconque ouvre ou achète une boutique pour la vente, préparation et délivrance des poisons ou bien qui prend et affiche le nom et le titre de Chemist et Druggist, ou de Chemist ou de Druggist, n'étant pas légalement enregistré comme Pharmaceutical Chemist, ou Chemist et Druggist, ou bien qui prend et exhibe le nom de Pharmaceutical Chemist, Pharmaceutist ou Pharmacist n'étant pas Pharmaceutical Chemist, ou encore qui ne se conforme pas aux règlements concernant la garde et la vente des poisons conformément à cet acte, ou qui préparera un médicament inscrit à la Pharmacopée Britannique sans se conformer au Formulaire de ladite Pharmacopée, est passible pour chaque délit, d'une amende de 5 L. Le délinquant peut être poursuivi, l'amende recouvrée et employée de la façon prévue par l'acte de pharmacie pour le recouvrement des amendes. Rien de ce que contient cet acte ne peut empêcher quiconque d'être passible d'autres amendes, préjudices et peines auxquels il aurait été condamné si cet acte n'avait pas été promulgué.

XVI. — Rien de ce qui précède ne s'applique ou ne peut nuire au travail des apothicaires légalement qualifiés ou des membres du Collège Royal des Médecins-Vétérinaires de Grande-Bretagne, ni à la fabrication ou au commerce des spécialités, ni au travail des commerçants en gros pour les poisons. Au décès d'un Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist ayant une officine, tout exécuter, administrateur, ou chargé d'affaires du Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist, peut garder l'officine tant qu'elle sera dirigée de bonne foi par un assistant légalement qualifié. Un assistant qualifié d'après cette clause doit être un Pharmaceutical Chemist ou un Chemist et Druggist enregistré par le secrétaire.

XVII. — Il est interdit de vendre aucun poison, ni en gros ni en détail, dont la bouteille, l'emballage, le récipient, la boîte contenant le poison, ne porte pas distinctement une étiquette mentionnant le nom de l'article, le mot *Poison*, le nom et l'adresse du vendeur. Il est interdit de vendre aucun poison du premier et du deuxième tableau et tous ceux qui pourraient y être rattachés à l'avenir, à une personne inconnue du vendeur, sauf, si elle est présentée par une personne connue du vendeur. A chacune de ces ventes, le vendeur doit, avant de délivrer le produit, inscrire ou faire inscrire une mention sur le livre réservé à cet usage, de la façon indiquée plus loin dans l'addenda F de cet acte, la date de la vente, le nom et l'adresse de l'acheteur, le nom et la quantité de l'article vendu, et le but pour lequel l'acheteur le demande. L'acheteur ou la personne qui le représente s'il y a lieu doit signer cette déclaration. Toute personne vendant un toxique, sans remplir toutes ces conditions, est passible d'une condamnation sommaire devant deux justices de paix en Angleterre ou devant le Shériff en Écosse, l'amende ne dépassant pas 5 L. la première fois ; 10 L., s'il y a récidive. Si la vente est faite par un apprenti ou employé, la personne au nom de qui elle est faite est considérée comme le vendeur.

Mais les conditions de ce paragraphe ne sont applicables qu'aux poisons de la première partie de cet acte, devant porter une étiquette avec le nom et l'adresse du vendeur. Elles ne s'appliquent pas aux articles pouvant être exportés de Grande-Bretagne par des commerçants en gros, ni à la vente en gros à des détaillants. Aucune des dispositions de cet article ne s'applique aux médicaments fournis par un apothicaire qualifié à son malade, ni à aucun produit entrant comme composant d'un médicament préparé par une personne enregistrée conformément à cet acte, à condition que de tels médicaments soient étiquetés de la façon indiquée plus haut, avec le nom et l'adresse du vendeur et que les composants soient inscrits sur le registre tenu par le vendeur pour cet usage avec le nom de la personne à qui ils sont délivrés ou vendus. Rien de ce qui est contenu dans cet acte n'abroge ni ne modifie les dispositions d'un acte passé les 14^e et 15^e années du règne de Sa Majesté actuelle, appelé : Acte pour la réglementation de la vente de l'arsenic.

XXII. — Par la Charte d'incorporation de la Société de Pharmacie il est admis que le Conseil de ladite Société aura seul le contrôle et l'administration de la propriété réelle et personnelle

de ladite Société soumis aux règlements et devra constituer des réserves comme il le jugera utile, pour venir en aide aux membres ou associés de la Société dans le besoin, ou à leurs veuves ou orphelins, soumis aux réglementations et lois de la Société. Pour augmenter les avantages qui résultent desdites réserves suivant la Charte d'incorporation, il est souhaitable qu'un pouvoir supplémentaire soit donné audit Conseil. Il est décidé que dès que cet acte sera entré en vigueur ledit Conseil pourra constituer des réserves en dehors de la propriété réelle et personnelle ainsi que de la Caisse appelée *Caisse de Secours*, non seulement pour venir en aide aux membres de ladite Société et aux associés dans le besoin, à leurs veuves et à leurs orphelins, assujettis aux dits règlements et lois, mais aussi à toute personne qui fut membre ou associé de la Société, ayant été enregistrée légalement comme Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist, et à leurs veuves et orphelins assujettis aux règlements et lois de ladite Société.

XXV. — Dès l'entrée en vigueur de cet acte, tous les pouvoirs accordés par l'acte de pharmacie à un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté seront assignés au Conseil privé, et la septième section de l'acte sur la santé publique de 1858 s'appliquera à tous les règlements et actes du Conseil privé ainsi autorisé.

XXVI. — Le Conseil privé peut faire rayer du registre le nom de quiconque aura commis contre cet acte un délit qui, d'après lui le rend indigne d'être inscrit sur ledit registre, en conséquence de quoi le secrétaire devra le rayer.

XXVII. — Cet acte ne s'étend pas à l'Irlande.

XXVIII. — Cet acte doit être appelé acte de pharmacie de 1868.

ADDEENDA

Addenda B

Nom	Résidence	Profession
A - B	Oxford Street, London	Installé avant l'acte de pharmacie de 1868 Examiné avec succès Assistant antérieurement à l'acte de pharmacie de 1868
C - D	George Sreet, Edimbourgh	
E - F	Cheepside, London	

DATE	Nom (et adresse)* de l'acheteur	Nom et quantité du poison vendu	But dans lequel le poison a été demandé	Signature de l'acheteur	Signature de la personne ayant présenté l'acheteur

* Le supplément de l'acte de Pharmacie du 11 Août 1869 a ajouté : adresse de l'acheteur.

Modifications de l'acte de Pharmacie de 1868

11 Août 1869.

I. — Tout ce que comprennent les quinze premiers articles ne concerne pas les médecins légalement qualifiés avant la mise en vigueur de cet acte, et lesdites clauses ne s'appliquent pas à toute personne enregistrée comme médecin et qui, pour obtenir son diplôme lui donnant le droit d'être enregistré, a passé un examen de pharmacie ; ces clauses ne s'appliquent pas non plus aux membres du Royal Collège des Médecins-Vétérinaires de Grande-Bretagne, ni à ceux qui ont un certificat de chirurgie vétérinaire d'Ecosse et de la Société d'Agriculture d'Ecosse, pour la délivrance des médicaments vétérinaires destinés aux animaux soignés par lui.

II. — L'article 17 de l'acte ne concerne pas les médicaments délivrés par un médecin à son malade ou délivrés par toute personne enregistrée conformément à cet acte, à condition que ledit médicament soit inscrit sur un registre avec le nom et l'adresse du vendeur et les composants du médicament, avec le nom de la personne à qui il est délivré ou vendu, ce registre devant être gardé par le vendeur.

III. — L'addenda F de l'acte a été modifié : au lieu du *Nom de l'acheteur* lire : *Nom et adresse de l'acheteur*.

Modifications de l'acte de Pharmacie de 1852 et 1868

25 Juillet 1898.

Il a été décidé par l'Excellentissime Reine avec le consentement et avis des Lords Spirituels et Temporels et des Communes assemblés dans le Parlement actuel, ce qui suit :

I. — Dans cet acte le terme *Chemist and Druggist* doit avoir le même sens que dans l'acte de pharmacie de 1868 et *La Société* doit signifier *La Société de Pharmacie de Grande-Bretagne*.

II. — Quiconque aura à la date de la mise en vigueur de cet acte été légalement enregistré comme *Apprenti ou étudiant* et qui d'après les dispositions prises par le § 10 de l'acte de pharmacie de 1852, a été admis à rester dans la Société comme *étudiant* peut être enregistré comme *étudiant associé* de la Société, et toute personne qui au moment où cet acte entre en vigueur est légalement enregistrée comme *apprenti ou étudiant* est éligible et peut être élu *étudiant associé* de la Société en accord avec les lois.

III. — Toute personne qui, au moment où cet acte entre en vigueur aura été enregistrée comme *Chemist et Druggist* ou qui par la suite devient *Chemist et Druggist* peut être élu membre de la Société en accord avec les lois.

IV. — Au lieu des dispositions contenues dans la Charte Royale d'incorporation de la Société, où il est prévu que les 2/3 des membres du Concile doivent chaque année quitter leur siège, les dispositions suivantes seront observées après la mise en vigueur de l'acte :

a) Le jour prévu pour l'élection des membres du Conseil chaque année, sept membres du Conseil doivent se retirer et les vacances sont comblées par une élection, les membres sortants étant rééligibles ;

b) Les sept membres du Conseil sortants doivent être ceux qui ont exercé depuis plus de dix ans.

c) Si leur nombre est supérieur à sept, les membres sortants du Conseil doivent être tirés au sort parmi eux.

V. — A toutes les réunions de la Société où des fonctionnaires doivent être élus, tous les votes doivent être donnés soit personnellement, soit par des bulletins de vote, dans la forme requise par les lois de ladite Société ou dans une forme identique, les bulletins de vote étant reçus par le secrétaire, cachetés, avant midi le jour où doit avoir lieu l'élection.

VI. — Cet acte ne s'applique pas à l'Irlande.

VII. — Cet acte porte le titre de : *Modification de l'acte de pharmacie de 1898*.

Charte supplémentaire octroyée à la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne

27 Mars 1901.

Edouard VII, roi, gardien de la Foi, du royaume-uni de Grande-Bretagne, par la grâce de Dieu, à tous ceux qu'intéresse ce qui suit. Salut.

Attendu qu'il nous a été exposé sur la requête de la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne que la quinzième, seizième, trente et unième et trente-deuxième années du règne de feu S. M. la reine Victoria, des lois appelées brièvement *Actes de pharmacie de 1852 et 1868* furent libellées, lois par lesquelles la Société est tenue d'exécuter et de remplir des devoirs publics importants et étendus; que d'après lesdits devoirs, les pouvoirs conférés à la Société par la Charte Royale d'incorporation octroyés par feu S. M. Victoria, en ce qui concerne l'achat et l'acquisition de biens, terres, maisons, héritages, sont devenus insuffisants, et qu'il est souhaitable que ces pouvoirs soient étendus. Attendu qu'une Caisse de Secours a été créée pour venir en aide aux membres de la Société dans le besoin et aux Chemist et Druggists et à leurs veuves et orphelins; que par de généreux dons, des legs en argent, des souscriptions, ladite caisse de secours s'élève actuellement à une somme importante; que dans le but d'assurer le propre placement de ladite Caisse il est désirable désormais que lesdits pouvoirs soient étendus; que la Société ait le droit en certaines occasions de faire des acquisitions de terres et de biens, ou de rentes foncières, de telles acquisitions rendues possibles par les placements continuels et améliorés autant que possible à la fois prudents et avantageux et ils nous ont supplié de leur octroyer à eux et à leurs successeurs, notre Charte Royale supplémentaire leur conférant des pouvoirs plus étendus comme il sera indiqué par la suite. Et, attendu que nous avons pris en considération ladite requête et nous sommes disposé à l'accueillir, nous vous faisons assavoir que, en vertu de nos prérogatives royales d'une part, et d'autre part, en vertu des pouvoirs conférés à notre grâce spéciale, nous avons accordé et octroyé cette simple proposition portée à notre connaissance, et par ces présentes, en notre nom et au nom des héritiers et successeurs, voulons, accordons et déclarons que ladite Société de Pharmacie de Grande-Bretagne, sans préjudice et en dehors de tous pouvoirs antérieurs qui lui ont été accordés par la Charte ou autrement, ainsi que de tout achat et acquisition effectués précédem-

ment, sera capable d'après la loi, malgré les règlements de main-morte, à tous moments d'acquérir, acheter, posséder, tenir et garder elle-même, maintenant et par la suite, tous biens, terres, maisons quels qu'ils soient, leur valeur locative annuelle ne devant pas dépasser en tout 10.000 Livres, évaluée en tenant compte du loyer le plus élevé qui pourrait être obtenu au moment de l'achat et de l'acquisition, et aussi de vendre toute terre ou bien, et d'acheter d'autres terres et biens ne dépassant pas en tout à aucun moment la valeur locative annuelle sus-dite déterminée comme il a été dit plus haut.

Et nous accordons à tous corps politiques, corporations, etc., notre licence spéciale et notre autorisation de vendre, d'aliéner, de transmettre en main-morte, au profit de ladite institution et société, maintenant et par la suite, la toute propriété de tous les biens, maisons, terres, ne dépassant pas la valeur locative annuelle indiquée ci-dessus.

En témoignage de quoi, nous avons déclaré *patentes* les présentes lettres, que nous certifions véritables à Westminster, le 27 mars de la première année de notre règne.

Certifié revêtu de la signature manuscrite du roi.

Signé : Muir MACKENZIE.

CHAPITRE III

LOIS RÉGLEMENTANT LA VENTE DES TOXIQUES EMPLOYÉS POUR L'HORTICULTURE ET L'AGRICULTURE

L'acte de Pharmacie de 1868 établit d'une façon précise, comme on le voit, les titres exigés pour quiconque veut vendre des toxiques.

Les Lois suivantes ont été édictées spécialement au sujet de la vente des toxiques employés pour l'Agriculture et l'Horticulture, vente qui n'est pas uniquement réservée aux Pharmaciens. Ces lois du 21 Décembre 1908 n'ont pas trait seulement à la vente des toxiques pour l'Agriculture et l'Horticulture, elles traitent également de l'obligation pour le pharmacien de tenir son Officine en personne. A son décès, l'Officine doit être tenue par un autre pharmacien dont le nom sera inscrit lisiblement dans l'Officine.

1. *Vente des Toxiques employés en Agriculture et Horticulture.*

Par des personnes autorisées conformément à l'acte de Pharmacie de 1908.

a) Ces substances doivent être vendues dans des récipients fermés comme elles ont été envoyées par le fabricant.

b) L'étiquette doit porter :

1. Le nom de la substance.
2. Le mot « Poison ».
3. Le nom et l'adresse du vendeur.
4. L'usage auquel la substance est destinée.

c) Dans le cas de préparations liquides, chaque bouteille doit porter le mot « Poison » en caractères lisibles et d'une façon visible. Ces bouteilles doivent être reconnaissables au toucher.

d) Dans le cas de préparations solides, on doit mentionner en caractères lisibles sur l'emballage que le produit ne peut être employé pour un autre usage que celui auquel il est destiné.

2. *Vente de certains Poisons non mentionnés dans l'acte des Poisons.*

Les substances suivantes devront être considérées comme « Poison », bien qu'elles ne figurent pas sur la liste de l'acte des Poisons :

Acide Sulfurique.

Acide Azotique.

Acide Chlorydrique.

Sels solubles d'Acide Oxalique.

Préparations liquides contenant plus de 5 0/0 en poids d'Ammoniaque.

Préparations liquides contenant du phénol ou acide phénique, ou des dérivés phénolés dans la proportion de 3 0/0 de phénol ou plus.

Sur chaque récipient contenant l'une de ces substances on doit inscrire « Poison » « Ne pas toucher », le nom et l'adresse du vendeur.

Les récipients contenant ces produits doivent être reconnaissables au toucher.

Une pénalité de 5 Livres est encourue par quiconque n'observe pas ces règlements. Cette pénalité ne peut excéder 5 livres.

Textes de l'acte des Poisons et de Pharmacie de 1908

21 Décembre 1908.

Cet acte est fait dans le but de réglementer la vente de certaines substances toxiques et de modifier les actes de pharmacie.

Il a été ordonné ce qui suit : par Sa Très Excellente Majesté le Roi et avec l'avis et l'approbation des Lords Spirituels et Temporels et des Communes assemblés dans le présent Parlement.

1. — *a)* L'annexe de l'acte de pharmacie de 1868 (qui indique les substances qui doivent être considérées comme toxiques d'après cet acte) est abrogée et l'annexe du présent acte y est substituée.

b) L'annexe de cet acte peut être modifiée par l'addition, la suppression ou la modification du classement des articles, établi conformément au § 2 de l'acte de pharmacie de 1868 pour les ajouter à la liste des substances considérées comme toxiques au sens de cet acte.

2. — *a)* Le fait de vendre ou de tenir boutique ouverte pour la vente des poisons, considéré comme un délit par l'acte de pharmacie de 1868, sauf, pour un Pharmaceutical Chemist enregistré légalement ou un Chemist et Druggist qui se conforme aux règles prescrites par le § 1 de cet acte ne concerne pas les substances toxiques employées exclusivement pour l'agriculture et l'horticulture en vue de la destruction des insectes, lichens et microbes, lavage des moutons ou destruction des herbes. La vente de ces substances toxiques parce qu'elles contiennent de l'arsenic, du tabac, ou les alcaloïdes du tabac, est permise si la personne qui les vend ou qui tient boutique ouverte a l'autorisation en règle de l'autorité locale pour cette vente et se conforme aux règlements concernant la garde, le transport et la vente des toxiques, mais rien dans ce paragraphe ne permet à quiconque possède une telle licence de passer outre aux autres mesures prises par l'acte de pharmacie de 1868, ou par l'acte d'arsenic de 1851, relatives aux poisons.

Sa Majesté peut par décision prise en Conseil, modifier les présentes dispositions en ajoutant ou en retirant une substance toxique. Cet ordre devra être exécuté.

b) Avant de donner une licence conformément à ce paragraphe l'autorité locale considérera si dans le lieu où le postulant exerce, ou a l'intention d'exercer son commerce, les besoins du public en ce qui concerne l'achat des toxiques sus-indiqués sont réels.

c) Sa Majesté peut par décision prise en Conseil faire les règlements concernant ce qui suit :

- 1) La délivrance des licences en accord avec le paragraphe ;
- 2) La durée, renouvellement, révocation, suspension, prolongation et délivrance de telle licence ;
- 3) La garde, la vérification, et la copie des registres des licences.

- 4) Les droits de timbre à payer pour les licences, la vérification et la copie des registres ;

- 5) La garde, le transport, et la vente des substances toxiques auxquelles cet article s'applique et d'une façon générale tout ce qui concerne la mise en application de cet article.

Dans les bourgs d'Angleterre ayant une population supérieure à 10.000 habitants au dernier recensement, l'autorité locale s'exerçant sur toute l'étendue de la commune et chargée de veiller à l'application de l'acte, sera le Conseil municipal de ces bourgs dans les limites des circonscriptions de chaque bourg royal parlementaire ou de police ; en Écosse ce sera le Conseil de la ville ou le Conseil du comté, suivant le lieu.

d) La *décision en Conseil* selon ce paragraphe, devra être déposée devant les deux Chambres du Parlement, dès qu'elle sera prise.

3. — a) Toute personne qui, étant Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist, légalement enregistré, exerce la profession de Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist, sera passible d'une amende en vertu du § 15 de l'acte de 1868, si cette profession n'est pas exercée de bonne foi par lui-même ou par quelque autre Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist, légalement enregistré, selon le cas et si le nom et le certificat attestant la qualité de la personne par qui le commerce est exercé n'est pas lisiblement affiché dans l'officine ;

b) Les dispositions du § 16 de l'acte de pharmacie de 1868 qui permettent à l'exécuteur, l'administrateur ou le gérant de la succession d'un Pharmaceutical Chemist ou d'un Chemist et Druggist décédé, de continuer à tenir l'officine, aussi longtemps que ce commerce sera exercé de bonne foi par un assistant qualifié, doivent être interprétées comme permettant audit exécuteur ou administrateur, ou gérant, de continuer le commerce dans les locaux où il était exercé, aussi longtemps que le commerce sera tenu de bonne foi par un Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist, suivant le cas, légalement enregistré. Le nom et le certificat attestant la qualité de la personne par qui le commerce est exercé dans ces locaux doivent être affichés lisiblement dans l'officine.

c) Un Chemist et Druggist enregistré, peut, malgré les dispositions du § 15 de l'acte de pharmacie de 1868 prendre, employer et afficher le nom ou le titre de Pharmacist.

Un groupement corporatif, et en Écosse, une société ou une association, peut exercer la profession de Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist à condition :

1) Que le commerce du groupement corporatif, société ou association, en ce qui concerne la vente, détention et préparation des poisons, soit sous le contrôle et sous la direction d'un inspecteur qui est un Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist, légalement enregistré, dont le nom a été envoyé au secrétaire nommé d'après l'acte de Pharmacie de 1852, pour être enregistré par lui sur le registre *ad hoc* et à condition que le Pharmaceutical Chemist ne fasse pas partie en même temps d'un autre groupement corporatif, société ou association ;

2) Que dans le cas où l'inspecteur pharmacien ne dirige pas personnellement le commerce dans les locaux où il est exercé, ledit commerce doit être tenu sous la direction de l'inspecteur pharmacien par un assistant ou gérant qui est un Pharmaceutical Chemist ou Chemist et Druggist, légalement enregistré et dont le certificat attestant la qualité est affiché visiblement dans l'officine ou dans les locaux où le commerce est tenu.

Un groupement et en Écosse une société ou une association, peut se servir du titre d'un Chemist et Druggist, de Chemist ou Druggist, Dispensing Chemist ou Druggist, si les conditions précédemment requises en ce qui concerne le commerce sont observées, et si l'inspecteur pharmacien est membre du Conseil et directeur d'un autre organisme de direction du groupement corporatif, de la Société ou Association suivant le cas.

Comme il a été dit plus haut, le § 12 de l'acte de pharmacie de 1852 et les §§ 1 et 15 de l'acte de pharmacie de 1868, s'appliquent à un groupement corporatif, et, en Écosse, à une société ou association de la même façon qu'à un particulier ;

d) Le pouvoir d'édicter les lois donné par le § 2 de l'acte de pharmacie de 1852, au Conseil de la Société de Pharmacie, est supposé comprendre le droit :

1) D'exiger des personnes désirant se présenter aux examens institués par ladite société, qu'elles apportent au Conseil de la Société une preuve satisfaisante attestant qu'elles ont acquis un entraînement pratique préliminaire suffisant sur les questions de l'examen ;

2) D'admettre l'enregistrement sans examen, après paiement des droits prévus, au titre de Pharmaceutical Chemist, ou Chemist et Druggist d'après les actes de pharmacie de 1852 et 1868, de toute personne possédant le diplôme colonial, un diplôme de pharmacien militaire ou d'assistant apothicaire d'après l'acte des apothicaires de 1815. Elle devra fournir la preuve au Conseil de la Société qu'elle a des connaissances et un savoir suffisants pour être enregistrée ;

3) De fixer la durée et les programmes des études relatives à l'examen définitif et de diviser celui-ci en deux parties.

e) 1) Il ne sera légal de vendre au détail aucune substance à laquelle se rapporte ce paragraphe, à moins que la boîte, la bouteille, le récipient, l'emballage, dans lequel la substance est contenue soit munie d'une étiquette portant le nom de la substance, le mot *Poison*, le nom et l'adresse du vendeur de la substance, et si les conditions qui peuvent être prescrites sous ce paragraphe

par *décision en Conseil* sont remplies. Si une personne vend de telles substances autrement que selon les prescriptions de ce paragraphe et de toutes *décisions prises en Conseil*, elle sera, par application des lois relatives à la juridiction sommaire, passible pour chaque délit d'une amende ne dépassant pas 5 L.

2) Les substances auxquelles s'appliquent ce paragraphe sont :

L'acide sulfurique ;

L'acide nitrique ;

L'acide chlorhydrique ;

Les sels solubles de l'acide oxalique ;

Et toutes les substances qui seront indiquées par une *décision prise en Conseil* ;

f) 1) Les conditions du § 2 de l'article *e)* de cet acte s'appliquent à l'Irlande avec les modifications suivantes :

1^o Pour toutes références à l'acte de pharmacie de 1868 il sera substitué une référence à l'acte de pharmacie (Irlande) de 1875, et à son amendement de 1890. La référence aux règlements édictés par le § 1 du premier acte ci-dessus mentionné sera annulée ;

2^o En ce qui concerne les références aux *décisions en Conseil de Sa Majesté* ou aux *décisions en Conseil* on substituera les *décisions en Conseil du Lord Lieutenant* ;

3^o Ce qui est relatif aux Chemists et Druggists enregistrés concerne aussi les Druggists enregistrés.

2) Sauf ce qui est dit dans ce paragraphe les dispositions précédentes de cet acte ne s'appliquent pas à l'Irlande.

g) A la mort de toute personne enregistrée d'après l'acte de pharmacie (Irlande) de 1875, et l'acte d'amendement de 1890 comme Chemist et Druggist ou Chemist ou Druggist enregistré en activité au moment de son décès, il sera légal que tout exécuter, administrateur ou gérant de la succession, continue le commerce tant qu'il sera tenu de bonne foi par un assistant : Pharmaceutical Chemist, apothicaire licencié ou Chemist et Druggist, légalement enregistré ;

h) Cet acte sera appelé *acte des poisons et de pharmacie* de 1908 et entrera en vigueur le 1^{er} avril 1909.

Ordonnance sur l'étiquetage des Poisons

*Edictée par décision en Conseil du 8 Décembre 1924,
sous le paragraphe 4 (1) de l'acte des Drogues
Dangereuses et des Poisons de 1923 (Amendement).*

Attendu que par la subdivision 2 du § 4 de l'Acte des Drogues dangereuses et des Poisons de 1923 (amendement) il est décrété que le § 17 de l'acte de pharmacie de 1868, sera considéré comme si les mots *Etiqueté avec le nom de l'article et le mot poison, le nom et adresse du vendeur du poison* étaient remplacés par *étiqueté avec le nom et l'adresse du vendeur du poison, le mot poison, et le nom du poison*, et dans le cas d'une préparation contenant un poison comme un de ses composants, avec la proportion du poison contenu dans la préparation par rapport aux autres ingrédients comme il est prescrit par *décision en Conseil*.

Maintenant donc, Sa Majesté, sur l'avis de son Conseil privé, est heureuse de prescrire et elle prescrit que, à partir du 1^{er} janvier 1926, pour toute préparation contenant un poison, comme un de ses composants, auquel les amendements de l'acte de pharmacie de 1868 s'appliquent, tous les renseignements doivent être mentionnés sur l'étiquette en ce qui concerne la proportion dudit poison par rapport aux autres ingrédients ; cette proportion (indiquée soit par le pourcentage, soit autrement) dudit poison étant considérée par rapport à la quantité totale des autres composants de la préparation. Dans le cas d'une préparation inscrite à la British Pharmacopœia ou au British Pharmaceutical Codex ou à leurs suppléments, que la préparation soit vendue pure, mélangée ou diluée, il sera suffisant qu'elle soit indiquée sur l'étiquette par son nom, son synonyme ou son nom abrégé tel qu'il est employé dans la British Pharmacopœia ou dans le British Pharmaceutical Codex ou ses suppléments, avec les initiales B. P. ou B. P. C. suivant le cas. Si la préparation est vendue mélangée à d'autres produits ou diluée, en indiquer la proportion par rapport au total du reste des produits.

Les dispositions de cette ordonnance ne s'appliquent pas aux tablettes, pilules, pastilles, cachets et autres choses semblables contenues dans un emballage, bouteille, ou récipient portant sur l'étiquette la quantité du poison ou des poisons contenus dans chaque unité (ou s'il s'agit d'une préparation inscrite à l'une des Pharmacopées : Le nom de ladite préparation et la quantité de cette préparation par unité) et le nombre d'unités contenues dans la boîte ou récipient.

Cette ordonnance s'appellera *l'ordonnance sur l'étiquetage des poisons de 1924* et est sujette à toutes les modifications qui pourront être apportées par des *décisions en Conseil* ultérieures. Elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit abrogée par *décision en Conseil*.

Réglementations pour la garde, préparation et vente des poisons

1) *Pour la garde des poisons*, chaque bouteille, récipient, boîte ou emballage contenant un poison doit être revêtu d'une étiquette portant le nom du produit, et muni d'une marque distinctive indiquant qu'il contient du poison ;

2) En outre, chaque poison doit être gardé de l'une ou l'autre des façons suivantes :

a) Dans une bouteille ou un récipient ficelé, couvert et fermé, se distinguant des autres bouteilles ou récipients contenant des produits ordinaires et gardés dans la même boutique, laboratoire ou magasin ;

b) Dans une bouteille ou récipient facile à distinguer au toucher des autres récipients ou bouteilles dans lesquels les articles ordinaires sont gardés dans la même boutique, laboratoire ou magasin ;

c) Dans une bouteille, récipient, boîte ou emballage gardé dans une pièce ou armoire spéciale contenant des produits dangereux ;

3) *Pour la préparation et la vente des poisons*, tous les liniments, embrocations, lotions ou liquides désinfectants contenant des poisons doivent être mis dans des bouteilles rendues distinctes au toucher des bouteilles contenant des médicaments ordinaires. En outre, une étiquette indiquant que le contenu de la bouteille ne peut être employé pour l'usage interne, devra être apposée sur chaque bouteille (en plus du nom de l'article et des instructions pour son usage).

Ce qui précède a été adopté par la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne et a été approuvé par le Conseil privé de Sa Majesté.

Il fait partie maintenant de l'acte de pharmacie de 1868 sous les dispositions du § 1.

Décisions en Conseil

Rèlements

D'après le § 5 de l'acte de pharmacie et des poisons de 1908, édicté par décisions en Conseil du 22 mars 1911.

1) Relativement à la vente au détail de toute substance à laquelle le § 5 de l'acte des poisons et de pharmacie de 1908 s'applique, l'étiquette devant être fixée à la boîte, bouteille, récipient, emballage, dans lequel la substance est contenue doit porter imprimés distinctement les mots *Usage externe* ;

2) Relativement à la vente au détail de toute substance liquide à laquelle s'applique le § 5, de telles substances ne devront pas être délivrées ou données si ce n'est en bouteilles ou récipients rendus distincts au toucher des bouteilles et récipients ordinaires.

**Comparaison entre le Décret du 14 Septembre 1916
concernant la vente des poisons
du Tableau A en France et les Lois correspondantes
anglaises relatives aux Tableaux 1 et 2**

Avant de considérer les autres poisons inscrits au Tableau 3, il paraît intéressant en terminant l'étude des Toxiques des Tableaux 1 et 2 (Tableau A en France) de noter les différences suivantes qui existent entre les conditions de garde et de vente des toxiques dans les deux pays.

En Angleterre, les produits toxiques des Tableaux 1 et 2 doivent être conservés dans une pièce ou une armoire spéciale, mais qui n'est pas obligatoirement fermée à clef. Cette obligation n'existe que pour les stupéfiants du Tableau 3; dans ce cas une personne autorisée peut seule en posséder la clef. (Règlement de 1928)

De plus, le règlement ordonne que les récipients contenant un produit toxique soient différents, au toucher, des autres récipients se trouvant dans l'Officine. Dans la pratique, on emploie des flacons de forme différente. En Angleterre, les flacons sont en général hexagonaux et de couleurs variables: bleu foncé, marron ou vert.

Pour les récipients destinés à contenir des substances toxiques, il y a des différences de forme : les bouteilles sont plates ou hexagonales. Dans le verre de la bouteille sont inscrits en relief les mots, *not to be taken* (ne pas prendre), le reste de la bouteille est strié de telle sorte qu'en prenant le récipient le pharmacien ou le malade sont obligés de s'apercevoir que ce n'est pas un flacon ordinaire. Voici de quelle façon a été interprétée la loi exigeant que ces toxiques soient dans des récipients distincts au toucher.

En ce qui concerne la couleur des récipients : la teinte blanche est réservée aux médicaments pour l'usage interne. Les médicaments pour l'usage externe sont dans des bouteilles bleu foncé ou bleu d'outremer.

En ce qui concerne l'étiquetage (ordonnance du 8 décembre 1924), il est stipulé que l'Étiquette doit porter le nom et l'adresse du vendeur du poison avec le mot « Poison » ; et dans le cas d'une préparation contenant un poison comme un de ses composants, la proportion du poison contenu dans la préparation par rapport aux autres ingrédients doit être mentionnée. Il est également dit que chaque bouteille, récipient, boîte ou emballage contenant un poison doit être revêtu d'une étiquette portant le nom du poison, et muni d'une marque distinctive au toucher indiquant qu'il contient du poison ; mais il n'est pas question de couleur spéciale pour les étiquettes.

En France, par le Décret du 14 Septembre 1916, il a

été ordonné que toute préparation devait porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du pharmacien, ainsi que le numéro d'ordre sous lequel la prescription est inscrite. Lorsqu'il s'agit des substances du Tableau A en nature ou en préparation, cette étiquette doit être de couleur rouge orangé, elle porte la mention « Toxique, ne pas dépasser la dose prescrite », si la substance vénéneuse délivrée en nature doit être absorbée par la voie stomacale, et la mention Poison lorsque la préparation est destinée à l'usage externe ou à des injections.

Les Pharmaciens doivent en outre apposer sur les récipients une seconde étiquette de couleur rouge orangé portant, selon le cas, les mots : « Pour l'usage externe » ou « Solution pour injection ».

Lorsqu'il s'agit de médicaments destinés à la médecine vétérinaire, l'étiquette rouge orangé doit porter la mention « Médicament Vétérinaire Poison ».

Il ressort de ceci que les caractéristiques du récipient contenant les Toxiques frappent le toucher en Angleterre, et seulement la vue en France.

En étudiant les Drogues Dangereuses ou Stupéfiants on remarquera l'abondance des précautions qui entourent ces produits en Angleterre.

CHAPITRE IV

LES DROGUES DANGEREUSES OU STUPÉFIANTS TOXIQUES INSCRITS AU 3^e TABLEAU

Les produits que contient le troisième tableau des substances vénéneuses ont été soumis à de nombreux règlements successifs.

Ceux de 1921, 1922, 1923 et 1924 concernent spécialement la vente et l'emmagasiner de l'opium brut.

En 1928, un autre règlement stipule qu'une autorisation est nécessaire pour vendre ou emmagasiner de l'opium brut et que cette vente implique la tenue d'un registre spécialement réservé à cet usage.

Cette réglementation vise également les feuilles de Coca, inflorescence de Chanvre Indien et les résines obtenues à partir du Chanvre Indien ainsi que les préparations à base de résine ; excepté l'extrait et la teinture (Convention de la Conférence de Genève du 19 février 1925).

Les produits indiqués dans la Troisième partie du troisième Tableau ont été réglementés par les décrets de 1928: ce sont la Morphine et ses dérivés, la Cocaïne, l'Ecgonine, l'Opium Officinal, et les teintures et extraits de Chanvre Indien.

Cette partie intéresse plus particulièrement les Pharmaciens.

**I. — Personnes autorisées légalement
à être en possession de Toxiques de la 3^e Partie
du 3^e Tableau**

Les règlements qui suivent s'appliquent à toutes les drogues dangereuses de la 3^e Partie du 3^e Tableau, sauf la Benzoylmorphine et ses préparations. Pour avoir de la Benzoylmorphine, il faut une autorisation du Ministre de l'Intérieur.

Pour obtenir légalement une drogue dangereuse ou stupéfiante, il faut fournir une ordonnance d'un médecin, d'un dentiste ou d'un vétérinaire autorisé.

Dans le cas où une personne ayant obtenu un stupéfiant en fournissant une ordonnance, se serait fait délivrer une autre ordonnance par un deuxième docteur sans spécifier qu'elle avait usé d'une première ordonnance, elle ne serait pas autorisée à être en possession de la drogue demandée.

Pour avoir le droit de vendre ou de détenir des stupéfiants, il faut avoir l'autorisation du Ministre de l'Intérieur ou être autorisé selon la réglementation des Toxiques.

Les personnes légalement autorisées sont :

1^{re} Celles ayant boutique ouverte pour la vente des poisons limitée au but suivant.

a) Préparation dans l'Officine de tous les extraits et teintures de Chanvre Indien.

b) Vente et emmagasinage des Drogues dans les limites permises.

Les stupéfiants doivent être gardés dans une armoire fermée à clef qui ne peut être ouverte que par la personne autorisée ou par un assistant qualifié ;

2° Les médecins, dentistes ou vétérinaires enregistrés ;

3° Les préparateurs des hôpitaux, s'ils sont pharmaciens ou dans certaines conditions, comme nous l'indiquerons plus loin ;

4° Les personnes qui travaillent dans des laboratoires de recherches attachés à des Universités, hôpitaux, etc , autorisées par le Ministère de l'Intérieur ;

5° Les personnes s'occupant des analyses de médicaments ou des denrées alimentaires (Laboratoire des Fraudes).

Dans ces différents cas la personne autorisée ne peut être en possession de stupéfiants que dans les limites nécessaires à la pratique de son commerce ou de sa profession ;

6° Le Commandant d'un bateau marchand, s'il n'a pas à son bord de médecin de marine, dans les conditions définies par l'acte de la Marine Marchande ;

7° Le Commandant d'un bateau étranger peut être autorisé à acheter certains stupéfiants dans les Ports de Grande-Bretagne, par l'Officier de Santé du Port ou en son absence par l'Officier assistant. Le certificat délivré

par l'Officier du port doit être timbré par le fournisseur avec la date de la vente et doit être conservé ;

8° Les fermiers et les propriétaires de Fermes peuvent avoir du Laudanum pour le traitement des animaux avec une autorisation de l'Officier chef de la Police du District

Le Laudanum ne peut être délivré qu'avec un certificat d'autorisation muni du nom du Pharmacien. Il ne peut être délivré plus de 32 onces de Laudanum à la fois dans ce cas.

9° Les ouvriers des usines, auxquels s'applique l'acte de 1901, sont autorisés à avoir une solution contenant une partie de Cocaïne pour deux cents parties d'huile de Ricin. (Additionnée d'une partie de chlorure mercurique pour trois mille parties d'huile de Ricin) ;

10° Les Sages-Femmes diplômées peuvent avoir des préparations contenant de l'Opium pour les besoins de leur profession ;

11° Les teintures de morphine, de Chloroforme et d'Opium peuvent être délivrées en quantité prescrite aux patrons de bateaux de pêche sous certaines conditions.

L'Importation et l'Exportation sont interdites sans autorisation spéciale.

Fabrication des Stupéfiants. Il faut avoir une autorisation spéciale du Ministre de l'Intérieur pour avoir le droit de fabriquer des stupéfiants.

II. — Conditions requises pour la vente des Drogues Dangereuses ou Stupéfiants

1° Nul ne peut vendre ou délivrer une drogue dangereuse ou une préparation contenant une drogue dangereuse s'il n'y est autorisé et seulement dans les limites permises.

2° Celui qui achète la drogue doit être autorisé.

Les Pharmaciens ont le droit de vendre des stupéfiants aux personnes autorisées et sur ordonnance.

A) Vente de Stupéfiants autrement que sur ordonnance.

Un pharmacien est autorisé à vendre à un ouvrier d'usine une solution de Cocaïne dans l'huile de Ricin pour le traitement des yeux blessés pendant le travail, à l'exclusion de tout autre stupéfiant.

Un pharmacien peut vendre des stupéfiants à un docteur à condition que ce soit pour l'exercice de sa profession. Il ne doit pas en délivrer à un Docteur toxicomane

Un pharmacien n'a pas le droit de vendre de stupéfiants en gros, sauf s'il a une licence spéciale du Ministre de l'Intérieur.

Un pharmacien peut fournir au détail des stupéfiants à un autre pharmacien ou à un docteur.

Aucun pharmacien ne peut délivrer des stupéfiants à un client, sans ordonnance, à moins qu'il ne soit certain de la légalité de l'autorisation qu'il fournit, cette autorisation peut lui être retirée.

La liste des personnes dont l'autorisation a été retirée paraît de temps en temps dans les journaux commerciaux.

Indications que doivent porter les emballages des Stupéfiants :

1° Si le stupéfiant est vendu en *nature*, c'est-à dire non mélangé avec d'autres substances, la quantité totale contenue dans l'emballage ou dans la bouteille doit être indiquée.

2° Dans le cas d'une préparation on doit mentionner sur l'emballage ou la bouteille la totalité du contenu et le pourcentage du stupéfiant

Dans le cas de tablettes il est suffisant d'indiquer sur le récipient le nombre de ces articles et la quantité de stupéfiant contenu dans chacune.

Ceci ne concerne pas la vente sur ordonnance médicale, mais concerne la vente sur ordonnance de dentistes et de vétérinaires.

B) Vente des Stupéfiants sur ordonnance.

Nota. — Le fait qu'un des composants d'un médicament est un stupéfiant n'oblige pas nécessairement à

considérer le médicament comme un stupéfiant, sauf dans le cas où le pourcentage de Cocaïne, Morphine, etc., du médicament est supérieur à celui qui est stipulé dans les actes et règlements

Le public ne peut obtenir des stupéfiants que sur la présentation d'une ordonnance.

a) Personnes autorisées à prescrire.

Les Médecins enregistrés, dentistes, les Médecins-Vétérinaires, sont autorisés à prescrire des stupéfiants pour les soins médicaux, dentaires ou vétérinaires.

b) Forme de l'Ordonnance.

1° Elle doit être écrite à la main ou dactylographiée.

2° Elle doit être datée.

3° Elle doit être signée par le Médecin de sa signature habituelle.

4° Le Médecin doit indiquer le nom et l'adresse du malade ou si l'ordonnance est faite par un vétérinaire : le nom et l'adresse de la personne à qui elle est délivrée.

5° L'adresse du Médecin, Dentiste ou Vétérinaire est obligatoire (sauf pour les ordonnances de l'Assurance pour la Santé Publique).

6° Le Médecin doit indiquer la quantité totale du stupéfiant entrant dans la préparation, sauf pour les préparations inscrites à la Pharmacopée Britannique ou au Codex.

Le dentiste doit mentionner sur son ordonnance : pour l'usage dentaire local uniquement, et le vétérinaire

doit marquer : pour le traitement des animaux seulement.

c) *Obligations de celui qui exécute l'ordonnance.*

1° Le Pharmacien doit s'assurer avant d'exécuter l'ordonnance qu'elle est bien en règle, que la signature du médecin, dentiste ou vétérinaire, est connue de lui; enfin il doit prendre les renseignements suffisants pour juger si l'ordonnance est régulière.

Il doit se renseigner pour savoir si le médecin qui a fait l'ordonnance est bien « enregistré ». Il est prudent de communiquer avec le prescripteur avant d'exécuter l'ordonnance.

2° Le Pharmacien doit inscrire la date à laquelle l'ordonnance a été exécutée et il doit garder l'ordonnance pendant *deux ans*, pour la montrer en cas d'inspection. En France, les ordonnances doivent être gardées pendant *trois ans*. Les ordonnances pour l'Assurance de la Santé Publique doivent être envoyées au Comité d'Assurance qui est chargé de les tarifier. Le Pharmacien doit inscrire l'entrée du Toxique sur le registre des stupéfiants comme pour les autres ordonnances.

3° Les ordonnances prescrivant des stupéfiants ne peuvent être renouvelées sauf toutefois si le Docteur mentionne que l'ordonnance doit être refaite à des dates indiquées, l'ordonnance dans ces conditions ne peut être refaite plus de *trois fois*.

Le pharmacien doit indiquer les dates auxquelles elle a été refaite. Le pharmacien qui a exécuté l'ordonnance la première fois doit la garder.

4° Les stupéfiants délivrés sur ordonnance doivent être marqués sur un registre.

Le nom du stupéfiant ou des préparations doit être inscrit dans le haut de la page.

Exemple de l'en-tête d'un registre d'entrée des Stupéfiants :

Date de réception	Nom et adresse du fournisseur	Quantité reçue	Nature du produit reçu

On doit inscrire séparément sur le registre les différents stupéfiants :

- a) Cocaïne, Ecgonine et ses préparations.
 - b) Morphine et ses préparations.
 - c) Diamorphine et ses préparations.
 - d) Extraits et teinture de Chanvre Indien.
 - e) Dihydroxycodéinone et ses préparations.
 - f) Dihydrocodéinone et ses préparations.
-

Délivrance des Stupéfiants

à des Commissionnaires

Dans le cas où la personne autorisée ne peut venir elle-même chercher le stupéfiant, elle doit donner une autorisation écrite et signée au Commissionnaire.

Le pharmacien ne délivrera le stupéfiant que s'il est sûr de la validité de cette autorisation. Ce règlement ne s'applique pas aux médicaments délivrés sur ordonnance.

Délivrance des Stupéfiants

dans les Hôpitaux et Dispensaires

1° Dans les hôpitaux où les médicaments sont préparés par un Pharmacien diplômé, et dans les dispensaires où ils sont préparés par un préparateur nommé et approuvé par le Ministère de la Santé, tous les bons pour la délivrance des stupéfiants, doivent être inscrits et signés par un des médecins de l'établissement ou si le préparateur est pharmacien par lui-même ; les médicaments contenant des stupéfiants doivent être préparés par la personne responsable, c'est-à-dire par le pharmacien.

2° Dans les hôpitaux où il n'y a pas de pharmacien,

le médecin de l'établissement doit écrire et signer les bons lui-même et doit certifier que le médicament est nécessaire au traitement du malade de l'hôpital pour qui le médicament doit être préparé.

Les bons pour la délivrance des stupéfiants doivent être gardés sous clef par le surveillant préposé à la préparation des médicaments et responsable des registres.

3° Les cliniques payantes ou autres, exclues de la liste, n'ont pas le droit de détenir des stupéfiants; les stupéfiants seront délivrés aux malades sur ordonnance d'après la réglementation des stupéfiants.

L'emploi de ces registres est obligatoire pour toutes les ventes de stupéfiants faites par le pharmacien.

La catégorie des stupéfiants et des préparations doit être mentionnée dans le haut de chaque page du registre.

Exemple de l'En-tête d'un registre de sorties des stupéfiants

Date de la vente	Nom Adresse de la personne à qui l'article a été délivré	Profession de la personne à qui l'article prescrit a été délivré	Total obtenu	Forme du médicament fourni	Dans le cas de la vente sur ordonnance indiquer les médicaments entrant dans les prescriptions

Si la quantité de stupéfiants contenue dans la préparation est inférieure au pourcentage indiqué dans les Actes et Règlements, il est inutile d'indiquer la préparation sur le registre.

Réglementation concernant la tenue des registres

1° Chaque entrée doit être faite le jour même ou au plus tard le lendemain.

2° Il est nécessaire d'avoir un registre par Officine.

3° Tous les registres doivent être conservés dans l'Officine à la disposition de l'Inspecteur.

4° Aucune rature ni surcharge ne doit être faite, dans le cas où il y aurait une erreur, la mentionner en marge ou dans le bas de la page avec la date.

5° Les registres doivent être gardés au moins deux ans après la dernière entrée. En France les registres doivent être gardés dix ans.

Les Inspections des Pharmacies

Depuis 1920, les inspecteurs, autorisés par le Secrétaire d'Etat, ont le droit d'exiger que tout fabricant, producteur ou vendeur de toxiques lui remette les registres relatifs à la détention des stupéfiants, et de vérifier les stupéfiants.

Exceptions. — Sont exempts de la réglementation des stupéfiants :

Céréoli, Iodoformi et Morphine B. P. C.

Emp. Opii B. P. 1898.

Lin. Opii B. P.

Lin. Opii Ammon B. P. C.

Pasta Arsenicalis B. P. C.

Pil. Hydrarg. c. opio B. P. C.

Pil. Ipicæ c. Scilla B. P.

Pil. Plumbi C. opio B. P.

Pil. Digitalis et Opil Co. B. P. C.

Pulv. Cretæ Aromat. C. Opio B. P.

Pulv. Ipicæ Co B. P. (Poudre de Dower).

Pulv. Kino Co B. P.

Suppos. Plumbi Co B. P.

Tablettes Plumbi C. Opio B. P. C.

Unguent Gallæ C. Opio B. P.

Unguent Gallæ Co B. P. C.

Tous ces médicaments font partie des toxiques de la première partie et par conséquent sont soumis aux règlements des actes de pharmacie.

Pénalités. — En ce qui concerne la tenue des registres, la vente ou délivrance d'ordonnance, l'amende maxima est de 50 Livres si le délit a été commis par inadvertance ; dans ce cas il n'y a pas d'emprisonnement.

Dans les autres cas, le coupable est puni d'emprisonnement et d'un an de travaux forcés ou condamné à une amende de deux cent cinquante livres.

S'il y a condamnation par mise en accusation, la peine est de dix ans de travaux forcés ou 1.000 Livres d'amende.

Les inspecteurs en pharmacie sont ou bien nommés par la Société de Pharmacie ou par les autorités locales pour faire respecter les règlements. Les autorités locales peuvent charger l'inspecteur nommé par la Société de Pharmacie d'être le leur.

TEXTES DES LOIS :

Acte sur les Drogues dangereuses 1920

Cet acte règle l'importation et l'exportation, la préparation, la vente et l'emploi de l'Opium et des autres Drogues dangereuses.

16 Août 1920.

Il est décrété par Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur l'avis et avec le consentement des Lords Spirituels et Temporels et des Communes, assemblés dans ce présent Parlement, et avec leur autorisation ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE

Opium brut

1^o Nul n'a le droit d'importer ou de faire entrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, de l'opium brut, s'il n'est muni d'une licence et seulement dans les ports autorisés ;

2^o a) Nul n'a le droit d'exporter du Royaume-Uni de Grande-Bretagne de l'opium brut, sauf avec une licence en partant de ports autorisés ; les emballages doivent être marqués de la façon prescrite, avec l'indication de leur contenu ;

b) Si l'importation de l'opium brut dans un pays étranger est défendue ou restreinte par les lois de ce pays, chaque licence délivrée en exécution de cet acte par un secrétaire d'État pendant toute la durée de cette prohibition ou restriction en vue d'autoriser l'exportation d'opium brut du Royaume-Uni, devra porter mention de telles conditions qui paraîtront nécessaires pour arrêter ou restreindre suivant le cas, l'exportation de l'opium brut du Royaume-Uni en ce pays pendant toute la période envisagée.

Les licences accordées avant que la prohibition et la restriction soient entrées en vigueur dans ledit pays devront être considérées comme soumises aux mêmes conditions, si le secrétaire d'État l'ordonne ainsi.

3^o Les dispositions peuvent être prises par des règlements pour contrôler ou restreindre la production, la possession, la

vente et le détail de l'opium brut et en particulier pour interdire la production, la possession, la vente et le détail de l'opium brut à toute personne n'ayant pas de licence ou d'autorisation, ceci sans préjudice à la généralité du pouvoir précédent.

DEUXIÈME PARTIE

Opium manufacturé

4° Nul ne peut importer, introduire ou exporter de l'opium manufacturé dans le Royaume-Uni.

5° Quiconque :

- a) Prépare, vend ou fait le commerce de l'opium manufacturé ;
- b) Possède de l'opium manufacturé ;
- c) Occupe certains locaux et permet que ces locaux soient employés pour la préparation de l'opium à fumer ou pour la vente ou la fumerie d'opium manufacturé ;
- d) S'occupe de la gestion de locaux destinés à l'emploi indiqué plus haut ;
- e) Possède des pipes ou autres ustensiles employés pour fumer l'opium ou pour la préparation de l'opium des fumeurs ;
- f) Fume ou emploie d'une façon quelconque de l'opium manufacturé, ou fréquente des fumeries d'opium.

Est passible d'un délit conformément à cet acte.

TROISIÈME PARTIE

Cocaïne, morphine, etc.

6° Il est interdit d'importer, d'introduire ou d'exporter du Royaume-Uni, toutes les drogues auxquelles s'applique ce paragraphe de l'acte, sans avoir une licence ;

7° 1) Dans le but d'empêcher le mauvais usage des drogues auxquelles s'applique le paragraphe de l'acte, des dispositions peuvent être prises par des règlements pour contrôler la préparation, vente, possession et distribution de ces drogues, sans préjudice à la généralité du pouvoir précédent ;

a) Pour interdire la préparation de toutes les drogues auxquelles s'applique ce paragraphe de l'acte, sauf, dans les établissements ayant une licence et seulement pour les besoins et buts spécifiés dans cette licence ;

b) Pour interdire la préparation, vente ou distribution de ces dites drogues, sauf par des personnes ayant une licence ou autorisées par les règlements et soumises à toutes les conditions mentionnées sur la licence ou l'autorisation ;

c) Pour contrôler la délivrance par des médecins pratiquants d'ordonnances contenant ces dites drogues et l'exécution des dites ordonnances ;

d) Pour demander aux personnes employées dans la préparation, vente et délivrance des dites drogues, de tenir des livres et de fournir tous renseignements, soit par écrit, soit de telle autre façon qui leur sera prescrite.

2) Les règlements de ce paragraphe stipulent que toute personne qui légalement garde boutique ouverte pour la vente au détail de poisons d'après l'acte de pharmacie de 1868, modifié par l'acte des poisons et de pharmacie de 1908, est autorisée :

a) A préparer dans l'officine pour la vente au détail ordinaire, toute préparation, mélange ou extrait de n'importe quelle drogue à laquelle s'applique ce paragraphe de l'acte ;

b) A exercer dans l'officine le commerce au détail, préparation ou mélange desdites drogues.

Sauf, si le secrétaire d'État retire l'autorisation au cas où la personne aurait commis un délit d'après cet acte ou d'après le décret relatif aux droits appliqués par cet acte, et ne pouvant pas tenir convenablement son commerce pour la préparation, vente ou distribution desdites drogues suivant le cas.

A condition que le secrétaire d'État consulte le Conseil de la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne avant de retirer l'autorisation dans le cas de ladite personne ;

3) Nul n'est autorisé, d'après ce paragraphe, à vendre ou garder boutique ouverte pour la vente au détail, préparation ou mélange de poisons s'il n'est pas qualifié, ou s'il n'est pas en règle avec les dispositions de l'acte de pharmacie de 1868 modifié par l'acte de pharmacie et des poisons de 1908, ou en dérogation avec les actes de pharmacie de 1868 ainsi modifiés, pour défendre, limiter ou réglementer la vente des poisons ;

8° 1) Les drogues auxquelles s'applique cette partie de l'acte, sont : la morphine, cocaïne, ecgonine et diamorphine (appelée communément héroïne) et leurs sels respectifs, l'opium officinal et ses préparations, mélanges, extraits et autres substances ne contenant pas moins de 1/5 % de morphine ou 1/10 % de cocaïne, ecgonine ou diamorphine.

D'après les dispositions précédentes, le pourcentage dans le cas de la morphine sera calculé en morphine anhydre.

2) Si un nouveau dérivé de la morphine ou de la cocaïne, ou un sel de morphine ou de cocaïne, ou un alcaloïde de l'opium ou de toute autre drogue, peut produire s'il est employé improprement des effets nocifs de même nature ou analogues à ceux produits par la morphine ou la cocaïne, Sa Majesté peut par décision en Conseil déclarer que cette partie de l'acte s'appliquera à ce nouveau dérivé ou alcaloïde, de même qu'elle s'applique aux drogues mentionnées dans la subdivision 1 de ce paragraphe.

QUATRIÈME PARTIE

Généralités

9° 1) Les articles ne pouvant pas être importés d'après cet acte doivent être considérés comme compris dans la liste des produits prohibés et des restrictions contenues dans le § 42 de l'acte de consolidation des douanes de 1876 ; les dispositions de cet acte ayant trait à l'interdiction d'exporter ces articles seront considérées comme faisant partie de cet acte. Tout acte le modifiant ou l'étendant s'appliquera de la même façon ;

2) Si certaines marchandises qu'il est défendu d'exporter en vertu de cet acte, sont exportées du Royaume-Uni en fraude et amenées sur un quai d'embarquement ou ailleurs dans ce but, ou sont apportées par bateau pour être ainsi exportées, l'exportateur ou son agent seront passibles de la même amende que celle due d'après le § 186 de l'acte de consolidation des douanes de 1876, pour importation illégale de denrées prohibées ;

10° 1) Tout *constable* (1) ou toute personne autorisée par une ordonnance générale ou spéciale du secrétaire d'État a le droit pour l'exécution de cet acte, d'entrer dans les locaux de toute personne faisant le métier de fabriquer, préparer, vendre ou distribuer les drogues auxquelles s'applique cet acte, de demander à voir les livres de comptes relatifs à ces drogues et d'inspecter tous les stocks desdites drogues ;

2) Toute personne qui, volontairement, retarde ou gêne l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions en ce qui concerne ce qui a été dit plus haut, ou refuse de donner, dissimule ou essaie de dissimuler lesdits livres ou stocks mentionnés plus haut, est coupable de contravention envers cet acte.

11° Tous les règlements faits d'après cet acte doivent être déposés sans délai au bureau de chaque Chambre du Parlement. Si une requête est présentée à Sa Majesté dans un délai de 21 jours, à compter du premier jour qui suivra le dépôt du règlement sur le bureau de la Chambre, pour en demander l'annulation, Sa Majesté, en Chambre du Conseil, peut annuler le règlement. Il sera dès lors considéré comme nul mais sans préjudice pour la validité de tout ce qui aura été fait antérieurement en exécution de ce règlement ;

12° Des licences ou autorisations, en exécution de cet acte, peuvent être délivrées ou accordées par le secrétaire d'État et ceci dans les termes et aux conditions que le secrétaire d'État jugera convenables (en cas de licence, le paiement d'une taxe) ;

13° 1) Toute personne ne se conformant pas aux règlements faits d'après cet acte, ou agissant en contravention, ou ne se conformant pas aux conditions d'une licence délivrée ou d'une autorisation donnée d'après cet acte, est coupable d'un délit envers cet acte ;

2) Toute personne ayant commis un délit d'après cet acte est passible d'une amende ne dépassant pas 200 Livres ou d'un emprisonnement avec ou sans travaux forcés, d'une durée ne dépassant pas deux ans, ou à la fois amende et emprisonnement ; le Tribunal qui jugera ce cas pourra en outre ordonner la confiscation des marchandises au sujet desquelles le délit a été commis ;

3) Toutes les poursuites concernant un délit contre cet acte devant un Tribunal de juridiction sommaire peuvent être commencées indépendamment de tout décret fixant les délais pendant lesquels de telles poursuites peuvent être entamées. Pendant ces

(1) Constable, mot anglais désignant une personne étant à la fois commissaire de police et juge de paix.

délais ou avant l'expiration des trois mois à partir de la date à laquelle la certitude réelle du délit a été acquise par le secrétaire d'État, pour justifier des poursuites quel que soit le plus long de ces délais, pour l'exécution des prescriptions de cette subdivision, un certificat signé par le secrétaire d'État et attestant la date à laquelle la certitude réelle dont il s'agit ci-dessus a été acquise par lui, servira de preuve formelle.

Pour l'application de ce paragraphe à l'Écosse, le Lord avocat est substitué au secrétaire d'État, et pour l'Irlande l'*Attorney* général d'Irlande c'est-à-dire le procureur général ;

14° Tout *Constable* peut arrêter sans ordre, toute personne ayant commis, ou tenté de commettre, ou soupçonnée avec juste raison par le *Constable* d'avoir commis ou tenté de commettre un délit d'après cet acte, s'il a des raisons valables de croire que cette personne pourra s'échapper si elle n'est pas arrêtée ou si le nom et adresse de cette personne ne sont pas connus et ne peuvent être vérifiés par lui ;

15° 1) Dans cet acte à moins qu'il n'en ressorte autrement des termes du contexte :

L'expression *opium brut* signifie l'opium en poudre ou granulé mais non l'opium médicinal.

L'expression *opium manufacturé* signifie l'opium préparé pour les fumeurs et comprend les cendres et résidus restant après que l'opium a été fumé.

L'expression *opium médicinal* signifie opium brut qui a été artificiellement desséché.

L'expression *règlement* signifie réglementations faites d'après cet acte par le secrétaire d'État.

L'expression *prescrit* signifie ordonné par les règlements.

L'expression *ports autorisés* signifie ports autorisés par le commissaire des douanes et de la régie pour l'importation et l'exportation, le cas échéant, de l'opium brut ;

2) Pour l'exécution de cet acte, tout article doit être considéré comme étant importé ou exporté avec licence, si l'importateur ou l'exportateur, suivant le cas, détient une licence obtenue d'après cet acte autorisant l'importation ou l'exportation de l'article et remplit les conditions de la licence, s'il en est stipulé, et non autrement ;

16° Cet acte dans son application à l'Irlande doit être modifié comme suit :

a) Un renvoi à l'acte des poisons (Irlande) de 1870, acte de pharmacie (Irlande) de 1875, et aux amendements à cet acte édictés par l'acte de 1890, doivent être substitués aux renvois à l'acte de pharmacie de 1868 ;

b) Un renvoi à la Société de Pharmacie d'Irlande doit être substitué au renvoi à la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne ;

17° 1) Cet acte porte le nom d'acte des drogues dangereuses de 1920 ;

2) Cet acte rentrera en vigueur le 1^{er} septembre 1920.

Acte des Drogues dangereuses et des Poisons

Amendement de 1923.

Pour modifier l'acte des Drogues Dangereuses de 1920 et le paragraphe 17 de l'acte de Pharmacie de 1868, et pour indiquer le mode de calcul de pourcentage des préparations liquides pour les besoins de l'acte de Pharmacie et des Poisons de 1908, et des Drogues Dangereuses de 1920.

17 Mai 1923.

Il est décrété par Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur le consentement et avis des Lords Spirituels et Temporels et des Communes assemblés dans le Parlement actuel et sous leur autorité, ce qui suit :

lent 1) Le sous-paragraphe suivant devra être inséré dans le § 10 de l'acte des drogues dangereuses de 1920 après le sous-paragraphe (1) de ce paragraphe.

1. — *a)* Si un juge de paix (ou en Écosse un juge de paix ou un Shériff) est convaincu par des renseignements donnés sous serment, qu'il y a des bases sérieuses pour soupçonner que des drogues auxquelles cet acte s'applique, sont en contravention aux dispositions de cet acte et aux règlements ultérieurs, en la possession ou sous le contrôle de personne dans un local déterminé, ou bien que des documents directement ou indirectement relatifs à une transaction ou à une vente qui est en contravention ou bien, qu'un projet de transaction ou de vente, qui, si elle était réalisée serait en contravention avec les dispositions de cet acte ; ou bien dans le cas d'une transaction ou d'une vente effectuée ou projetée à l'étranger, qui serait en contravention aux lois correspondantes en vigueur dans le pays étranger, sont en possession ou sous le contrôle d'une personne dans un local déterminé, le juge de paix (ou en Écosse le juge de paix ou le Shériff) peut délivrer un mandat de perquisition permettant à tout *constable* désigné dans ce mandat de pénétrer à tout moment, aussi souvent qu'il y aura lieu, dans un délai d'un mois à partir de la date du mandat, et au besoin par la force, dans les locaux indiqués sur le mandat, de perqui-

sitionner dans ces locaux et de fouiller toutes les personnes qui y sont découvertes, et, s'il y a des raisons suffisantes de soupçonner qu'une contravention a été commise en ce qui concerne les drogues visées dans cet acte qui ont été trouvées dans les locaux ou en possession desdites personnes, ou qu'un document ainsi trouvé constitue un document du genre de ceux ci-dessus indiqués, de saisir et de conserver ces drogues ou ce document suivant le cas.

2. — Les mots *tous livres et documents* doivent être remplacés par les mots *tous les livres* dans le sous-paragraphe 1 dudit § 10 ; et les mots *de tels livres, stocks, drogues et documents* doivent être remplacés par les mots *livres et stocks* dans le sous-paragraphe 2 de ce paragraphe.

2ent 1) Les sous-paragrapbes suivants doivent remplacer les sous-paragrapbes 1 et 2 du § 13 de l'acte des drogues dangereuses de 1920.

(1) Toute personne :

a) Qui agit en contravention ou manque de se conformer aux règlements établis conformément à cet acte ;

b) Qui agit en contravention ou manque de se conformer aux conditions de licences délivrées, ou des autorisations données en exécution de cet acte ;

c) Qui, dans le but d'obtenir, soit pour elle, soit pour toute autre personne, la délivrance ou le renouvellement desdites licences ou autorisations, fait des déclarations écrites ou verbales fausses, en tout ou en partie, ou sciemment prononce, produit ou emploie de telles déclarations écrites ou verbales ou tout document les contenant, ou,

d) Qui, en Grande-Bretagne, aide, favorise, conseille ou permet l'accomplissement dans tous les pays étrangers de toute action en contravention aux dispositions d'une loi correspondante en vigueur dans ce pays, ou accomplit une action préliminaire consécutive d'un acte qui, en Grande-Bretagne, serait en contravention à cet acte.

Sera coupable d'une contravention à cet acte.

(2) Toute personne coupable d'une contravention à cet acte sera passible pour chaque contravention, :

a) Si le jugement est rendu par un tribunal d'accusation, d'une amende ne dépassant pas 1.000 Livres, ou aux travaux forcés, pour une durée ne dépassant pas 10 ans, ou à la fois d'une telle amende et d'un tel temps de travaux forcés ;

b) Si le jugement est rendu par un tribunal sommaire, d'une amende ne dépassant pas 250 Livres ou d'un emprisonnement avec ou sans travaux forcés pour un temps ne dépassant pas 12 mois ou à la fois d'une telle amende et d'un tel emprisonnement. Elle devra dans tous les cas de condamnation pour cette contravention remettre à Sa Majesté tous les produits pour lesquels la contravention a été commise, et le tribunal par lequel le contrevenant a été condamné peut ordonner que les produits soient détruits ou employés comme le tribunal le jugera bon.

La moitié du montant de toute amende infligée par le tribunal de juridiction sommaire en exécution des dispositions de ce para-

graphe à l'occasion de poursuites intentées soit par ordre d'un secrétaire d'État, soit par le directeur des poursuites publiques, ou sur son ordre, devra, nonobstant toutes autres dispositions de tout autre décret, être payée au Trésor de telle façon que la trésorerie pourra en décider à l'occasion.

(2) a) Au sujet de ce qui suit, aucune personne en Angleterre et au Pays de Galles ne pourra être poursuivie par accusation pour une contravention à cet acte, à moins que les poursuites ne soient intentées par ou avec le consentement de l'*Attorney general*. Personne, en cas de condamnation pour une contravention à cet acte, ou pour ne pas s'être soumise aux règlements relativement à la tenue des registres ou à la délivrance ou préparation des ordonnances contenant des drogues auxquelles cet acte s'applique ne pourra être condamnée à un emprisonnement sans avoir la faculté d'opter pour une amende, ou à payer une amende de plus de 50 Livres, si le tribunal jugeant l'affaire estime que cette contravention a été commise par inadvertance et n'a pas été préméditée, ou a été commise à l'occasion de ou au cours de l'accomplissement ou de l'intention d'accomplissement d'autre contravention à cet acte.

Toutefois les dispositions de ce sous-paragraphe, défendant les poursuites par mise en accusation, à moins que ces poursuites ne soient intentées par, ou avec le consentement de l'*Attorney general* ou par le directeur des poursuites publiques, ne s'appliqueront pas si la personne accusée réclame, par application du § 17 de l'acte de juridiction sommaire de 1879, sa comparution devant un jury.

(2) b) Toute personne qui essaie de commettre une contravention à cet acte, sollicite ou incite une autre personne à commettre une telle contravention, sera, sans préjudice d'autre responsabilité, passible devant la justice sommaire des mêmes peines et amendes que si elle avait commis la contravention à cet acte.

(2) c) Si la contravention a été commise par une société, le président et tout directeur ou fonctionnaire s'occupant de cette société, sera coupable de la même contravention à moins qu'il ne prouve que l'acte la constituant a eu lieu sans qu'il le sache ou qu'il y consente.

2) Les dispositions du sous-paragraphe 3 du § 13 de l'acte des drogues dangereuses de 1920, ayant trait aux délais pendant lesquels les poursuites pour une contravention à cet acte peuvent être intentées, s'appliqueront aux poursuites relatives aux contraventions commises, aux intentions de les commettre et aux tentatives de les faire commettre par autrui comme elles s'appliquent aux poursuites relatives à de telles contraventions.

3) Dans le but de détruire tous les doutes, il est déclaré que :

a) Dans toutes les poursuites contre une personne pour une contravention à l'acte des drogues dangereuses de 1920, modifié par le présent acte, il n'est pas nécessaire de prouver par témoignage la fausseté de toute licence, l'autorisation ou autre moyen d'exception ou de défense, et la charge de faire la preuve par de tels moyens incombe à la personne qui désire en profiter ;

b) Et que, bien que ce soit dans ce § 18 de l'acte d'administration et de justice criminelle de 1914, tout emprisonnement infligé en exécution du § 13 de l'acte des drogues dangereuses de 1920, par un tribunal de juridiction sommaire, à raison du non-paiement d'une amende pour une contravention à cet acte, peut être exécuté à l'expiration de l'emprisonnement infligé pour la même contravention en plus de l'amende.

3. — (1) Tout ce qui, dans le § 17 de l'acte de pharmacie de 1868 (qui définit certaines règles à observer dans la vente des poisons), prescrit qu'une inscription sur le registre soit effectuée conformément à ce paragraphe et soit signée par l'acheteur ne devra pas, si les conditions requises par ce paragraphe sont observées, s'appliquer si l'acheteur est un médecin praticien enregistré, et si l'achat est fait pour les besoins de sa profession.

(2) Les conditions requises pour atteindre le but de ce paragraphe sont les suivantes :

a) Le vendeur doit recevoir avant la vente, un ordre écrit, signé de l'acheteur, donnant son nom et son adresse, le nom et la quantité du produit demandé ;

b) Le vendeur doit être certain que la signature apposée sur l'ordre est bien réellement la signature de la personne sensée avoir signé et que cette personne est bien un médecin praticien enregistré ;

c) Si l'article doit être envoyé à l'acheteur par la poste, il doit être recommandé ;

d) Le vendeur doit inscrire sur le livre, dans la colonne destinée aux signatures des acheteurs, les mots *ordre signé* suivi de la date à laquelle l'ordre a été exécuté, et l'ordre doit être conservé pendant deux ans à partir de la dernière inscription sur le registre.

Toutefois si le vendeur est certain que l'acheteur est bien un médecin praticien qui désire acheter d'urgence un poison pour les besoins de sa profession, mais qui en raison d'une circonstance imprévue, ne peut, avant l'envoi, ni délivrer un ordre écrit dûment signé au vendeur, ni signer sur les registres, le vendeur peut envoyer le poison à l'acheteur soit en échange d'un tel ordre soit de l'engagement par l'acheteur de remettre un tel ordre au vendeur dans les 24 heures.

Si l'acheteur, après avoir donné un engagement comme il a été dit ci-dessus, ne donne pas au vendeur un ordre signé suivant l'engagement pris, ou si un acheteur, pour obtenir un poison dans les conditions précédentes, fait une déclaration écrite qu'il sait être fausse, sera considéré comme coupable d'avoir commis une contravention à cet acte.

(3) Ce paragraphe s'applique aux dentistes, aux médecins-vétérinaires, de même qu'aux médecins praticiens enregistrés.

4. — (1) Quand un poison auquel s'applique le § 17 de l'acte de pharmacie de 1868, est délivré sur une ordonnance écrite donnée par un médecin praticien enregistré suivant les conditions de l'acte relatif à l'assurance de santé publique, le vendeur du poison n'est pas obligé d'effectuer une inscription sur le registre d'après les prescriptions dudit paragraphe.

(2) Ledit § 17 doit être considéré comme si les mots *étiquetés avec le nom de l'article* et le mot *poison*, et le *nom et adresse du vendeur* étaient remplacés par *étiquetés avec le nom et l'adresse du vendeur* avec le mot *poison* et avec le nom du poison ; dans le cas d'une préparation contenant un poison comme un de ses constituants, avec l'indication du pourcentage du poison contenu dans la préparation par rapport aux autres constituants comme il est prescrit par décision en conseil.

5. — Dans le but de l'application de l'addenda à l'acte de pharmacie de 1908, et du § 8 de l'acte des drogues dangereuses de 1920, les pourcentages dans le cas des préparations liquides devront, à moins que d'autres dispositions à cet égard ne soient édictées par des règlements, être calculés d'après cette base : à savoir, qu'une préparation contenant 1 % de toute substance signifie une préparation dans laquelle 1 gramme de la substance si c'est un solide ou 1 centimètre cube de la substance si c'est un liquide, est contenu dans chaque 100 centimètres cubes de la préparation et la même proportion s'applique dans le cas d'une plus ou moins grande quantité.

6. — (1) Cet acte pourra être désigné sous le nom d'acte des drogues dangereuses et des poisons de 1923 (amendement) et l'acte des drogues dangereuses de 1920 ainsi que cet acte, en tant qu'il amende celui de 1923, pourront être désignés ensemble, sous le nom *d'acte des drogues dangereuses de 1920 et 1923*.

(2) L'expression *loi correspondante* dans l'acte des drogues dangereuses de 1920, ainsi modifié par cet acte, signifie : toute loi mentionnée dans un certificat d'importation délivré par ou au nom du gouvernement de toute nation étrangère comme étant une loi servant au contrôle et à la réglementation dans ce pays, de la préparation, vente, emploi, exportation et importation des drogues, suivant les résolutions de la convention internationale de l'opium signée à La Haye le 23 janvier 1912. Toute mention inscrite dans de tels certificats, quant à l'application de la loi mentionnée, disant qu'un certain fait constitue une contravention à cette loi, sera décisive.

(3) Cet acte ne s'étendra pas à l'Irlande du Nord, excepté en tant qu'il amende l'acte des drogues dangereuses de 1920, en ce qui concerne les questions pour lesquelles le Parlement de l'Irlande du Nord n'a pas le pouvoir de légiférer.

Règlements des Drogues Dangereuses de 1924

Exemption de l'Hôpital Général.

Décision du Secrétaire d'Etat du 9 Août 1924, exemptant certains hôpitaux et autres institutions de l'application des règlements sous réserve de certaines conditions.

En conséquence du § 16 des règlements sur les drogues dangereuses (appelés par la suite : *Les Règlements*) rédigés d'après l'acte des drogues dangereuses de 1920, j'exempte de l'application des règlements, tout hôpital, infirmerie, asile, hospice ou sanatorium entretenus par des souscriptions, dans lequel les drogues sont fournies par une autorité publique médicale dûment qualifiée, sur les fonds d'une caisse publique, par la charité ou la bonne volonté d'un praticien, par un pharmacien dûment qualifié, dans le cas d'un hospice, par un préparateur ayant les diplômes reconnus par le ministère de la Santé, dont la nomination comme préparateur a été approuvée par le ministre, si, et tant que les conditions requises par l'addenda I de cette décision sont et seront respectées.

Et j'exempte aussi de l'application de ces règlements, tout hôpital, infirmerie, asile, hospice ou sanatorium entretenu comme il a été dit ci-dessus, auquel les dispositions précédentes ne s'appliquent pas dans les limites indiquées et avec l'obligation de se conformer aux conditions de l'addenda II de ce règlement.

Toutefois, l'une quelconque de ces exemptions peut être révoquée n'importe quand par le secrétaire d'État, soit en général, soit en particulier pour un hôpital ou une infirmerie ou un asile ou un hospice ou un sanatorium.

Toutefois également tout hôpital, infirmerie, asile hospice, ou sanatorium exempté suivant les dispositions précédentes, peut être inspecté en ce qui concerne l'observation des dispositions, n'importe quand par une personne autorisée dans ce but par le secrétaire d'État.

Cette décision sera substituée à la décision prise sur le même sujet le 15 août 1921, qui est de ce fait abrogée, et toute référence à cette décision devra être considérée comme une référence à cette décision du 9 août 1924.

Cette décision-ci sera désignée sous le nom de *décision sur les drogues dangereuses* (exemption de l'hôpital général de 1924).

ADDENDA I

1. — Tous les ordres de fourniture de drogues auxquels ces règlements s'appliquent seront signés par un des médecins praticiens attachés à l'hôpital ou à toute autre institution ou, si le préparateur est un *pharmacist* qualifié, par ce préparateur...

2. — Les fournitures des drogues auxquelles les règlements s'appliquent devront être reçues par, ou confiées à la garde de la personne responsable pour la préparation des médicaments. Elle devra inscrire sur le grand livre des drogues une mention de toutes les fournitures reçues, contenant les détails indiqués dans l'addenda I de la partie (a) des règlements. Une mention spéciale devra être portée pour chaque drogue.

3. — Chacune de ces drogues ou médicaments contenant l'une de ces drogues, ne devra être préparée que pour l'usage d'un malade d'après l'ordonnance du médecin praticien soignant le malade.

L'ordonnance (qui peut être inscrite sur la carte de lit du malade) devra être manuscrite, datée et signée par le docteur, elle devra mentionner soit le nom du malade soit son numéro. Une nouvelle ordonnance doit être délivrée chaque fois qu'une nouvelle fourniture de drogue ou médicament est nécessaire.

4. — La personne responsable de la préparation des drogues devra au moment de l'exécution de chaque ordonnance, timbrer ou marquer de façon différente l'ordonnance afin d'indiquer qu'elle a déjà été exécutée et elle devra conserver une note, dans le cas où la drogue a été préparée, donnant la date, le nom du docteur qui a délivré l'ordonnance et le nom du malade ou son numéro.

Une note spéciale doit être conservée pour chaque drogue.

5. — Toutes les ordonnances devront être conservées au moins deux ans.

6. — Des préparations de drogues en stock pour être conservées dans les salles communes ou dans les locaux en dehors des malades devront seulement être délivrées par le dispensaire sur la demande écrite de la Sœur ayant la charge de la salle ou de la chambre du malade et devront être conservées par elle, enfermées sous clef, et n'être employées que par elle sur l'ordre d'un médecin praticien ayant la charge des malades.

7. — Toute réquisition devra être timbrée par le dispensaire pour montrer qu'elle a été exécutée dans le dispensaire et une copie ou une note de la réquisition sera gardée par la Sœur de service.

8. — Des précautions adéquates devront être prises pour prévenir le vol des drogues pendant qu'elles sont transportées du dispensaire dans les salles communes ou dans les locaux situés en dehors des malades.

9. — Des préparations particulières de chacune des drogues peuvent être prescrites au moyen de désignations conventionnelles par lesquelles elles sont connues dans l'hôpital.

10. — Rien de cet addenda ne concerne les médicaments et autres substances auxquels les règlements ne s'appliquent pas.

ADDENDA II

1. — Toutes les fournitures de drogue auxquelles s'appliquent les règlements doivent être obtenues par ou sur l'ordre manuscrit d'un médecin praticien attaché ou appartenant à l'hôpital qui certifie que la fourniture est nécessaire pour le traitement des malades de l'hôpital.

2. — Toutes les fournitures de drogue doivent être reçues par la Directrice-Surveillante ou Infirmière en chef de l'hôpital et doivent être conservées par elle dans un placard fermé dont seule elle a la clef. Elle doit faire inscrire sur le registre des drogues une mention indiquant toutes les fournitures reçues contenant les détails spécifiés dans l'addenda I (partie (a) des règlements). Une mention séparée doit être inscrite pour chacune de ces drogues.

3. — La Directrice ou l'Infirmière en chef de l'hôpital peut seule employer ou administrer les drogues sur les instructions des médecins-praticiens attachés ou appartenant à l'hôpital.

4. — Pour l'application de cet addenda à un hospice ou à un hôpital en Écosse, la *matron* signifiera : La Directrice des infirmières s'il y en a une, ou si non, signifiera la Directrice si elle est infirmière diplômée, et dans d'autres cas la doyenne des infirmières ou l'infirmière de garde.

5. — Les règlements devront être observés sauf en ce qui concerne ce qui a été modifié par les dispositions précédentes.

6. — Cet addenda ne s'applique qu'aux médicaments ou autres substances auxquelles les règlements s'appliquent.

Acte des Drogues Dangereuses de 1925

Cet acte modifie l'acte des Drogues Dangereuses de 1920 et de 1923 pour rendre effectives les décisions de la Convention signée à Genève par Sa Majesté le 19 février 1925.

7 Août 1925.

Attendu que, à la Conférence tenue à Genève, dans le but de compléter et de renforcer les décisions de la Convention Internationale de l'opium signée à La Haye le 23 janvier 1912 (appelée *La Convention de La Haye*) une convention dans ledit but (appelée *La Convention de Genève*) a été signée par Sa Majesté le 19 février 1925.

Et, attendu que par l'article 8 de la Convention de Genève, il a été décidé que, en conclusion des délibérations du Comité d'Hygiène de la Société des Nations, après avis du Comité permanent de l'Office international de l'Hygiène publique de Paris, toutes les préparations contenant une drogue narcotique indiquée dans le 3^e chapitre de la Convention ne peuvent donner naissance à l'habitude de la drogue en raison des médicaments avec lesquels lesdites drogues sont mélangées ; ce qui, en pratique empêche la récupération desdites drogues. Le Comité d'Hygiène devra communiquer cette déclaration au Conseil de la Société des Nations et ensuite ce Conseil communiquera la déclaration aux parties signataires de la Convention. Les dispositions de la Convention ne s'appliqueront donc pas aux préparations sus-visées.

Et attendu qu'il est stipulé par l'article 31 de la Convention de Genève qu'elle remplacera, avec les parties signataires, les chapitres 1, 3, 5 de la Convention de La Haye.

Et attendu que, par l'article 36 de la Convention de Genève, il est décidé que cette convention n'entrera pas en vigueur tant qu'elle ne sera pas ratifiée comme il a été prévu.

Et attendu qu'il y a lieu de modifier les actes des drogues dangereuses de 1920 et de 1923, autant qu'il est nécessaire pour rendre effectives les dispositions de la Convention de Genève.

Il a donc été décidé par Sa Très Excellente Majesté le Roi, avec le consentement et sur l'avis des Lords Spirituels et Temporels et des Communes assemblés dans le Parlement actuel et sous leur autorité, ce qui suit :

1. — (1) La première partie de l'acte des drogues dangereuses

de 1920, qui restreint l'importation et l'exportation et donne tous pouvoirs pour réglementer le commerce de l'opium brut, devra, telle qu'elle est modifiée par cet acte, s'appliquer aux feuilles de coca, chanvre indien, résines obtenues du chanvre indien, et toutes les préparations obtenues à partir de ces résines, de même qu'à l'opium brut.

(2) Dans cet acte :

L'expression *feuilles de coca* signifie des feuilles de toutes les plantes du genre des Erythroxylacées dont la cocaïne peut être extraite soit directement, soit après des manipulations chimiques.

L'expression *chanvre indien* signifie les inflorescences sèches à fleurs et à fruits de la plante femelle connue sous le nom de Cannabis Sativa et dont la résine n'a pas été extraite, quel que soit le nom donné à ces inflorescences.

2. — Les mots et sauf en emballages marqués de la façon prescrite avec l'indication de leur contenu dans le sous-paragraphe (1) du § 2 de l'acte des drogues dangereuses de 1920, qui restreint l'exportation de l'opium brut, sont dès lors supprimés.

3. — Ce qui suit sera substitué dans le sous-paragraphe (1) du § 8 de l'acte des drogues dangereuses de 1920, qui définit les drogues auxquelles la 3^e partie de cet acte s'applique :

(1) Les drogues auxquelles cette partie de l'acte s'applique sont les suivantes : morphine, cocaïne (y compris la cocaïne de synthèse) ecgonine, Diacétylmorphine (appelée couramment diammorphine ou héroïne) et leurs sels respectifs, opium officinal, tous les extraits et teintures de chanvre indien, toutes les préparations, mélanges, extraits ou autres substances contenant n'importe quelle proportion de diacétylmorphine ou ne contenant pas moins de 1/5 % de morphine ou 1/10 % de cocaïne et d'ecgonine.

Pour l'exécution des dispositions précédentes, l'expression *ecgonine* signifie *ecgonine lévogyre* et comprend tous les dérivés de l'ecgonine qui peuvent être obtenus industriellement, et le pourcentage dans le cas de la morphine doit être calculé comme s'il s'agissait de morphine anhydre.

4. — (1) Pour l'exécution des actes sur les drogues dangereuses de 1920 et 1923 et du présent acte, l'expression *opium officinal* signifie l'*opium brut* qui a subi des préparations en vue de l'adapter aux besoins médicaux suivant les exigences de la Pharmacopée Anglaise, qu'il soit sous forme de poudre ou de granulé, ou sous toute autre forme, qu'il soit ou non mélangé à des substances inertes.

(2) La définition de l'opium officinal dans le sous-paragraphe (1) du § 15 de l'acte des drogues dangereuses de 1920 est, dès lors abrogée.

5. — Si Sa Majesté juge bon en Conseil, de déclarer qu'une nouvelle préparation contenant l'une des drogues auxquelles la 3^e partie de l'acte des drogues dangereuses de 1920, modifié par cet acte, s'applique aux règlements de ladite convention, conformément à l'article 8 de la Convention de Genève communiquée par le Conseil de la Société des Nations, les dispositions de ladite 3^e partie ne s'appliqueront plus à la préparation désignée, à partir de la date qui sera indiquée dans la déclaration.

6. — Le sous-paragraphe (2) du § 6 de l'amendement de l'acte des drogues dangereuses de 1923 (qui définit l'expression *Loi correspondante*) aura plein effet comme si la référence aux dispositions de la Convention de La Haye comprenait une référence aux dispositions de la convention de Genève.

7. — (1) Cet acte pourra être désigné sous le nom d'*acte des drogues dangereuses de 1925* et l'acte des drogues dangereuses de 1920 et 1923 ainsi que le présent acte, pourront être intitulés ensemble : *Acte des drogues dangereuses de 1920 à 1925*.

(2) Cet acte ne s'appliquera pas à l'Irlande du Nord excepté en tant qu'il amende les actes des drogues dangereuses de 1920 et 1923, en ce qui concerne les questions pour lesquelles le Parlement de l'Irlande du Nord n'a pas le pouvoir de légiférer.

(3) Cet acte entrera en vigueur à la date que décidera Sa Majesté par *décision en Conseil* et différentes dates pourront être fixées pour les diverses dispositions de cet acte et suivant les régions.

Acte des Drogues Dangereuses de 1932

Cet acte modifie les actes des Drogues Dangereuses de 1920 à 1925, pour rendre effectives les décisions de la Convention signée à Genève par Sa Majesté, le 13 Juillet 1931. Il peut s'étendre aux drogues susceptibles d'être considérées comme Drogues Dangereuses.

24 Mars 1932.

Attendu que, à la Conférence tenue à Genève, dans le but de compléter et de renforcer les décisions de la Convention Internationale de l'opium signée à La Haye le 23 janvier 1912 (appelée Convention de La Haye) et de la Convention Internationale de l'opium signée à Genève le 19 février 1925 (1^{re} Convention de Genève), une Convention dans le but indiqué ci-dessus, fut signée par Sa Majesté le 13 juillet 1931 (2^e Convention de Genève). Et attendu que par l'article 2 de la 2^e Convention de Genève il est prévu que : a) au cas où le Comité d'Hygiène de la Société des Nations, après avoir consulté le Comité permanent de l'Office international d'Hygiène public de Paris, déciderait que tout produit obtenu à partir des alcaloïdes de l'opium à noyau phénanthrène ou des alcaloïdes des feuilles de coca, dérivés de l'ecgonine, n'étant pas employés pour l'usage médical ou scientifique le 13 juillet 1931, est susceptible d'être converti en une drogue capable de produire une toxicomanie, le Comité d'Hygiène fera part au secrétaire général de la Société des Nations de sa décision et, b) le dit secrétaire général communiquera sa décision aux membres de la Convention qui devront appliquer à ce produit les mesures de contrôle spécifiées par la Convention.

Et attendu que la 2^e Convention de Genève comporte certaines décisions ne pouvant entrer en vigueur dans le Royaume-Uni que si les actes des drogues dangereuses de 1920 à 1925 sont ainsi modifiés :

Et attendu que par l'article 30 de la 2^e Convention de Genève il est décidé que la Convention ne sera pas appliquée avant un délai de 19 jours après que le dit secrétaire général aura reçu la liste des modifications ou additions indiquées ici.

Et attendu que les actes des drogues dangereuses de 1920 à 1925 seront modifiés en tant que cela sera nécessaire pour l'application

de la 2^e Convention de Genève, il a donc été décidé par Sa Très Excellente Majesté le Roi, par et avec l'assentiment des Lords Spirituels et Temporels et des Communes, assemblés dans le Parlement actuel, et avec leur autorisation, ce qui suit :

1. — (1) Ce qui suit remplace le premier paragraphe de la 8^e partie de l'acte des drogues dangereuses de 1920 appelé *Acte principal*.

(1) Les drogues auxquelles cet acte s'applique sont :

a) Opium médicinal ;

b) Les extraits et teintures de chanvre indien ;

c) La morphine et ses sels, la diacétylmorphine (appelée aussi diamorphine ou héroïne), les autres éthers de la morphine et leurs sels ;

d) La cocaïne (y compris la cocaïne de synthèse), ecgonine et ses sels, les éthers de l'ecgonine et leurs sels ;

e) Toute solution ou dilution de morphine ou de cocaïne et de leurs sels dans une substance inerte liquide ou solide, contenant en toute proportion de la morphine ou de la cocaïne, et toute préparation, mélange, extrait ou autre substance (autres que solution ou dilution) contenant pas moins de 1/5 % de morphine ou 1/10 % de cocaïne ou ecgonine.

f) Toute préparation, mélange, extrait ou autre substance contenant en toute proportion de la diacétylmorphine ;

g) La dihydrocodéine, la dihydroxycodéine, la dihydromorphine, l'acétyldihydrocodéine, la dihydromorphine, les éthers, et sels de tous ces produits, la morphine N, oxyde (appelée couramment génomorphine), les dérivés de la morphine N, oxyde et tous les autres dérivés de la morphine où l'azote est pentavalent ;

h) La thébaïne et ses sels (sauf la méthylmorphine, appelée couramment codéine et éthylmorphine appelée couramment di-nine et leurs sels), la benzoylmorphine et les autres éthers de la morphine et leurs sels ;

i) Toute préparation, mélange, extrait ou autre substance contenant n'importe quelle proportion de l'une des substances inscrites au paragraphe (g) ou au paragraphe (h) de cette subdivision.

Dans ce qui précède, l'expression *ecgonine* signifie ecgonine gauche et comprend les dérivés de l'ecgonine dont l'extraction peut se faire industriellement. Le pourcentage dans le cas de la morphine doit être calculé en morphine anhydre.

(2) La subdivision (2) du § 8 de l'acte principal (qui donne le pouvoir à Sa Majesté de déclarer que cette 3^e partie de l'acte s'applique à de nouveaux dérivés) doit être modifiée en ajoutant après les mots *si employés à tort* les mots *ou peut être transformé en une substance qui peut ou pourrait vraisemblablement, si employée à tort...*

2. — (1) Dans le Royaume-Uni personne n'a le droit de vendre ou de fabriquer pour vendre n'importe quel produit obtenu à partir des alcaloïdes à noyau phénanthrène de l'opium ou à partir des alcaloïdes dérivés de l'ecgonine des feuilles de coca, employé pour usage médical et scientifique, le 13 juillet 1931.

Attendu que Sa Majesté est toujours renseignée sur la valeur

scientifique ou médicale de tel ou tel produit, Elle peut par ordre en Conseil indiquer si ce paragraphe cesse de s'appliquer au dit produit.

Quiconque est passible d'une contravention à ce paragraphe, est passible d'une amendé contre l'acte principal.

(2) Si Sa Majesté apprend que le secrétaire général de la Société des Nations a communiqué aux membres de la 2^e Convention de Genève une modification concernant tel ou tel produit ainsi qu'il est mentionné dans la subdivision (1) du paragraphe conformément à l'article 2 de la dite Convention. Elle peut, par ordre en Conseil, déclarer que les dispositions de la dite 3^e partie s'appliquent aux drogues mentionnées dans la subdivision (1) du 8^e paragraphe de l'acte principal ainsi modifié par cet acte, ou bien appliquer ladite 3^e partie à ce produit avec les modifications qui peuvent être spécifiées dans l'ordre.

(3) Sa Majesté peut par ordre en Conseil faire appliquer la 3^e partie de l'acte principal, avec les modifications qui peuvent être spécifiées dans l'ordre, à n'importe laquelle des drogues suivantes : méthylmorphine (appelée aussi codéine), éthylmorphine (appelée aussi dionine) et leurs sels.

3. — La subdivision (2) du § 6 de l'amendement de l'acte des drogues dangereuses et des poisons de 1923 (qui définit l'expression *loi correspondante*) reste en vigueur tant que la référence aux dispositions de la Convention de La Haye comprend la référence aux dispositions de la 1^{re} Convention de Genève et de la 2^e Convention de Genève.

4. — Un ordre ou une déclaration faite par Sa Majesté en Conseil conformément aux actes des drogues dangereuses de 1920 à 1932 peut être modifié et abrogé par un ordre ou une déclaration ultérieur ayant trait aux mêmes dispositions.

5. — (1) Les règlements sont désignés sous le nom de : Acte des drogues dangereuses de 1932. Les actes des drogues dangereuses de 1920 à 1925 et cet acte seront désignés sous le nom global de : Acte des drogues dangereuses de 1920 à 1932.

(2) Cet acte ne s'applique pas à l'Irlande du Nord sauf en tant qu'il modifie les actes des drogues dangereuses de 1920 à 1925 en ce qui concerne les questions sur lesquelles le Parlement de l'Irlande du Nord n'est pas autorisé à faire des lois.

(3) Cet acte entrera en vigueur le jour qui sera désigné par Sa Majesté par ordre en Conseil. Des dates différentes peuvent être données pour les différents articles de cet acte et pour les différents pays.

(4) Le 3^e et le 6^e paragraphes de l'acte des drogues dangereuses de 1925 sont abrogés par ces présentes.

Règlement des Drogues Dangereuses 1928

En exécution du § 7 de l'acte des drogues dangereuses de 1920, j'ai établi les règlements suivants :

1. — Nul ne pourra préparer ou s'occuper d'aucun procédé de préparation d'une drogue :

- a) S'il n'est dûment autorisé à le faire ;
- b) Si ce n'est dans des locaux autorisés ;
- c) Autrement qu'en conformité avec les termes et les conditions de son autorisation.

2. — Sauf l'exception stipulée plus loin, nul ne pourra, soit délivrer ou fournir, soit proposer de délivrer ou de fournir à quelqu'un (y compris lui-même) en Grande-Bretagne, ou ailleurs, soit mettre en vente une drogue ou préparation :

- a) S'il n'est dûment autorisé à le faire ;
- b) Autrement qu'en conformité avec les termes et conditions de son autorisation ;
- c) Si la drogue ou préparation ne doit pas être fournie ou délivrée à une personne du Royaume-Uni, sauf si cette personne est autorisée à être en possession de la drogue ou préparation autrement qu'en conformité avec les termes et conditions de l'autorisation de cette personne.

Toutefois pour l'application du paragraphe (c) de ces règlements, l'administration d'une drogue ou sa préparation par un médecin-praticien qualifié, ou sous sa surveillance directe, personnelle et en sa présence, ou bien par un dentiste enregistré dans le cas de traitement dentaire, ne sera pas considérée comme étant une fourniture de drogue ou préparation.

3. — (1) Nul ne pourra être en possession d'une drogue ou préparation s'il n'y est dûment autorisé.

(2) Pour l'application de ces règlements :

a) Toute personne à qui une drogue ou préparation est régulièrement remise sur une ordonnance légale délivrée par un médecin-praticien autorisé, un dentiste enregistré, ou à qui une drogue ou préparation est régulièrement remise par un médecin-praticien qualifié, ou un vétérinaire enregistré qui prépare ses propres médicaments, est considérée comme étant autorisée à être en possession de la drogue ou préparation ainsi délivrée.

Toutefois, si la drogue ou préparation est remise par un médecin praticien ou sur son ordonnance à une personne qui était à cette

époque en train de recevoir un traitement, soit habituellement, soit autrement, d'un autre médecin-praticien lui délivrant une drogue ou préparation lui-même, ou sur son ordonnance, cette personne ne sera pas considérée comme autorisée à être en possession, suivant ces règlements, de la drogue ou préparation délivrée par ou sur l'ordonnance du premier médecin-praticien, mentionné ci-dessus si elle n'a pas, avant que la fourniture du médicament lui ait été faite, révélé au second médecin-praticien, qu'elle était ainsi en traitement, et soignée par un autre médecin-praticien ou sur son ordonnance.

b) Une personne sera considérée comme étant en possession d'une drogue ou préparation si cette drogue ou préparation est détenue par elle-même ou par une autre personne soumise à un contrôle, soit pour le compte de celle-ci, soit pour son propre compte.

4. — (1) Si une drogue ou préparation doit être régulièrement délivrée à une personne (qui sera appelée dorénavant *le recevant*) autrement que par un médecin-praticien qualifié ou sur son ordonnance, la personne fournissant la drogue ou préparation (appelée dorénavant *le fournisseur*) ne devra pas la délivrer à quiconque déclarera venir de la part ou pour le compte du recevant à moins que cette personne-là :

a) Ne soit autorisée suivant ces règlements, à être en possession de cette drogue ou préparation ;

b) Ne produise au fournisseur un écrit signé par le recevant attestant qu'elle est autorisée par celui-ci à se faire délivrer la drogue ou préparation en question pour le compte dudit recevant. Dans ce cas le fournisseur devra s'assurer de l'authenticité du document.

(2) Une personne à qui une drogue ou préparation est légalement délivrée dans les circonstances indiquées au § 1 (b) de ces règlements, sera considérée comme autorisée à être en possession de cette drogue ou préparation, seulement durant le temps jugé nécessaire et suffisant, suivant le cas, pour effectuer la livraison au recevant.

5. — (1) Les personnes faisant partie des catégories suivantes, savoir :

a) Les médecins-praticiens qualifiés ;

b) Les dentistes enregistrés ;

c) Les médecins-vétérinaires enregistrés ;

d) Les pharmaciens employés ou engagés pour la préparation des médicaments dans un hôpital public ou autre institution publique ;

e) Les personnes qui sont à la tête d'un laboratoire de recherches ou d'études ou attachées à une institution approuvée conformément à ces règlements, par le secrétaire d'État ;

f) Les personnes dûment désignées par une autorité locale comme chimistes-analystes conformément aux actes de la vente des aliments et drogues de 1875 à 1907.

Sont autorisées dans la mesure où c'est nécessaire pour la pratique ou l'exercice de leurs professions respectives, à être en possession, ou à délivrer des drogues ou préparations.

Toutefois un dentiste ne sera pas autorisé à délivrer des drogues ou préparations autrement que par lui-même à des personnes soignées par lui.

(2) Dans ces règlements l'expression *institution* signifie université, Collège d'Université, hôpital public, ou autre institution analogue.

6. — (1) Les personnes tenant boutique ouverte pour la vente au détail des poisons sont autorisées :

a) A préparer dans l'officine, suivant le mode habituel des ventes au détail tout extrait ou teinture de chanvre indien, et toute préparation ;

b) Et conformément aux dispositions de ces règlements, à exercer dans l'officine le commerce de détail, préparation et mélange des drogues et préparations.

(2) Chaque drogue ou préparation, actuellement détenue par une personne autorisée en vertu de ce règlement doit être conservée dans un coffre fermé à clef qui ne pourra être ouvert que par cette personne elle-même ou par celui de ses assistants qui sera pharmacien.

7. — (1) Si une personne autorisée, au sens de ces règlements, est coupable d'une contravention à l'acte principal, ou d'une contravention aux décrets relatifs aux douanes en ce qui concerne l'exécution de l'acte principal, le secrétaire d'État pourra, s'il le juge utile, retirer l'autorisation de ladite personne par un avis inséré dans la *Gazette* :

a) Toutefois, dans le cas d'une personne autorisée en vertu du dernier règlement antérieur, le secrétaire d'État devra, avant de retirer l'autorisation, prendre l'avis du Conseil de la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne ;

b) Aucune disposition du présent règlement ne sera appliquée au préjudice de tout pouvoir conféré au secrétaire d'État pour retirer toute autorisation accordée par lui.

(2) Dans le cas où la personne dont l'autorisation est retirée en vertu du § 1 du présent règlement, serait un médecin-praticien dûment qualifié, un dentiste enregistré ou un médecin-vétérinaire enregistré, le secrétaire d'État pourra par un avis donné en due forme indiquer qu'il ne sera pas légal pour cette personne de délivrer des ordonnances conformément à ces règlements.

(3) Si le secrétaire d'État a des raisons de soupçonner qu'un médecin-praticien ou un dentiste délivre ou prescrit des drogues ou préparations, soit pour lui-même, soit pour toute autre personne autrement qu'il n'est strictement nécessaire pour les besoins de son traitement médical ou dentaire ou du traitement de cette autre personne, le secrétaire d'État peut soumettre l'affaire au Tribunal constitué conformément aux dispositions contenues dans le premier addenda de ces règlements et, si le Tribunal l'estime ainsi, le secrétaire d'État peut, par un avis inséré au *Journal officiel*, retirer au praticien ou dentiste, l'autorisation de délivrer, fournir ou être en possession de drogues et préparations et donner à son égard des instructions nécessaires telles qu'elles pourront être données d'après le § 2 de ce règlement.

8. — (1) Pour l'exécution de ces règlements une *ordonnance* signifie une ordonnance prescrivant la fourniture d'une drogue ou préparation et délivrée, soit par un médecin-praticien qualifié, pour les besoins d'un traitement médical, soit par un dentiste enregistré, pour les besoins de soins dentaires, ou par un médecin-vétérinaire, pour les besoins du traitement d'un animal.

(2) Une personne par qui une ordonnance est délivrée doit se conformer aux prescriptions suivantes :.

L'ordonnance doit :

a) Etre manuscrite et signée par la personne qui l'a délivrée de sa signature habituelle et datée par elle ;

b) Sauf en cas d'une ordonnance d'assurance sanitaire, indiquer l'adresse et la personne qui la délivre ;

c) Spécifier le nom et l'adresse de la personne à qui le traitement est donné, ou si c'est une ordonnance vétérinaire, de la personne à qui l'article prescrit doit être délivré ;

d) S'il s'agit d'une ordonnance délivrée par un dentiste, elle doit porter la mention *pour le traitement local dentaire uniquement*, ou si l'agit d'une ordonnance délivrée par un vétérinaire, la mention *pour le traitement des animaux seulement* ;

e) Si elle ordonne une préparation renfermant des médicaments qui sont tous inscrits dans le British Pharmacopœia, le British Pharmaceutical Codex, ou le *Drug Tariff* (Tarif des drogues) établi par le ministère de la Santé pour les assurances de la Santé publique spécifier la quantité totale de la préparation ou de chaque préparation suivant le cas, et dans tous les autres cas, la quantité totale de la drogue à délivrer.

9. — (1) Nul ne peut délivrer une drogue ou préparation d'après une ordonnance :

a) Si l'ordonnance n'est pas conforme aux prescriptions des règlements relatifs aux ordonnances ;

b) Si dans le cas des ordonnances de la Santé publique, il y a des raisons de supposer que l'ordonnance n'est pas authentique ; ou dans le cas de toute autre ordonnance :

(I) Si la signature de la personne par qui elle a été délivrée n'est pas connue et s'il y a une raison de supposer qu'elle n'est pas authentique ;

(II) Ou s'il n'a pas été pris suffisamment de renseignements pour s'assurer de son authenticité.

(2) Si une ordonnance déclare expressément qu'en un ou plusieurs laps de temps elle peut être exécutée 2 ou 3 fois, la drogue ou préparation prescrite, pourra, suivant le cas, être fournie une 2^e et une 3^e fois après le ou les intervalles de temps spécifiés comme il est dit plus haut, une nouvelle ordonnance, en application de ces règlements, ne sera pas nécessaire pour permettre que la fourniture de la drogue ou préparation soit renouvelée.

(3) La personne exécutant une ordonnance doit, au moment de la préparation, inscrire dessus la date à laquelle elle a été exécutée et dans le cas d'une ordonnance qui peut être exécutée 2 ou 3 fois, les dates auxquelles elle a été préparée la 2^e et la 3^e fois, et elle devra, sauf si c'est une ordonnance pour l'assurance de la Santé

publique, la retenir et la conserver dans l'officine où elle a été exécutée pour être montrée à toute inspection.

10. — (1) Conformément aux dispositions de ces règlements, nul ne pourra :

a) Délivrer une drogue, à moins que l'emballage ou la bouteille qui la contient ne porte clairement l'indication de la quantité totale de la drogue qui y est contenue ;

b) Délivrer une préparation, à moins que sur l'emballage ou la bouteille dans lequel elle est contenue ne soit indiqué clairement :

(I) Dans le cas d'une poudre, solution ou onguent, la quantité totale du produit contenu dans l'emballage, ou dans la bouteille, et le pourcentage de la drogue contenue dans la poudre, solution ou onguent ;

(II) Dans le cas de tablettes ou autres articles analogues, la quantité de drogue dans chaque article, et le nombre d'articles contenus dans l'emballage ou la bouteille.

(2) Ce règlement ne s'appliquera pas dans le cas où la préparation est légalement délivrée, conformément à ces règlements, par un médecin-praticien dûment qualifié ou sur son ordonnance.

11. — (1) Toute personne autorisée à délivrer des drogues ou préparations, doit se conformer aux conditions suivantes :

(a) Elle devra, conformément aux prescriptions de ce règlement, tenir un registre et y inscrire dans les formes prévues par la 1^{re} et 2^e partie du 2^e addenda de ces règlements des détails exacts relatifs à la quantité de drogue ou de préparation obtenue par elle et à chaque quantité de drogue ou de préparation fournie par elle à des personnes habitant soit en Grande-Bretagne, soit à l'étranger ;

(b) Un registre spécial ou une partie séparée d'un registre, sera respectivement réservé pour chacune des classes de drogues ou préparations suivantes :

(I) Cocaïne, ecgonine et préparations contenant cocaïne et ecgonine ;

(II) Morphine et préparations contenant de la morphine ;

(III) Diacétylmorphine et préparations contenant de la diacétylmorphine ;

(IV) Opium médicinal ;

(V) Extrait ou teinture de chanvre indien ;

(VI) Dihydroxycodéinone et préparations contenant de la dihydroxycodéinone ;

(VII) Dihydrocodéinone et préparations contenant de la dihydrocodéinone.

(c) L'inscription exigée devra être faite le jour où la drogue ou préparation est reçue, ou le jour où la transaction relative à la fourniture est faite ; si cela n'est pas possible, le jour suivant ;

(d) Un registre spécial devra être tenu pour chaque local dans lequel la personne autorisée exerce sa profession et avec l'approbation du secrétaire d'État, une personne autorisée pourra, si elle le juge nécessaire, tenir un registre séparé pour chaque division du commerce qu'elle exerce ;

(e) Aucune rature, surcharge ou modification ne devra être faite sur les inscriptions du registre, et toute correction d'une inscription devra être faite par une note en marge ou une note au bas de la page indiquant la date à laquelle la correction a été faite ;

(f) La personne autorisée devra, sur la demande, ou sur un ordre écrit du secrétaire d'État ou de toute personne compétente en cette matière, lui fournir les renseignements qu'il pourra exiger relativement à l'obtention ou à la délivrance par une personne autorisée, de toute drogue ou préparation ou concernant tous les stocks de drogues et préparations en possession de la personne autorisée ;

(g) Le registre pourra être employé pour les inscriptions qui doivent être faites d'après le § 17 de l'acte de pharmacie de 1868 ; mais comme il est dit plus haut, ne devra pas être employé dans un but autre que celui de ces règlements.

(2) En tant que ces règlements exigent qu'une personne inscrive sur le registre les détails relatifs aux drogues ou préparations délivrées par elle, ils ne s'appliquent pas à :

a) Un médecin praticien dûment qualifié qui inscrit sur un livre-journal les détails relatifs à chaque drogue ou préparation délivrée par lui avec le nom et l'adresse de la personne qui a délivré le produit, la date de la fourniture, et inscrit sur un registre spécial tenu en exécution du règlement, une référence appropriée à chaque inscription sur le livre-journal, qui a trait à la fourniture de la drogue et préparation ou :

b) Une personne tenant boutique ouverte pour la vente au détail des poisons, qui inscrit sur un registre spécial, tenu en exécution du règlement, une référence appropriée à chaque inscription sur un registre, prévu par l'acte de pharmacie, concernant la fourniture de toute drogue et préparation.

(3) Les références sur le registre spécial devront être inscrites suivant l'ordre chronologique et le registre devra être divisé en parties correspondant chacune à une des différentes classes de drogues ou préparations indiquées dans le § 1 de ce règlement ; ce registre ne devra pas être employé dans un autre but que celui indiqué au § 2 de ces règlements.

(4) L'inscription sur le livre-journal ou sur le registre spécial doit être faite, en ce qui concerne seulement l'application de ce paragraphe du règlement, le jour où une inscription a été faite sur le registre et le sous-paragraphe (e) du § 1 de ce règlement s'appliquera à chacune de ces inscriptions.

(5) Chaque registre, chaque livre spécial, tenu selon les dispositions du § 2, chaque livre-journal sur lequel est consignée toute inscription relative à la fourniture d'une drogue ou préparation et chaque registre, selon l'acte de pharmacie, contenant une indication à laquelle il est référé dans le livre spécial, devra être conservé dans les locaux desquels dépend le registre ou le livre, ou bien là où l'ordonnance a été délivrée, suivant le cas, de telle sorte qu'il puisse être soumis à tout moment, à une inspection.

(6) Chaque inscription exigée par ce règlement et toute correction d'une telle inscription devra être faite à l'encre, c'est-à-dire de façon qu'elle soit ineffaçable.

(7) Pour l'exécution de ce règlement :

(I) Une drogue ou préparation administrée par ou sous la surveillance directe, et en présence d'un médecin-praticien, dûment qualifié ou un dentiste enregistré, ne sera pas considérée comme ayant été fournie par lui ;

(II) Une référence appropriée signifie une référence qui est inscrite sur le registre spécial à la même date que celle de l'inscription sur le livre-journal ou sur le registre de l'acte de pharmacie : en d'autres termes telle qu'elle rende l'inscription facilement identifiable.

12. — (1) Si des drogues ou des préparations qui sont autorisées par la loi d'un pays étranger à être exportées de ce pays à destination d'un autre pays étranger sont apportées dans le Royaume-Uni, personne ne pourra, sans l'autorisation du secrétaire d'État, détourner ou essayer de détourner ces dites drogues ou préparations de leur propre destination.

(2) Pour l'exécution des prescriptions de ce règlement la destination vers laquelle chaque drogue et préparation est autorisée à être exportée, sera considérée comme étant la destination fixée par l'autorisation délivrée par le pays d'exportation.

13. — (1) Le capitaine d'un bateau qui n'a pas à bord, comme faisant partie de son équipage, un médecin-praticien dûment qualifié, est autorisé par conséquent :

a) Autant qu'il est nécessaire en vue de se conformer aux actes relatifs à la Marine marchande, d'être en possession de drogues et préparations ;

b) Et conformément aux conditions imposées par le secrétaire d'État et toutes instructions données par le ministère du Commerce à délivrer des drogues et préparations aux membres de l'équipage.

(2) Quand une drogue ou préparation est délivrée à un membre de l'équipage du bateau, l'inscription sur le livre de bord (conformément au § 5 de l'article 240 de l'acte de la Marine marchande de 1894) du traitement médical adopté, constituera, nonobstant ce qui a été dicté par ce règlement, une preuve suffisante de la fourniture, si cette inscription indique la drogue ou préparation fournie.

(3) Le capitaine d'un bateau étranger qui est dans un port de Grande-Bretagne est autorisé à acheter et à posséder la quantité de drogue ou préparation certifiée nécessaire par le médecin officier de Santé du port où est le bateau, ou en son absence par le médecin officier de Santé assistant, pour l'approvisionnement du bateau jusqu'à son retour à son port d'attache. Une personne qui délivre une drogue ou préparation au vu d'un certificat, donné suivant le paragraphe de ce règlement, devra garder ce certificat et l'annoter à la date à laquelle la drogue ou préparation a été délivrée et le conserver chez lui pour pouvoir le présenter à toute inspection.

14. — Tous les registres, archives, livres, ordonnances et autres documents qui sont délivrés, fournis et établis conformément aux conditions requises en vue de l'exécution de ces règlements doivent être conservés : dans le cas d'un registre, ou autres livres de ce genre pendant une période de *deux ans* à partir de la date à laquelle la dernière inscription a été faite, et dans le cas des autres documents, pendant une période de deux ans à partir de la date à laquelle il a été établi ou délivré.

15. — Le secrétaire d'État peut, subordonné à telles conditions qu'il a le droit de prescrire, exempter tous hôpitaux et autres institutions publiques des prescriptions de ces règlements.

16. — Aucune de ces prescriptions ne s'appliquera aux préparations mentionnées dans le 3^e addenda de ces règlements, ni aux drogues et préparations qui ont été dénaturées d'une façon approuvée par le secrétaire d'État.

17. — (1) Dans ces règlements à moins que le contexte n'exige qu'il en soit autrement, les expressions suivantes ont respectivement les significations :

Autorisation signifie :

a) Toute licence octroyée par le secrétaire d'État en exécution du § 12 de l'acte principal ;

b) Toute autorisation octroyée par le secrétaire d'État en exécution de ce paragraphe ;

c) Toute autorisation générale conférée par ces règlements.

Et l'expression *autorisé* doit être interprétée dans le même sens.

Droque signifie toute drogue à laquelle la 3^e partie de l'acte principal s'applique, autre que :

Benzoylmorphine et toute préparation, mélange, extrait ou autres substances contenant de la Benzoylmorphine.

Gazette signifie *Journal officiel* de Londres et le *Journal officiel* d'Edimburgh.

Ordonnances pour les Assurances de santé signifie une ordonnance à l'Assurance de la Santé nationale et donnée dans les formes stipulées par le Comité d'Assurance.

Tenir boutique ouverte pour la vente au détail de poisons signifie tenir légalement boutique ouverte pour la vente au détail de poisons conformément aux dispositions de l'acte de pharmacie de 1868, modifié par les décrets postérieurs.

Pharmacist signifie : pharmaceutical chemist ou chemist et druggist légalement enregistré.

Le livre d'acte de pharmacie signifie l'un quelconque des registres prévus par l'article 17 de l'acte de pharmacie de 1868.

Préparation signifie toute préparation, mélange, extrait ou autres substances contenant une telle proportion d'une drogue (autres que la Benzoylmorphine) suffisante pour constituer une préparation, un mélange ou un extrait rentrant dans la 2^e partie de l'acte principal.

L'acte principal signifie l'acte des drogues dangereuses de 1920, et les références à cet acte doivent être interprétées comme des références à l'acte modifiées par les décrets postérieurs et étendues par les *décisions en Conseil* suivant le § 2 de l'article 8 de cet acte.

(2) Pour l'application de ces règlements, mais étant subordonnée dans chaque cas, aux limitations affectant son autorisation :

a) Une personne autorisée à préparer une drogue sera considérée comme étant autorisée à fournir cette drogue ;

b) Une personne autorisée à délivrer une drogue ou préparation sera considérée comme étant autorisée à être en possession de la drogue, à la fournir, à offrir de la fournir ou de la procurer, et à faire de la réclame pour la vente de cette drogue ou préparation.

(3) L'acte d'interprétation de 1889, s'applique à ces règlements comme à un acte du Parlement.

18. — (1) Ces règlements pourront être désignés sous le nom de *règlements de l'acte des drogues dangereuses de 1928* (consolidation).

(2) Ces règlements doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1929.

(3) Les règlements énumérés dans l'addenda 4 du présent règlement sont dès lors abrogés.

Toutefois cette abrogation n'affectera pas tout ordre, toute directive ou autorisation donnés. Chacun de ces ordres, directives et autorisations, continue à être donné conformément à ces règlements, ils devront avoir leur plein effet comme s'ils étaient cités dans le présent règlement.

W. JOHNSON-MICKS,

*Un des principaux secrétaires d'Etat
de Sa Majesté.*

Ministère de l'Intérieur, Whitehall
14 décembre 1928

ADDENDA

PREMIER ADDENDA

Constitution du Tribunal des Référés pour l'exécution de l'article 7 (3).

1. — Des Tribunaux spéciaux seront constitués pour s'occuper respectivement des causes relatives aux personnes exerçant en Angleterre et en Écosse.

2. — Le Tribunal sera constitué, dans le cas d'un médecin-praticien, de trois médecins-praticiens dûment qualifiés ; dans le cas d'un dentiste, de trois dentistes enregistrés. Chaque Tribunal dans ces deux cas ayant un assesseur légal.

3. — Les membres du Tribunal et l'assesseur légal seront nommés par le secrétaire d'État.

4. — Dans le cas d'un médecin-praticien, un des membres du Tribunal sera nommé sur la désignation du Conseil médical général, un autre sur la désignation de l'Association médicale anglaise, et le troisième sur la désignation, dans le cas du Tribunal pour l'Angleterre, du Royal College of Physicians de Londres (Collège Royal des Médecins de Londres), et, dans le cas du Tribunal pour l'Écosse, du Royal College of Physicians d'Edimburgh (Collège Royal des Médecins d'Edimburgh).

5. — Dans le cas d'un dentiste, un des membres du Tribunal sera désigné par le Dental Board du Royaume-Uni, un autre par le Conseil médical général, et le troisième par l'Association du British Dental, ou si, le dentiste est enregistré conformément aux dispositions du § 3 de l'acte de dentiste de 1921, ou du § 1 de l'acte de dentiste de 1923, par la Société des Dental Incorporated.

DEUXIÈME ADDENDA

Disposition des Registres

1^{re} Partie

Inscriptions à faire dans le cas de Drogues ou de préparations reçues.

(La classe des Drogues et préparations auxquelles les inscriptions s'appliquent doit être indiquée en tête de chaque page du registre).

Date de la Réception	Nom	Adresse	Quantité reçue	Forme sous laquelle elle a été reçue
	de la personne de qui elle a été reçue			

2^e Partie

Inscription à faire dans le cas des Drogues ou préparations délivrées (la classe des Drogues et préparations auxquelles s'appliquent ces inscriptions doit être indiquée en tête de chaque page du registre).

DATE de l'opé- ration	Nom	Adresse	Autorisation de la personne à qui l'article a été délivré pour en être en possession	Quantité délivrée	Forme	En cas de
	de la personne à qui elle a été délivrée		dans laquelle elle a été délivrée		délivrance sur une ordonnance composants de l'ordonnance	

TROISIÈME ADDENDA

Préparations exemptées des Règlements

Cereoli Iodoformi et Morphinæ B. P. C. (British Pharmaceutical Codex).
Emp. Opii B. P. (British Pharmacopœia) 1898.
Lin. Opii B. P.
Lin. Opii Ammon. B. P. C.
Pasta Arsenicalis B. P. C.
Pil. Hydrag. C. Opio B. P. C.
Pil. Ipecæ C. Scilla B. P.
Pil. Plumbi C. Opio B. P.
Pil. Digitalis et Opii B. P. C.
Pulv. Cretæ Aromat. C. Opio B. P.
Pulv. Ipecæ. Co B. P. (Poudre Dover).
Pulv. Kino CO B. P.
Suppos. Plumbi Co. B. P.
Tablettæ Plumbi c. Opio B. P. C.
Ung. Gallæ C. Opio B. P.
Ung. Gallæ Co. B. P. C.

QUATRIÈME ADDENDA

Règlements abrogés

Les règlements des drogues dangereuses	1921-1922-1923,
—	(n° 3) 1923,
—	1924-1926-1928 sont

abrogés par le présent règlement.

**Comparaison entre la réglementation
des substances Dangereuses ou Stupéfiants
en Angleterre et en France**

En France, les substances classées dans le tableau B, sont réglementées par le décret du 20 Mars 1930 qui a remplacé le décret du 14 Septembre 1916. Ce décret du 20 Mars 1930 a été rédigé conformément aux décisions prises à la Conférence de Genève le 19 Février 1925. Les règlements correspondants ont été édictés le 7 Août 1925 et le 14 Décembre 1928 en Angleterre.

Il est intéressant de signaler tout particulièrement le renouvellement des ordonnances prescrivant des substances du tableau B ou Stupéfiants.

Dans le règlement du 14 Décembre 1928, concernant la vente des stupéfiants sur ordonnance en Angleterre, il est dit que :

« Si une ordonnance déclare expressément qu'en un ou plusieurs laps de temps elle peut être exécutée deux ou trois fois, la drogue ou préparation prescrite pourra, suivant le cas, être fournie une deuxième et une troi-

sième fois, après l'intervalle de temps ou les intervalles spécifiés.

« D'autre part, il est dit dans le décret du 7 Août 1925 que cet acte s'applique à la morphine, la cocaïne (y compris la cocaïne de synthèse), l'ecgonine, diacetylmorphine et leurs sels, Opium officinal, tous extraits et teintures de chanvre Indien et préparations, mélanges, extraits ou autres substances contenant n'importe quelle proportion de diacetylmorphine ou ne contenant pas moins de 1/5 % *de morphine* ou 1/10 % de cocaïne ou ecgonine ».

Les décrets français du 20 Mars 1930, article 38, interdisent aux pharmaciens de renouveler aucune ordonnance prescrivant des substances du tableau B, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées ; la même interdiction s'applique aux ordonnances prescrivant des poudres composées à base de *cocaïne* ou de ses sels, et renfermant ces substances dans une proportion supérieure à 1 pour 1 000 ainsi qu'aux ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et contenant des substances du tableau B, à une dose les faisant tomber sous le paragraphe 2 dudit tableau (paragraphe 2 = toutes préparations figurant ou non dans la pharmacopée et contenant :

de la Diacétylmorphine quelle que soit la proportion ;
de la Cocaïne en proportion dépassant 1 pour 1.000 ;
de la morphine ou une benzoylmorphine ou de la

dihydrocodéinone ou de la dihydroxycodéinone en proportion dépassant 2 pour 1.000.)

Par dérogation à cette dernière disposition, peuvent être renouvelées les ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et ne contenant pas plus de 250 milligrammes d'opium officinal ni plus de 25 milligrammes de morphine, de benzoylmorphine, d'hydrocodéinone, de dihydroxycodéinone, de cocaïne, ainsi que les ordonnances prescrivant le laudanum à une dose n'excédant pas 5 grammes.

L'interdiction de renouveler les ordonnances est donc plus formelle en France qu'en Angleterre, puisqu'en Angleterre, si le médecin déclare expressément que l'ordonnance doit être renouvelée même si les doses de morphine dépassent 1/5 % et pour la Cocaïne et l'écgonine 1/10 % et si l'ordonnance est jugée écrite en due forme, le pharmacien doit délivrer la préparation.

Les registres sur lesquels sont transcrites les ventes des stupéfiants doivent être conservés deux ans en Angleterre et dix ans en France.

En ce qui concerne l'étiquetage des Drogues Dangereuses, les mêmes remarques notées au sujet des Poisons du Tableau I, sont à faire : L'étiquette devra porter le mot « Poison », le nom du poison et la quantité totale du poison contenue dans la préparation ou le pourcentage. Il n'est pas spécifié que l'étiquette doive être de couleur quelconque, par exemple : rouge orangé, comme en France.

Projet d'une nouvelle réglementation des Toxiques

Le Ministère de l'Intérieur a publié, à la date de Juillet 1934, la liste provisoire et les règlements des Poisons, tels qu'ils ont été révisés par le Comité des toxiques pour sauvegarder les droits des intéressés. Cette liste n'est pas encore en vigueur.

Nous pouvons remarquer dans cette liste que les anciennes parties 1 et 2 sont supprimées et les subdivisions 1 et 2 de la nouvelle liste ayant la même appellation ont un caractère nettement différent

Les poisons sont partagés en :

1) Articles qui ne peuvent être vendus au détail que par des vendeurs autorisés à vendre des poisons.

2) Articles ne pouvant être vendus au détail que par des vendeurs autorisés pour la vente des poisons et par des vendeurs de poisons enregistrés. (On appelle vendeur enregistré tout vendeur dont le nom est marqué sur la liste de l'autorité communale). Quand ils sont vendus par un vendeur enregistré, ces articles doivent être emballés dans des récipients fermés et scellés tels qu'ils ont été expédiés par le fabricant.

Cette nouvelle liste est très complexe. Il faut un travail long et assidu pour la comprendre.

Un premier point à considérer est la règle suivante : « une référence à une substance signifie une référence à cette substance, qu'elle soit contenue dans une préparation, solution mélange ou bien qu'elle soit employée à l'état naturel ».

Par exemple, il n'est pas au premier abord évident que les feuilles de datura font partie de la liste des toxiques, mais elles y sont incluses parce qu'elles contiennent de l'hyoscyamine ; la glande thyroïde n'est pas nominalelement indiquée sur la liste, mais ses principes actifs y sont et par suite la glande devient un poison. (Quand une substance ne doit pas être considérée comme toxique dans une forme particulière, elle est marquée d'un astérisque).

Un autre réel danger est celui de l'étiquetage de quelques médicaments considérés comme toxiques à dose forte et inscrits sur la liste, mais employés souvent pour usage médical sans inconvénient. Ils sont vendus sous le nom de « Poisons » sans indication complémentaire, ce qui affaiblira la valeur réelle du mot « Poison ».

Certaines substances ont été ajoutées à la liste.

La coloration de certains produits toxiques est adoptée.

La fabrication des préparations pharmaceutiques contenant des toxiques pour l'usage interne doit être faite sous la surveillance d'un pharmacien enregistré ou d'un

agréé de l'Assistance de l'Institut de Chimie. Le Secrétaire d'Etat peut étendre la liste.

Enfin, toutes ces modifications ne sont encore qu'à l'état de projet. La classification des toxiques, d'après cette liste, est tout à fait différente de celle qui est admise en France.

CHAPITRE V

RÉGLEMENTATION CONCERNANT LA VENTE DE L'ARSENIC

1° L'arsenic ne peut être vendu à des personnes inconnues du vendeur, sauf si l'acheteur est accompagné d'un témoin connu du vendeur et de l'acheteur.

2° L'acheteur doit être âgé de 21 ans au moins.

3° L'arsenic ne peut être vendu que s'il a été au préalable *coloré* avec de la suie ou de l'indigo dans la proportion de une once (soit 35 gr) de suie ou 1/2 once (soit 17 gr.) d'indigo pour 500 gr. d'Arsenic, sauf si l'arsenic est demandé pour tout usage autre que l'Agriculture où il ne pourrait être employé coloré ; dans ce cas il ne peut être vendu par quantités inférieures à 10 livres à la fois.

4° Un registre spécial doit porter mention de :

a) la quantité d'arsenic vendu.

b) l'emploi auquel l'Arsenic est réservé.

c) la date.

d) les nom, adresse et profession de l'acheteur.

L'entrée sur le registre doit être signée par *l'acheteur et le vendeur*. Si l'acheteur ne peut écrire, le vendeur doit mentionner : « Ne sait pas écrire », dans l'espace réservé à la signature du client ; quand la vente est faite en présence d'un témoin, le témoin doit signer.

5° Si la vente est illégale, l'amende encourue est de 20 Livres.

Ceci ne s'applique qu'à la vente de l'Arsenic pour l'agriculture et l'horticulture, mais ne s'applique pas à la vente de l'Arsenic sur ordonnances ni à la vente en gros à des détaillants

On doit entendre par le mot « Arsenic » l'anhydride arsénieux, les arsénites et les arséniates et toutes les préparations incolores d'Arsenic.

Registre pour la vente de l'Arsenic

En pratique, le registre des toxiques sert également à la vente de l'Arsenic, on doit y ajouter :

a) la signature du vendeur.

b) les noms, prénoms ou surnoms de l'acheteur et sa profession.

c) l'adresse du témoin s'il y a lieu.

Cette réglementation de la vente de l'Arsenic date de 1851.

Texte de l'Acte d'Arsenic de 1851

Acte pour la réglementation de la vente de l'Arsenic

1. — Toute personne qui vend de l'arsenic, doit avant de délivrer l'arsenic à l'acheteur, rédiger régulièrement et clairement sur un registre réservé à cet usage, comme cet acte l'exige, ou ce qui revient au même faire rédiger un compte rendu de la vente, avec la quantité d'arsenic vendu, ainsi que le but dans lequel cet arsenic est demandé, le jour, le mois, l'année de la vente, avec le nom, résidence et profession ou emploi de l'acheteur. En toute circonstance, la personne vendant l'arsenic est autorisée et priée de poser ces questions à l'acheteur avant de donner audit acheteur l'arsenic vendu. Les comptes rendus doivent toujours être signés par le vendeur et aussi par l'acheteur à moins que l'acheteur ne sache pas écrire (auquel cas la personne rédigeant le compte rendu exigé doit écrire en regard des renseignements concernant cette vente *ne sait pas écrire*) et si un témoin est requis pour la vente, le dit témoin doit aussi signer et donner son adresse.

2. — Nul ne peut vendre de l'arsenic à une personne qu'il ne connaît pas, sauf si la vente est faite devant un témoin connu du vendeur et qui connaît l'acheteur : le témoin signera et donnera son adresse, avant que l'arsenic ne soit délivré à l'acheteur. Nul ne peut vendre de l'arsenic à quiconque n'est pas majeur.

3. — Nul ne peut vendre de l'arsenic si celui-ci n'est préalablement mélangé de suie ou d'indigo dans la proportion d'une once de suie ou d'une demi-once d'indigo au moins par litre d'arsenic (une once = 35 grammes) cette proportion étant maintenue pour une plus ou moins grande quantité. Toutefois dans le cas où l'arsenic est vendu dans un but autre que l'emploi en agriculture, et pour un usage auquel il serait impropre mélangé à la suie à ou l'indigo, d'après l'acheteur, l'arsenic pourra être délivré non coloré mais par quantité non inférieure à 10 livres à la fois.

4. — Si une personne autre que celles autorisées par cet acte, vend de l'arsenic, ou si la vente d'arsenic est effectuée sans l'inscription exigée, ou sans que l'inscription ait été signée comme il est dit dans l'acte, ou si l'acheteur a donné des indications fausses concernant les renseignements que le vendeur est autorisé à demander audit acheteur, ou si un témoin signe comme il est dit plus haut, sans connaître l'acheteur ; dans tous ces cas la personne

qui a commis le délit est passible de poursuites sommaires devant deux justices de paix en Angleterre et en Irlande, ou devant deux justices de paix ou le Shériff en Écosse, pouvant entraîner la condamnation à une amende ne dépassant pas 20 Livres.

5. — Cet acte ne s'applique pas à la vente d'arsenic quand il fait partie d'un mélange devant être préparé ou fait d'après l'ordonnance d'un médecin légalement autorisé, ou par un membre du corps médical ou pour la vente d'arsenic en gros à des détaillants sur ordre écrit d'après le procédé habituel des ventes en gros.

6. — Dans cet acte le mot *arsenic* comprend : l'acide arsénieux et les arsénites, l'acide arsénique et les arséniates et tous les composés incolores d'arsenic.

ADDENDA

Jour de la vente	Nom et prénom de l'acheteur	Adresse de l'acheteur		Profession ou emploi	Quantité d'arsenic vendu	But dans lequel il est demandé
1 ^{er} Sept. 1851	John Thomas	Heudon	Elm farm	Cultivateur	5 livres	Pour détruire les mauvaises herbes

Signature de l'acheteur,

John THOMAS.

Témoin,

James STONE.

Signature du vendeur,

George WOOD.

ou si l'acheteur ne sait pas écrire, le vendeur doit mettre « Ne sait pas écrire ».

Grove Farm, Heudon

CHAPITRE VI

COMPARAISON DES LOIS ET DÉCRETS RÉGISSANT LA VENTE DE L'ARSENIC POUR L'AGRICULTURE en FRANCE et en ANGLETERRE

Tandis que les règlements de 1851 régissent la vente de l'Arsenic en Angleterre, ce n'est qu'en 1916, par l'arrêté du 15 Septembre, que cette vente fut réglementée en France.

Cet arrêté s'applique à la vente de toutes les substances du Tableau A destinées au Commerce, à l'Industrie et à l'Agriculture.

Il y est stipulé qu'aucune vente ne doit être consentie au profit d'une personne âgée de moins de 18 ans. En Angleterre, la limite d'âge est 21 ans.

L'arrêté du 15 Septembre 1916 spécifie que les substances du tableau A, destinées à la destruction des parasites nuisibles à l'Agriculture, ne peuvent être délivrées en nature. Elles doivent être mélangées à des matières

odorantes et colorantes suivant les formules établies par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

Nous voyons qu'en Angleterre les mêmes précautions sont prises pour la vente de l'Arsenic qui doit être additionné de suie ou d'indigo. La proportion indiquée dans l'acte de 1851 est d'une once de suie ou une demi-once d'indigo par livre d'Arsenic : c'est-à-dire environ trente-cinq grammes de suie ou 17 grammes d'indigo pour moins de 500 grammes d'Arsenic. En France, les produits contenant de l'Arsenic, du plomb et du mercure destinés à la destruction des sauterelles, des rongeurs, des taupes ou des bêtes fauves, doivent être mélangés à 10 fois au moins leur poids de substances inertes et insolubles, puis additionnés d'une matière colorante intense, noire, verte ou bleue.

En Angleterre comme en France, les ventes d'Arsenic pour l'Agriculture doivent être inscrites sur un registre spécial. En France, ce registre doit être conservé pendant 10 ans, pour être présenté à toute réquisition de l'autorité compétente. En Angleterre il doit être conservé deux ans seulement.

Par la circulaire du 11 Janvier 1917 :

« Il est interdit de détenir en vue de la vente, de vendre, de livrer, d'expédier ou de faire circuler ces substances (substances du tableau A destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture), autrement que renfermées dans des enveloppes ou récipients portant inscrit le nom desdites substances, tel qu'il figure au tableau.

Cette inscription doit être faite en caractères noirs très apparents sur une étiquette rouge orangé, fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée. L'inscription doit être accompagnée de la mention « Poison » sur une bande de même couleur faisant le tour de l'enveloppe ou du récipient ».

Dans l'acte de 1851 en Angleterre, il n'est pas question de l'étiquetage. L'acte de 1908, relatif à la vente des toxiques employés en agriculture et en horticulture, stipule que l'étiquette doit porter le mot « Poison », le nom de la substance, le nom et l'adresse du vendeur, l'usage auquel la substance est destinée.

Si la substance est liquide les bouteilles doivent être reconnaissables au toucher, mais aucune couleur n'est imposée pour l'étiquette, comme le rouge orangé l'est en France (acte des poisons du 21 décembre 1908).

CONCLUSION

Dans cette deuxième partie nous avons vu les lois concernant les toxiques, lois essentielles pour le pharmacien puisque sa raison d'être est la vente des Poisons. C'est donc la partie la plus importante. Ces questions sont primordiales.

Nous ne rentrerons pas dans le détail des lois réglementant les toxiques. Bien des lois ont été faites depuis l'acte de 1868, chaque loi a apporté des changements ; les lois en vigueur actuellement seront peut-être bientôt modifiées ainsi que nous l'avons dit dans notre chapitre sur la nouvelle réglementation des toxiques. Cette question évolue sans cesse et l'étude de nouveaux médicaments toxiques en modifie fréquemment la liste.

Quelles conclusions peut-on tirer de cette étude ?

Les toxiques en Angleterre sont également divisés en différentes parties dont la réglementation est plus ou moins stricte. Un fait peut nous surprendre : les dérivés de l'acide barbiturique sont classés dans le tableau I, c'est-à-dire dans la même partie que l'opium, l'ergot de seigle, etc... Rien de semblable en France ; nous ne sommes pas obligés de garder les ordonnances prescrivant

des barbituriques, l'acide diéthylbarbiturique qui figure au supplément du Codex de 1920, n'est même pas inscrit sur la liste des « toxiques » de notre pharmacopée. Une autre question que nous avons envisagée dans cette partie est celle de l'étiquetage et de la forme des récipients destinés à contenir des toxiques. La différence essentielle est dans la forme même des flacons et non dans la couleur de l'étiquette.

Le pharmacien est obligé de garder les ordonnances sur lesquelles des substances toxiques sont prescrites et d'inscrire les sorties et les entrées des toxiques sur un registre spécial

Une réglementation spéciale de la vente de l'Arsenic existe en Angleterre, vente exigeant des conditions spéciales : limite d'âge de l'acheteur (21 ans), coloration de l'Arsenic délivré pour l'agriculture tenue d'un registre uniquement réservé à cette vente, autant de lois que le pharmacien ne doit pas ignorer.

TROISIÈME PARTIE

INTRODUCTION

Maintenant que nous avons étudié la réglementation concernant la vente des Poisons, il nous reste à envisager certaines questions ayant peu de liens entre elles, mais ayant toutes des rapports avec la profession pharmaceutique.

C'est ainsi que nous étudierons :

La loi sur la « National Health Insurance », les droits de timbre, les actes de commerce, les poids et mesures, la loi sur la protection des animaux, sur les maladies vénériennes, sur la vente des abortifs, alcools et explosifs.

Nous terminerons cette partie par l'étude de la loi sur les fraudes et falsifications.

CHAPITRE I

« NATIONAL HEALTH INSURANCE »

(Assurance pour la Santé Publique)

Cette assurance est actuellement réglementée par les actes de 1924 qui se sont ajoutés aux règlements de 1911 ou les ont remplacés.

Nous n'indiquerons que les paragraphes concernant la fourniture des médicaments.

Organisation des Comités d'Assurance. Il a été créé dans chaque Comté un comité chargé d'administrer les Bénéfices de l'Assistance médicale.

Ce Comité est composé de représentants des Assurés, élus par le Conseil du Comté, de représentants de Docteurs, nommés par le Ministère de la Santé. Il n'est rien indiqué au sujet des représentants des Pharmaciens; en pratique il y a toujours un Pharmacien dans chaque Comité.

Les assurés ayant droit à l'Assistance Médicale ont le

traitement médical gratuit ainsi que la fourniture gratuite des médicaments.

Délivrance des Médicaments: Les noms des personnes autorisées à fournir des médicaments aux assurés sont inscrits sur une liste par les soins du Comité. Chaque assuré peut choisir sur la liste le fournisseur qu'il préfère; ces listes paraissent en général tous les trois mois et un pharmacien qui est inscrit est dit: « On the panel » (sur la liste).

Le Ministère a le droit de refuser l'entrée d'un pharmacien sur la liste. Cette autorisation peut être retirée par exemple à une Société ayant une Officine dont le Directeur n'est pas autorisé, ou à un pharmacien n'ayant plus le droit de vendre des drogues dangereuses après une affaire de stupéfiants.

Les règlements de la Pharmacie défendent à une personne n'ayant pas légalement boutique ouverte de détener des poisons. Aussi pour être sur la liste il faudra que la personne :

a) Ait le droit de tenir boutique ouverte.

b) S'engage à ce que toutes les préparations soient exécutées par ou sous la surveillance directe d'un pharmacien qualifié.

Donc le droit de préparer les ordonnances de l'Assurance et de délivrer les Drogues Toxiques est limité aux « Chemists »

Les Comités d'Assurances établissent en général deux listes: sur la première sont indiqués les noms des per-

sonnes pouvant délivrer des Drogues Dangereuses, préparations, médicaments et accessoires ; sur la deuxième, les noms des personnes pouvant délivrer les médicaments autres que les toxiques et les accessoires ou les accessoires seulement.

OBLIGATIONS DU PHARMACIEN

INSCRIT SUR LA LISTE

Le pharmacien doit :

1^o Délivrer assez rapidement toute drogue et médicament, qu'il soit ou non mentionné au tarif, à toute personne présentant un bon écrit sur une formule spéciale pour les ordonnances du comité et signée par un Docteur « sur la liste » ou son remplaçant.

Le comité fournit au Docteur les formules sur lesquelles les ordonnances doivent être écrites. Ces ordonnances doivent contenir toutes les explications nécessaires afin que le préparateur ne soit pas obligé pour l'exécuter de se reporter à une ordonnance plus ancienne.

2^o Avoir en réserve, dans la mesure du possible, les drogues et accessoires mentionnés au tarif.

3^o Délivrer le médicament de la qualité inscrite au tarif, ou si le médicament n'y est pas, de la qualité habituellement fournie pour les besoins médicaux.

4^o Garder boutique ouverte pendant les heures réglementées par le Comité d'assurance et le Comité des Pharmaciens.

5° Afficher une note indiquant qu'il peut délivrer les médicaments, les heures d'ouverture de la pharmacie et, si un roulement a été établi, l'adresse de l'officine ouverte la plus proche.

6° Délivrer gratuitement tout médicament à l'assuré, sauf le récipient qui doit être consigné s'il n'est pas fourni par l'assuré. Cette consignation doit être remboursée si le récipient est rendu propre.

Tarif des Drogues

Ce tarif est délivré par le Ministère de la Santé, il indique :

1° Les prix servant de base au paiement des drogues et accessoires.

2° La méthode de calcul des drogues non indiquées au tarif.

3° Les honoraires payables en rapport avec la délivrance des drogues et accessoires.

4° Les types de qualité de drogues et d'accessoires ordinairement délivrés.

Garde des ordonnances

Toutes les ordonnances de l'assurance doivent être gardées et envoyées au Comité pour être chiffrées d'après le tarif.

Depuis l'amendement de 1923 de la loi des Poisons et des Drogues dangereuses, il n'est plus nécessaire de faire et de garder une copie de l'ordonnance prescrivant

un poison ce qui n'empêche pas le pharmacien de la transcrire sur les registres prévus par la loi des Drogues Dangereuses

Réclamations

Les réclamations d'un pharmacien contre un autre pharmacien sont jugées par le comité qui a le droit de faire rayer un pharmacien de la liste après en avoir avisé le Ministère si c'est dans l'intérêt des assurés.

CHAPITRE II

LE DROIT DE TIMBRE EN ANGLETERRE SUR LES MÉDICAMENTS

Quand le premier acte sur les droits de timbre sur les médicaments fut introduit en 1783, les coffres du Trésor n'étaient pas bien remplis et il fallait à tout prix augmenter les revenus.

Le Chancelier de l'Echiquier fit la déclaration suivante :

« Les remèdes de charlatan sont, je pense, tout à fait propres à être taxés et je crois que le Parlement sera surpris de la somme que produira une telle taxe. D'abord je demande à toutes les personnes vendant des médicaments et n'étant pas Docteur etc. . de prendre une licence et ceci fait, un droit de 8 0 0 sera mis sur chaque médicament ; ce qui, je crois, produira 15.000 Livres par an ».

En conséquence de cet acte original, toute personne n'ayant pas accompli un stage de médecin, apothicaire,

druggist et chemist et proposant ou vendant des médicaments, est obligée de prendre une licence. Des modifications furent apportées successivement jusqu'à l'acte de 1812 qui abrogea les premiers. Cet acte indique une liste de 550 articles passibles d'un droit de timbre et soumis à d'autres droits. Ce ne fut qu'en 1903 que « Les remèdes connus, admis et approuvés » furent exemptés de droits.

Nous arrivons ensuite à une époque où le Trésor cherche encore de nouvelles méthodes pour augmenter ses recettes et depuis l'exemption des « remèdes connus, admis et approuvés » a été considérablement étendue, et non seulement pour le détaillant mais pour les fabricants qui très probablement ne sont pas enregistrés conformément à l'acte de Pharmacie et des Poisons de 1908.

Actuellement, on envisage une nouvelle modification des droits.

Etudions les différentes phases d'imposition des médicaments d'après l'acte de 1812.

L'acte du Parlement de 1812 stipule qu'un droit de timbre sera levé sur certains produits « à employer pour l'usage externe ou interne comme remède ou médicament pour les soins, la guérison ou le soulagement de n'importe quel malaise ou maladie du corps humain ».

Depuis 1812 un grand nombre de spécialités sont passibles du droit de timbre ainsi que « toutes les autres pilules, poudres, tablettes, teintures, potions, cordiaux,

électuaires, emplâtres, onguents, baumes, gouttes, lotions, huiles, essences, plantes médicinales et eaux distillées de ces plantes, préparations chimiques ou galéniques, qu'elles soient employées pour l'usage externe ou interne comme remède ou médicaments pour les soins, soulagements ou guérisons de n'importe quel malaise ou maladie du corps humain » à condition que le fabricant prétende avoir un secret ou un artifice caché pour cette préparation, ou bien qu'il vende cette préparation sous l'autorité d'une lettre patente du Grand Sceau, ou bien que cette préparation ait été recommandée au public par annonce, prospectus, étiquettes manuscrites ou imprimées indiquant que le médicament a une action spécifique pour la guérison de tel ou tel malaise ou maladie du corps humain

En résumé, un médicament devient passible du droit de timbre dans les conditions suivantes :

1° Si le médicament peut être considéré comme un remède secret, par exemple s'il porte l'inscription « se méfier des contrefaçons » ou « le seul véritable ».

2° Si le médicament a été l'objet d'un brevet.

3° Si le fabricant a le droit exclusif de faire ce médicament, c'est le cas des spécialités.

4° Si le fabricant ou le vendeur a recommandé le médicament au client comme étant une spécialité ou un spécifique, par exemple « un mélange contre la toux » ou bien « pastilles contre le rhume », sont passibles du droit de timbre.

Cependant il y a des exceptions, par exemple : « mélange pour l'estomac » des « pastilles pour la gorge », indiquant une partie du corps, ne sont pas imposables, ainsi que les expressions « Purification du sang », « tonique », « fortifiant ».

Les réclames faites sur les journaux destinés au public, pour des spécialités quelconques, rendent ces spécialités imposables. Cependant si ces réclames sont faites sur des journaux destinés exclusivement aux médecins et pharmaciens, ces spécialités ne sont pas imposables.

Particularités de l'impôt :

1° Le médicament n'est imposable que s'il est présenté au client dans des « emballages, boîtes, bouteilles ou autres récipients ». Si le médicament est vendu *en vrac* il échappe à l'impôt.

Par exemple : des pastilles vendues dans un sac en papier ne sont imposables que si le sac est ficelé et scellé. Le premier vendeur d'un paquet imposable doit s'assurer que le produit est timbré de telle sorte qu'il ne puisse être ouvert sans briser le timbre.

2° La loi ne donne pas d'indication au sujet des médicaments spécialisés entrant dans les préparations pharmaceutiques. Cependant on peut dire que, en pratique, la vente de produits imposables sans timbre est permise aux conditions suivantes :

a) Le fabricant doit se munir d'une autorisation de la Commission des Douanes,

b) Le produit sans timbre ne peut être vendu qu'aux Pharmaciens,

c) Le conditionnement du produit vendu sans timbre doit être différent du conditionnement du produit ordinaire pour la vente au public, par exemple il portera une étiquette de couleur différente. Ceci doit être soumis à l'approbation de la Commission des Douanes.

d) L'emballage doit porter une étiquette indiquant que le produit a été délivré sans timbre pour des préparations pharmaceutiques et non pour la vente au public.

e) Le médicament non imposé ne peut être employé que mélangé avec d'autres médicaments.

Exceptions

1° Les Drogues « entières ».

Tous les médicaments pouvant être vendus entiers sans être mélangés avec d'autres médicaments sont exempts du timbre s'ils sont vendus par des médecins, apothicaires, chimistes et droguistes ou par toute autre personne autorisée à vendre des médicaments.

Il est probable que par « Drogues Entières » on entende :

Le produit brut, qui n'a été l'objet d'aucun traitement.

Cet article s'applique donc à tous les produits vendus non mélangés (l'eau n'est pas considérée comme un ingrédient).

2° Les Eaux Minérales.

Elles comprennent toutes les eaux contenant de l'acide

carbonique et les mélanges pour les préparer, eaux minérales artificielles telle que l'eau de Seltz.

Les eaux de table ordinaires étaient à l'origine taxées.

En 1833, la taxe sur ces eaux fut supprimée.

Cependant toute préparation employée pour rendre une eau effervescente est passible de l'impôt si elle renferme des substances médicamenteuses autres que celles nécessaires pour produire l'effervescence.

En France, on a imposé une taxe sur les eaux minérales et les boissons assimilées le 30 mars 1918. Le chiffre de la taxe est calculé en raison du prix des boissons à l'établissement producteur, de leur quantité et de leur mode de débit.

3° *Remèdes connus, admis et approuvés.*

Toutes les préparations des produits dont les propriétés et qualités sont connues, admises et approuvées sont exemptes de l'impôt à condition : qu'elles soient vendues par des médecins, apothicaires, chimistes ou droguistes ou autres personnes ayant fait un stage régulier et que le fabricant n'ait jamais fait de demande pour les soumettre à l'impôt.

En pratique les statuts sont supposés être observés si la composition du médicament est indiquée sur l'étiquette ou si elle a été publiée sur un registre de références approuvé par la Commission des Douanes avec une mention sur l'étiquette.

Par exemple : Les lettres P. J. F. ou P. F. accompagnées d'un numéro indiquant que la formule peut être

trouvée sous ce numéro dans le *Pharmaceutical Journal Formulary* ou *Pharmaceutical Formulas*, exempte ce médicament d'impôt quand il est vendu par un pharmacien qualifié.

Pour les médicaments passibles de l'impôt, toute personne qui fabrique lesdits médicaments et toute personne qui les vend, ou les expose pour la vente, doit se procurer une licence coûtant 5 shillings par an. Cette licence doit être renouvelée tous les ans.

Montant du droit de timbre

Quand le prix non compris le droit de timbre ne dépasse pas :

1 shilling, le droit de timbre est de 3 pence.					
2	--	--	--	--	6 --
4	--	--	--	--	1 shilling.
10	--	--	--	--	2 --
20	--	--	--	--	4 --
30	--	--	--	--	6 --
50	--	--	--	--	20 --

au-dessus de 50 shillings le droit de timbre est de 40 shillings.

CHAPITRE III

LES ACTES DE COMMERCE DE 1912-1920

Ces actes n'intéressent que d'assez loin le pharmacien.

Nous allons indiquer sommairement les parties de ces actes dont il doit tenir compte.

Les vacances

Tout élève doit avoir un après-midi de liberté par semaine; le patron de l'officine est libre de choisir l'après-midi qui lui convient le mieux. Ces arrangements doivent être indiqués sur une note écrite dans les formes voulues et affichée dans l'officine.

Heures d'ouverture des Officines

Les officines doivent être fermées au plus tard à 9 heures du soir le samedi et à 8 heures les autres jours et au plus tôt à 7 heures du soir. Les heures d'ouverture et de fermeture de toutes les officines sont fixées par les autorités locales. Elles sont les mêmes pour toutes les boutiques du même commerce.

Le commerce de pharmacien peut être considéré comme séparé en deux parties :

1° La vente des produits autres que les médicaments et les accessoires de médecine et de chirurgie, par exemple : les articles de photographie rentrent dans cette catégorie ainsi que la parfumerie.

2° La vente des médicaments et accessoires.

La vente des produits autres que les médicaments et accessoires ne peut être effectuée après 9 heures du soir, le samedi par exemple, et 8 heures du soir les autres jours.

Les médicaments et accessoires peuvent être vendus à n'importe quelle heure à condition que l'officine ne reste ouverte que le temps strictement nécessaire pour servir le client.

CHAPITRE IV

LES POIDS ET MESURES

En Angleterre les pesées doivent être faites avec les mesures de l'Empire ou leur équivalent dans le système métrique.

Nous avons vu que les Pharmacopées anglaises donnent la posologie en mesures de l'Empire et en unités du système métrique.

Deux sortes de poids sont employés : les poids pharmaceutiques proprement dits ou poids des « apothicaires » et les poids commerciaux autrement dits : « Avoir dupois ».

1° Les Poids des Apothicaires

L'« Apothicaries' ounce » qui vaut 31, 1035 grammes de notre système métrique, est subdivisée en : drachms, scrupules et grains.

L'once est égale à 8 drachmes ou à 480 grains.

Le drachme est égal à 3 scrupules ou à 60 grains.

Le scrupule est égal à 20 grains.

Sur les ordonnances les médecins indiquent par des signes spéciaux les différents poids, le grain est représenté par gr. le scrupule : ϑ , le drachme : ς , et l'once : ζ .

Le chiffre désignant le nombre d'unités à prendre en poids d'apothicaires est toujours placé après le signe désignant l'unité et les caractères romains, par exemple : gr. X, ϑ ij. ς iss, ζ ij (ss = demi — ij = 2).

Mesures liquides (apothicaires). L'unité de capacité est le gallon qui équivaut à peu près à cinq litres dans le système métrique, c'est le volume occupé par 10 pounds d'eau à la température de 62° Farenheit, le baromètre étant à 30° « Inches » (pouces) pesés dans l'air avec des poids de laiton. Le gallon vaut 8 pints ; l'once contient 8 drachmes O : une pinte de 8 onces ou 480 minimes. Les abréviations employées sont : m : pour les minimes, f ς pour les fluides drachmes et f ζ pour les fluides onces.

2° Les Poids commerciaux : « avoir dupois ».

La livre est appelée « avoir dupois pound », elle est divisée en 16 onces ou en 7000 grains, chaque once contenant 437,5 grains.

Mesures liquides « avoir dupois ». Le gallon liquide appelé aussi Wine Gallon est divisé en 4 quarts ou 8 pints.

Il est curieux de voir la différence qui existe entre la valeur des poids dits « des apothicaires » et les « avoir dupois ».

La pound (poids des apothicaires) X 1,2153 = l'avoir dupois pound.

Les drachmes, scrupules et onces sont des poids américains, cependant les médecins anglais se servent couramment des grains, drachmes, scrupules et onces.

Toute personne employant des poids faux est passible d'une amende de 5 Livres la première fois et de 20 Livres s'il y a récidive.

Chaque poids, sauf les tout petits, doit être poinçonné à la partie supérieure et vérifié par l'Inspecteur des Poids et Mesures.

Nous avons vu par ce qui précède que les poids et mesures en Angleterre sont très compliqués. Ces deux séries de poids ayant des noms analogues, par exemple l'ounce des apothicaires et l'ounce « avoir dupois » et des valeurs différentes doivent causer bien des difficultés. Notre système métrique nous paraît beaucoup plus simple et beaucoup plus pratique; que les poids soient « commerciaux » ou destinés aux « apothicaires », ils ont la même valeur.

L'unification des poids et mesures dans tous les pays, simplifierait beaucoup le travail des pharmaciens qui ont une clientèle étrangère.

CHAPITRE V

LOI SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX

1894 - 1927

1° Il est interdit, sous peine d'amende (25 Livres au maximum) ou d'emprisonnement, d'administrer ou de faire administrer à n'importe quel animal un produit nocif, ou toute autre substance sans raison valable.

2° Il est interdit sous peine d'amende (10 Livres au maximum), de vendre ou d'exposer pour la vente tout grain empoisonné sauf pour les besoins de l'Agriculture.

3° Il est interdit de répandre sur le sol ou dans la maison un produit toxique, sauf si ce poison est mis dans le but de détruire les rats ou les souris ou tout autre animal nuisible à condition que certaines précautions aient été prises dans le but de préserver les chiens, chats, volailles et autres animaux domestiques.

La première partie de cette loi n'intéresse pas uniquement le pharmacien.

CHAPITRE VI

LOI SUR LES MALADIES VÉNÉRIENNES 1917

1° Il est interdit de soigner ou de proposer de soigner par prospectus ou annonces destinées au public, toute personne atteinte de maladies vénériennes.

2° Il est interdit de faire des réclames de quelque sorte que ce soit pour une préparation ou produit quelconque, employé pour soigner les maladies vénériennes.

3° Dans certaines régions il est interdit pour quiconque n'est pas médecin qualifié, de soigner des personnes atteintes de maladies vénériennes, moyennant un paiement quelconque direct ou indirect ou de donner des conseils ou des médicaments pour le traitement de ces maladies. Cependant aucune région ne peut être soumise à cette loi, si elle n'a des dispensaires permettant de donner gratuitement des soins aux malades atteints des maladies vénériennes.

Quiconque ne respecte pas cette loi est passible d'une amende n'excédant pas 100 Livres ou d'emprisonnement de deux ans au plus sur condamnation ou accusation.

NOTE. — Aucune réclame concernant la syphilis, la blennorrhagie ou les troubles nerveux ou autres maladies ou infirmités provenant des rapports sexuels ne peut être affichée de telle sorte qu'elle puisse être vue du public, ni distribuée sous forme de prospectus dans la rue.

CHAPITRE VII

VENTE DES ABORTIFS (Loi de 1861)

En Angleterre comme en France la vente des médicaments ou d'instruments, en vue de provoquer l'avortement est interdite

C'est un crime de délivrer ou de procurer un toxique ou un médicament nocif ou un instrument ou n'importe quel objet en sachant qu'il peut être employé comme abortif. Le jury doit juger si la drogue a été délivrée dans le but de provoquer l'avortement ou a été vendue comme abortif.

Aucun pharmacien ne doit délivrer une drogue s'il a le moindre doute sur son emploi et s'il pense qu'elle peut être employée comme abortif.

Le crime est passible de lourdes amendes avec ou sans emprisonnement.

CHAPITRE VIII

VENTE DES BOISSONS ALCOOLIQUES

Pour avoir le droit de vendre des boissons alcooliques, il faut se procurer une « licence » délivrée par les commissaires des Douanes et de la Régie.

Toute personne employant des vins, boissons alcooliques ou alcools est obligée d'avoir un *congé*.

Par l'acte de 1742 les « Médecins, chirurgiens, apothicaires et pharmaciens » n'étaient pas obligés d'avoir un congé pour « toutes les liqueurs alcooliques » ou alcools à condition qu'ils soient employés dans les préparations pharmaceutiques pour les besoins médicaux ou pour les malades et les blessés ».

Depuis 1742, cet acte a été abrogé et on ne sait pas bien actuellement si le pharmacien est obligé ou non de se procurer un congé.

Dans la pratique, le Commissaire des Douanes et de la Régie n'exige pas de congé pour :

1° Les vins médicamenteux inscrits à la Pharmacopée anglaise.

2° Tous les autres vins médicamenteux et alcools médicamenteux contenant une substance médicinale en proportion telle que le commissaire juge le vin ou l'alcool impropre à être employé comme boisson à condition toutefois que sur l'étiquette il soit indiqué que la préparation doit être employée comme médicament et non comme boisson, la préparation étant vendue par un « chemist and Druggist » enregistré.

Ultérieurement il a été établi que les « Chemists » sans licence peuvent vendre de l'alcool rectifié par quantité ne dépassant pas 5 onces à la fois, pour les besoins médicaux et les recherches scientifiques.

Tout pharmacien désirant vendre des vins est obligé d'avoir une *licence* ; mais pour vendre des vins, le pharmacien n'y est pas obligé d'après l'acte de Consolidation de 1910 Il s'agit de savoir si le vin ou l'alcool vendu est ou n'est pas médicamenteux ; l'épreuve doit être faite pour savoir si le vin ou l'alcool peuvent être employés comme boisson.

Droits sur l'alcool

D'après les lois de 1918 et de 1920 les droits sur l'alcool employé dans des proportions et mélanges réservés à l'usage médical ont été réduits.

Dans le cas de l'alcool passible de droits entrant dans une préparation, un *dégrèvement* peut être obtenu à condition que les rapports détaillés de toutes les opérations pour lesquelles la demande de réduction est faite,

soient indiqués sur un registre, la demande doit être faite dans le temps ou dans les formes voulues.

Seules sont susceptibles de réduction, les préparations employées pour usage médical. Les articles de parfumerie tels que parfums, lotions, même prescrits par des docteurs n'entrent pas dans cette catégorie.

Réglementation concernant l'alcool dénaturé

L'alcool dénaturé est par définition impropre à être employé comme boisson dans les proportions indiquées par le Commissaire des Contributions Indirectes et de la Régie.

L'alcool dénaturé ne paie pas les droits de l'alcool ordinaire.

Il y a quatre classes d'alcool dénaturé :

1° Alcool dénaturé fort.

2° Alcool dénaturé industriel.

3° Alcool dénaturé industriel pyridinisé.

4° Alcool dénaturé minéral.

L'alcool dénaturé *industriel* est un mélange contenant 5 0/0 en volume de naphte de bois; il peut être vendu au détail.

L'alcool dénaturé *minéral* contient 9,5 0/0 en volume de naphte de bois et 1,5 0/0 de pyridine brute.

On doit toujours ajouter du pétrole ou naphte de bois dans les proportions de 3 8° de gallon pour 100 gallons d'alcool et au moins 1,40° d'once en poids de teinture d'aniline (méthyl violet) d'après la réglementation de 1925.

Détention de l'alcool dénaturé

a) Alcool dénaturé minéral.

Seul l'alcool dénaturé *minéral* peut être vendu au détail pour l'usage courant. Le vendeur est obligé d'avoir une licence renouvelable tous les ans, du coût de 10 shillings.

Le détaillant ne peut pas emmagasiner plus de 200 gallons à la fois, le client ne peut en acheter plus de 4 gallons et la vente n'est pas autorisée du samedi 22 heures au lundi matin 8 heures.

L'alcool dénaturé ne peut être vendu comme boisson.

L'alcool dénaturé industriel ne peut être employé pour les préparations médicinales usage interne.

b) alcool dénaturé *industriel*.

L'alcool dénaturé industriel est employé pour l'art et l'industrie. Nul ne peut en acheter pour cet usage sans avoir une autorisation du commissaire sur laquelle l'emploi auquel est destiné cet alcool est inscrit ; l'alcool ne peut être employé que pour l'usage auquel il est destiné.

L'emploi de l'alcool industriel est autorisé par la Régie dans certaines préparations pharmaceutiques dans lesquelles l'alcool minéral est reconnu impropre. Le vendeur doit avoir un permis de la Régie et l'alcool ne doit être employé que pour des préparations autorisées.

Par la loi de 1925 tout pharmacien autorisé a le droit d'avoir de l'alcool dénaturé industriel pour les antiseptiques, lotions ou autres préparations pour l'usage externe.

Emploi des alambics

Pour avoir le droit de se servir d'un alambic il faut payer une licence de 10 shillings renouvelable tous les ans. Cette licence ne donne pas le droit de rectifier ou de distiller de l'alcool.

CHAPITRE IX

VENTE DES SUBSTANCES INFLAMMABLES

Il n'y a aucune réglementation générale au sujet des substances inflammables. Cependant le pétrole, l'essence de pétrole, le carbure de calcium et le celluloïd sont l'objet de différents actes du Parlement; ces règlements ont pour but d'empêcher l'emmagasiner de ces substances par quiconque n'a pas de licence. Ces licences ne sont exigées que s'il s'agit de grosses quantités.

CHAPITRE X

VENTE DES EXPLOSIFS

Les lois relatives aux explosifs datent de 1875 et de 1923.

L'acte de 1875 définit le terme « explosif » comme étant « la poudre à canon, la nitro-glycérine, la dynamite, le fulmicoton, les poudres explosives, le fulminate de mercure ou d'autres métaux ou toute autre substance employée et fabriquée en vue de produire une explosion ou un effet pyrotechnique ».

Les explosifs sont séparés en 7 classes :

- | | |
|---------------------|-------------------------|
| 1° Poudre à canon. | 5° Fulminates. |
| 2° Nitrates. | 6° Munitions de Guerre. |
| 3° Nitres composés. | 7° Feux d'artifices. |
| 4° Chlorates. | |

Les produits suivants utilisés en pharmacie sont considérés comme explosifs : acétylène liquide et sous pression. Coton au collodion sec, coton poudre soluble ; feux d'artifices, fulminates (y compris le diazobenzol et ses nitrates), le chlorure d'azote ou l'iodure, fulminate

d'or ou d'argent et tous les mélanges d'un chlorate avec un sulfure ou un phosphure.

L'acide picrique est considéré comme un explosif sauf s'il est mélangé avec la moitié de son poids d'eau.

Des conditions spéciales stipulées dans le décret du 28 juin 1926 doivent être observées : l'acide picrique ne doit pas être mis en contact avec un oxyde métallique ou un métal quelconque avec lequel il pourrait former un picrate explosif, il doit être convenablement étiqueté et conservé dans des récipients non métalliques, en verre par exemple.

Les picrates et les mélanges contenant de l'acide picrique sont aussi considérés comme des explosifs, sauf, s'ils sont étendus de la moitié de leur poids d'eau.

Fabrication des explosifs :

Ils ne peuvent être fabriqués que dans des usines autorisées par une licence.

Garde et emmagasinage

Les explosifs ne peuvent être gardés que dans des magasins autorisés par une licence.

Vente :

Les explosifs ne peuvent être vendus à des clients de passage et à des enfants de moins de *13 ans*.

Il y a des conditions spéciales à remplir pour l'étiquetage des explosifs vendus au détail d'après la loi de 1875.

CHAPITRE XI

INSPECTION DES PHARMACIES

Autrefois les Anglais s'opposaient à l'Inspection des Pharmacies. Ce régime qui a été établi depuis si longtemps en France avait toujours été repoussé en Angleterre, pays partisan du commerce libre.

Cependant, dans la loi des Drogues Dangereuses de 1920, nous avons vu que toute personne autorisée par le Secrétaire d'Etat peut inspecter tout fabricant, vendeur ou détenteur de stupéfiants. On ne choisit pas les Inspecteurs parmi les Pharmaciens.

Les Inspecteurs en Angleterre ne sont pas chargés de vérifier le travail des stagiaires en pharmacie.

CHAPITRE XII

LES FRAUDES ET FALSIFICATIONS

Dans la législation anglaise, le règlement sur les Fraudes et Falsifications date de 1928 Il existait donc avant la Conférence de Genève.

L'acte de 1928 sur les altérations des aliments et des médicaments comprend une série de décrets sur la vente des aliments et des médicaments non falsifiés.

Tout acheteur d'un aliment ou d'un médicament peut exiger le prélèvement d'échantillons pour les faire analyser et exiger des poursuites s'il y a lieu.

Nous nous intéresserons uniquement à la vente des médicaments et des Drogues et au rôle du pharmacien.

Délits condamnés par la Loi des Fraudes et Falsifications

1° C'est un délit de mélanger ou de faire mélanger un médicament à une substance pouvant nuire à l'efficacité

du produit, dans l'intention de vendre ce mélange à la place du médicament.

Quiconque aura commis ce délit sera puni d'une amende de 50 Livres la première fois ; s'il y a récidive, la peine sera transformée en emprisonnement ou amende

Cet article frappe la falsification volontaire du médicament.

L'inculpé pourra se défendre en déclarant ignorer que le médicament ait été altéré.

2° Sera puni d'une amende de 20 Livres la première fois et de 50 Livres la deuxième fois et 100 Livres s'il y a récidive une troisième fois, quiconque vend au préjudice de l'acheteur tout médicament qui n'est pas conforme par sa nature, qualité ou composition à l'article demandé.

a) Il n'y aura pas de délit si un produit non malsain a été ajouté au médicament pour le rendre vendable dans le commerce et non frauduleusement pour en changer le volume ou le poids ou bien pour masquer un produit de qualité inférieure.

b) Il n'y aura pas de délit dans le cas où l'article demandé est une spécialité.

c) Ni dans le cas où le médicament doit obligatoirement être mélangé à une autre substance pour le rendre apte aux besoins de la préparation.

Si la procédure montre que le médicament délivré est de qualité inférieure au produit demandé il est établi que le client a subi un préjudice.

Sauf, toutefois si le client a été prévenu avant d'acheter le produit par une note compréhensible pour n'importe quel client, indiquant que le produit livré est différent du médicament demandé.

Le pharmacien est responsable si la vente a été faite par un commis non autorisé.

Dans le cas où le produit n'aurait pas d'étalon de pureté, le tribunal doit fixer un étalon témoin auparavant.

3° Sera puni quiconque vend un mélange de médicaments dans lequel rentrent des substances différentes de celles demandées par le client.

Si l'inculpé prouve :

a) Qu'il a acheté le médicament comme étant le même, en nature et qualité, que le produit demandé par le plaignant, et s'il a une garantie écrite à cet effet,

b) Que rien ne pouvait lui laisser supposer au moment où la vente fut conclue que le produit n'était pas conforme au produit demandé,

c) Qu'il a vendu le produit dans le même état qu'il l'avait acheté,
il est acquitté.

Cependant, pour cela, il devra dans un délai de 7 jours après avoir reçu la sommation, envoyer une copie de la garantie au poursuivant avec une note écrite indiquant son intention de s'appuyer sur cette garantie. Il doit donner le nom de celui qui a délivré la garantie en le prévenant en même temps.

Cette garantie écrite doit être délivrée par le fabricant ou marchand en gros en échange de l'achat des marchandises.

Elle peut être contenue dans plusieurs écrits, par exemple, une note et une facture.

La procédure doit être commencée dans les 28 jours qui suivent la vente.

Le prélèvement des échantillons

Les échantillons seront prélevés par des fonctionnaires qui sont chargés de faire ces prélèvements par l'autorité locale. L'autorité locale nomme un chimiste-analyste qui lui-même donne l'ordre à ces fonctionnaires de faire les prélèvements.

Des inspecteurs sont chargés de faire exécuter le règlement.

Le chimiste doit, moyennant rétribution, faire l'analyse de tous les échantillons prélevés et faire le rapport avec précision.

Si le produit examiné est susceptible de se décomposer, le chimiste doit mentionner qu'aucun changement n'est survenu pouvant nuire à l'analyse.

Les prélèvements doivent être faits dans la boutique même du vendeur.

L'inspecteur peut exiger le produit moyennant paiement du prix du produit. Si le vendeur s'y refuse, il est passible d'une amende ne dépassant pas 10 livres.

L'inspecteur ne peut exiger la vente de l'échantillon

que de la même façon qu'un client, c'est-à-dire que si un médicament est exposé pour la vente dans un récipient clos, bien étiqueté, l'inspecteur ne peut exiger l'ouverture du récipient.

Après avoir fait l'achat, l'inspecteur doit prévenir le vendeur que l'échantillon a été prélevé en vue d'une analyse, il doit alors diviser le produit en trois parties :

Une, qu'il laisse au vendeur,

Une, qu'il envoie au chimiste,

La troisième est gardée par l'inspecteur.

Ces trois parties doivent être identiques.

RÉSUMÉ DE LA 3^e PARTIE

Nous avons montré qu'il existe beaucoup de ressemblance entre les règlements ci-dessus indiqués et les règlements correspondants appliqués en France.

Il faut être pharmacien pour délivrer les médicaments aux malades ayant droit à l'Assistance Médicale gratuite, à condition que le pharmacien se conforme aux obligations exigées par la loi.

De même qu'en France un droit de timbre a été mis sur la plupart des spécialités et non sur les produits vendus « en vrac ».

Nous avons ensuite donné quelques indications concernant les commerçants et les pharmaciens par conséquent : heures d'ouverture des officines, poids et mesures. Nous voyons que les Anglais n'ont pas encore adopté le système métrique et que les poids sont toujours indiqués en unités d'Empire poids des apothicaires et poids commerciaux. Ces deux sortes de poids n'ont pas la même valeur, ce qui est une grande complication pour le pharmacien.

Nous ne nous étendrons pas sur les lois sur la protection des animaux, lois sur les maladies vénériennes, loi

sur la vente des abortifs, des explosifs, des substances inflammables que nous avons citées dans cette 3^e partie.

En ce qui concerne la vente des boissons alcooliques employées en pharmacie, le pharmacien peut se passer de congé pour les vins médicamenteux contenant une substance médicinale et pour les préparations inscrites à la pharmacopée.

Nous avons rappelé dans cette partie de notre exposé que les pharmacies étaient soumises à des inspections par des personnes autorisées par le Secrétaire d'Etat; leur rôle se borne à vérifier les registres des toxiques.

Nous avons ensuite abordé la question des fraudes et des falsifications en ce qui concerne les médicaments. Les fraudes et falsifications sont rigoureusement interdites. Ce ne sont pas des pharmaciens qui sont chargés d'examiner les prélèvements, ces prélèvements sont envoyés dans des laboratoires.

Maintenant que nous avons examiné toutes ces questions, voyons quelles idées générales nous pouvons tirer de cet exposé.

DE L'EXERCICE DE LA PHARMACIE EN ANGLETERRE

Après avoir étudié les différentes lois régissant la délivrance des médicaments, examinons ce qu'est la pharmacie. C'est un commerce qui nécessite un diplôme. Ce diplôme peut être, soit celui de « Chemist and Druggist », soit de Pharmaceutical Chemist ». Les « Pharmaceutical Chemists » sont membres de la « Pharmaceutical Society », ils ont le titre de M. P. S. qui signifie « Members of the Pharmaceutical Society ».

Le pharmacien qui vient de terminer ses études, transporte avec lui tout un bagage scientifique; il connaît presque tous les médicaments, il sait faire des analyses biologiques, des essais physiologiques et il arrive dans une officine. Qu'y trouve-t-il? Presque uniquement des spécialités, des médicaments arrivant tout préparés, tout emballés de chez le fabricant, l'industriel; il ignore même ce qu'il y a dans beaucoup de ces produits, du reste à quoi cela lui servirait-il de le savoir puisque le client, en lui demandant tel ou tel produit de telle ou telle marque, n'a que faire de ses explications scientifiques, le prospectus qui est à l'intérieur de la boîte lui

en dira bien assez et la réclame qu'il a lue a souvent remplacé le diagnostic du médecin.

La boîte ou la bouteille que le pharmacien aura à prendre sur un des rayons de son officine contiendra aussi bien un médicament qu'un parfum, qu'un accessoire quelconque : bonnet de bains ou autre, qu'un rouleau de pellicules pour photographie. Et pour faire ce commerce, il y a en Angleterre environ 12.500 pharmaciens diplômés, 12 500 qui ont fait des études, soit environ 2.500 de plus que voilà 10 ans et le nombre croît sans cesse. Tous les ans il y a de nombreuses créations d'officine, puisque le nombre des entrées est supérieur de 400 à 500 par an sur le nombre des pharmaciens qui quittent la profession.

Le diplômé doit donc pour vivre, soit ouvrir une nouvelle officine, soit accepter un emploi occupé autrefois par un non diplômé et dans ce cas accepter le plus souvent un salaire non en rapport avec les études qu'il a faites.

Le pharmacien doit lutter comme les autres commerçants et même contre eux. Il ne fait que jouir d'un privilège spécial, celui de vendre des toxiques.

Pourquoi la situation du pharmacien est-elle si précaire ?

Non seulement les pharmaciens sont trop nombreux, mais ils ne sont pas seuls à vendre de la pharmacie, le médecin, dans son dispensaire, prépare les médicaments et a le droit d'exécuter des ordonnances et de vendre de

la pharmacie à ses clients, c'est un concurrent sérieux pour le pharmacien et jusqu'à présent aucune loi, ni aucun décret n'a tenté d'abolir ce privilège, le dispensaire du médecin reste sacré et n'est soumis à aucun contrôle. Les inspecteurs en pharmacie qui vont vérifier la comptabilité du pharmacien au point de vue vente des toxiques, n'ont pas à vérifier les dispensaires des médecins. Ceux-ci ont un véritable régime de faveur que jamais personne n'a tenté de faire cesser. Donc, le pharmacien voit son chiffre d'affaires baisser par suite de création d'officines de plus en plus nombreuses et ne peut lutter puisque le médecin a le droit de lui prendre ses clients. Situation angoissante qui durera on ne sait combien de temps.

On peut cependant essayer de trouver une solution au problème, chercher les moyens d'arrêter cet état de choses et de faire au pharmacien une place dans la société digne des études qu'il a faites.

Trois problèmes peuvent être envisagés pour arriver à une amélioration du sort des pharmaciens. Les pharmaciens étant de plus en plus nombreux, il est absolument nécessaire d'en réduire le nombre ; c'est le premier problème qui se pose. Comment peut-on envisager cette question ? Nous y répondrons tout à l'heure.

Après cette limitation, un autre problème est à étudier pour assurer l'avenir de la profession ; c'est d'obtenir que le pharmacien seul ait le droit de vendre de la pharmacie et le troisième problème qui nous paraît ab-

solument nécessaire, c'est la séparation de la médecine de la pharmacie.

Etudions l'un après l'autre ces trois points et voyons ce qui peut être fait dans ce domaine.

1^o Limitation du nombre des pharmaciens et surtout des officines : ceci nous paraît à la base même de la question ; en effet, si le pharmacien se trouve en ce moment devant de grandes difficultés pour gagner sa vie, la faute en est évidemment au trop grand nombre d'officines ; ce nombre croît sans cesse et pas du tout en rapport avec la population ni avec le nombre des malades. Quiconque a un diplôme de pharmacien peut ouvrir des officines où bon lui semble et en posséder plusieurs. Donc pour arriver à ce qu'il n'y ait pas un tel accroissement du nombre des pharmacies il faut essayer de réduire le nombre des diplômes qui sortent chaque année des Universités.

Il y a actuellement, en Angleterre, très peu d'endroits où des pharmacies peuvent être créées sans vivre au dépens des autres pharmacies déjà existantes.

Ce sont ces créations qui obligent le pharmacien à étendre son activité vers d'autres branches qui l'éloignent de plus en plus de la pharmacie proprement dite et ceci n'est certainement pas à souhaiter. On espère que le Parlement interviendra et limitera soit le nombre des diplômés, soit le nombre des pharmacies.

Est-il possible de limiter le nombre des diplômés ?

Ceci nous paraît contraire à l'esprit de l'Angleterre

d'opposer des barrières artificielles à toute branche d'études quelles qu'elles soient. On ne peut empêcher quelqu'un de s'instruire. D'autre part, limiter le nombre des pharmacies nous paraît très difficile : comment peut-on empêcher un pharmacien d'avoir une officine ?

Puisqu'il a un diplôme, il a le droit de le faire valoir.

La solution qui nous paraît la meilleure serait de limiter le nombre des stagiaires. Le pharmacien aurait le droit de prendre un nombre limité de stagiaires. Il faudrait qu'une telle clause soit indiquée dans les actes de pharmacie.

La deuxième question à envisager est celle de ne permettre qu'aux pharmaciens de vendre de la pharmacie. Jusqu'à présent le seul privilège du pharmacien est de vendre des toxiques. En réalité le pharmacien devrait avoir un autre privilège, celui de vendre tout ce qui est de la pharmacie. Son rôle n'est-il pas de présenter et de préparer de la façon la plus active et la mieux appropriée les médicaments qui ont été jugés spécifiques dans telles ou telles maladies, il nous paraît que le trop grand nombre de produits faits et conditionnés en dehors de l'officine nuit au véritable rôle du pharmacien.

Et maintenant, envisageons la troisième partie du problème : La séparation de la médecine de la pharmacie, c'est-à-dire la séparation de la prescription de l'exécution de l'ordonnance. Le médecin devrait rester dans son domaine, faire le diagnostic de la maladie et prescrire le remède et le pharmacien devrait préparer les

médicaments inscrits sur l'ordonnance. Le pharmacien aurait ainsi une place définitive dans le service de santé du Pays. La place du pharmacien est non seulement dans l'officine, mais dans le Laboratoire et l'Hopital.

Dans la plupart des pays continentaux, la pharmacie et la médecine sont délimitées depuis le Moyen-Age. En Angleterre, l'évolution de la pharmacie a suivi des voies différentes. Aucun essai sérieux n'a été tenté pour réclamer la délivrance des médicaments par le pharmacien.

Le pharmacien doit maintenant combattre pour son existence.

Beaucoup de ses fonctions ont été usurpées par le fabricant spécialiste. Il doit d'abord se faire reconnaître comme membre d'une profession ayant des devoirs définis à remplir et ayant une place définie comme fournisseur de médicaments au public.

Un pharmacien anglais peut avoir autant de pharmacies qu'il veut sans être obligé de recourir au prête-nom illégal. Son propre diplôme suffit. Il peut même avoir des pharmacies dans des villes différentes.

De même, une pharmacie a le droit d'avoir des succursales; dans ce cas le pharmacien fonde une société comme cela se fait en France pour les autres commerces.

Les Grands Magasins ont également leurs pharmacies comme nous voyons en France de Grands Magasins avoir leur restaurant. Ces pharmacies ont des gérants diplômés, les Associations entre pharmaciens diplômés

et non diplômés sont autorisées. Les pharmaciens sont donc considérés à cet égard comme les autres commerçants. Les mêmes lois les régissent, ils n'ont en plus que le droit de vendre des Poisons

Au point de vue professionnel, le pharmacien a des ordonnances à exécuter. Le médecin anglais aime peu les spécialités ; en général il fait des ordonnances dans lesquelles il prescrit des mélanges de produits spécialisés, par exemple, Thiocol Roche, Uroformine Gobey ..

Ces ordonnances comportent beaucoup d'abréviations que le pharmacien devra savoir déchiffrer. Ces abréviations indiquent souvent le mode d'emploi que le pharmacien doit marquer sur l'étiquette, par exemple, nous voyons souvent à la fin d'une préparation : t. d. p. c., ce qui signifie « ter die post cibum ». En Angleterre, il est donc utile de savoir le latin pour être pharmacien.

Parfois, le médecin vient rédiger son ordonnance chez le pharmacien. Il y a à cet usage dans la plupart des pharmacies « le bureau du médecin » où celui-ci pourra écrire l'ordonnance que le malade viendra chercher en même temps que les médicaments. C'est le pharmacien qui expliquera au malade comment il devra absorber les remèdes, puisque très souvent le malade ne verra pas son ordonnance avant que le pharmacien ne l'ait exécutée.

CONCLUSION

Que se dégage-t-il de cette étude sur la pharmacie en Angleterre? Nous voyons bien des lois se succéder n'apportant, le plus souvent, que des modifications de détail soit dans la constitution de la Société de Pharmacie, soit dans les études du Pharmacien, soit dans la liste des toxiques, etc.

Beaucoup de règlements, que le pharmacien ne doit pas ignorer, lui interdisent de vendre tel ou tel médicament dans telles ou telles conditions. Le programme des études, assez étendues, l'oblige à faire de la chimie, de la physique, de la matière médicale, de la botanique, de la zoologie...

Le pharmacien est donc obligatoirement instruit et ses études mêmes sont une garantie vis à-vis du public.

Il est plus qu'un commerçant ordinaire puisqu'il est autorisé à vendre des poisons, par là-même il est le puissant auxiliaire du médecin, car il a entre les mains les remèdes capables de soulager les malades.

Le sort du pharmacien anglais est-il enviable? Nous ne le croyons pas et il serait utile d'exiger pour chaque pharmacie un diplôme. Ceci semble préférable tant au

point de vue de la vie même du pharmacien que de ses clients.

En France, le malade a la certitude que dans la pharmacie où il va il trouvera quelqu'un d'instruit qui sera à même de le renseigner et de lui délivrer, avec le maximum de sécurité, les médicaments que le médecin lui aura ordonnés.

Il n'existait aucun ouvrage de langue française sur la législation pharmaceutique anglaise ; nous avons essayé de combler cette lacune en donnant la possibilité aux pharmaciens français de comparer leur sort à celui de leurs confrères d'Outre-Manche.

La comparaison de l'exercice de la pharmacie dans les deux pays montre que le pharmacien français qui se trouve aux prises avec des difficultés croissantes est actuellement encore mieux partagé que le pharmacien anglais contre la concurrence des non-pharmaciens et qu'il n'est pas encore réduit au rôle d'un commerçant possédant en plus des autres commerçants le droit de vendre des poisons.

BIBLIOGRAPHIE

Bournemouth Formulary of the Bournemouth, Pharmaceutical association, 3^e édition 1906.

British Pharmaceutical Codex 1923.

British Pharmacopœia, published under the direction of the general council of medical education and registration of the united Kingdom pursuant to the acts 21 and 22 Victoria cap. X C (1858) and 25 and 26. Victoria cap. X C I (1868). 1898. London Spottiswood and Co 1898, in-8°.

British Pharmacopœia 1885, London 1893.

British Pharmacopœia 1914. London 1914 in-8° published under the direction of the general council of medical education and registration of the united Kingdom 1898. London. Spottiswood and Co. 1901, in-8°.

British Pharmacopœia 1932. London 1932, in-8°.

Codex Medicamentarius Britanniae.

Dorvault, voyage pharmaceutique à l'exposition universelle de Londres Paris 1851, in-8° (extrait de *L'Union Médicale* 1851).

Dublin Pharmacopœia. Pharmacopœia Collegii Medi-

corum Regis et Reginæ in Hibernia. Pharmacopœia of the King and Queen's College of Physicians in Ireland.

Edinburgh Pharmacopœia. Pharmacopœia Collegii Regini Medicorum Edinburgensis. Pharmacopœia of the Royal College of Physicians of Edinburgh.

Extra Pharmacopœia of Martindale and Westcott, 12^e édition. Londres H. K. Lewis 136, Gower street, W. C. 1906.

Forensic Pharmacy de H. Glyn-Jones (publié par la Pharmaceutical Press 1929), 17, Bloomsbury square, London.

North of England Medical Formulary 1926.

Pharmaceutical Formulas, publié par le *Chemist and Druggist*, 42, Cannon street, London E C 4.

1 ^{re} édition		Avril 1898
2 ^e	—	20 Mai 1898
3 ^e	—	16 Septembre 1898
4 ^e	—	14 Octobre 1899
5 ^e	—	28 Février 1902
6 ^e	—	Juin 1905
7 ^e	—	Mai 1908
8 ^e	—	Septembre 1911
9 ^e	—	Juin 1914

9^e édition avec corrections parue en Juillet 1919,

2^e réimpression Octobre 1921.

10^e édition Juin 1929.

Pharmacopœia of the London Hospitals

Philippe A., Histoire des apothicaires chez les principaux peuples du monde. Paris 1853.

Regulations affecting the examinations of the Pharmaceutical Society and the curriculum and training connected there with (publié par la Pharmaceutical Society of Great Britain, 17, Bloomsbury square W. C. 1.)

Regulations for the Degree of Bachelor of Pharmacy (publié par l'Université de Londres, South Kensington S. W. 7. Faculté de Médecine, septembre 1933).

G Renard, Le droit de la Profession Pharmaceutique, Paris 1924, in-8°.

Loi du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses, Paris 1923, in-8° (extrait du *Bulletin des Sciences Pharmacologiques*, n° 6 Juin 1923)

Loi du 20 mars 1930 sur les toxiques du tableau B.

Thompson C J S, A compendium of the Pharmacopœia and formularies (official and unofficial), 5^e edition. London J. Bob, sons and Daniel son 1915, in-12

Thompson, C J S, the dawn of medication, a chapter in the History of Pharmacy from the earliest times to the 10th century. Leyde E. J. Brill 1924, in-8°, p 425, 450 (ext. *Janus* 28, 1924).

Thompson C J S, the apothecary in England from the 13th to the close of the 16th century S. S. 1914. (Extrait des Proceedings of the Royal Society of Medecine. Section of the History of medecine, vol. VIII, n° 3, Janvier 1915.

Vu et bon à imprimer :

Nancy, le 26 Juillet 1935,

Pour le Doyen de la Faculté de Pharmacie,

Le Professeur Délégué,

M. PASTUREAU.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 27 Juillet 1935,

Le Recteur de l'Académie de Nancy,

M. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction générale	7
-----------------------------	---

1^{re} Partie

Historique de la Pharmacie et des Etudes pharmaceutiques en Angleterre	11
CHAPITRE I. - La Pharmacie en Angleterre avant 1843.....	12
CHAPITRE II - La Pharmacie en Angleterre de 1843 à 1852.....	22
La Charte Royale d'incorporation de 1843 (Fondation de la Pharmaceutical Society).....	26
Examens établis d'après la Charte royale de 1843.	37
CHAPITRE III. - La Pharmacie depuis 1852.....	39
L'Acte de Pharmacie de 1852.....	40
Examens donnant droit de se présenter aux examens définitifs de pharmacie	46
CHAPITRE IV. - Autres examens se rapportant à la pharmacie	74
1) Examen pour l'obtention du titre de « Bachelor of Pharmacy ».	
2) Docteur en philosophie.	

CHAPITRE V. Pharmacopées et formulaires.....	95
CHAPITRE VI - Comparaison du pharmacien anglais et du pharmacien français.....	107
Conclusions	110

2^e Partie

Les Poisons

Introduction.....	113
CHAPITRE I. - Liste des Poisons d'après l'acte de 1908	115
CHAPITRE II. - La Vente des Poisons.....	124
Texte des règlements :	
L'acte de Pharmacie de 1868.....	130
Modifications de l'acte de pharmacie de 1868 (1869)	135
- - - 1852 et 1868 (1898)	136
Charte supplémentaire octroyée à la Société de Pharmacie de Grande-Bretagne (1901).....	137
CHAPITRE III - Lois réglementant la vente des toxiques employés pour l'agriculture et l'horti- culture.....	139
Textes de l'acte des poisons et de pharmacie de 1908	142
Ordonnance sur l'étiquetage des Poisons (8 Dé- cembre 1924).....	146
Règlementations pour la garde, préparation et vente des poisons.....	147
Décisions en Conseil (1911)	148

Comparaison entre les règlements anglais et français relatifs à la vente des Poisons (tableau I, ou A).....	149
CHAPITRE IV. - Les Drogues dangereuses ou stupéfiants. Toxiques inscrits au 3 ^e tableau).....	152
(Possession, Vente, Tenue des registres, Inspections).	
Textes de lois :	
Acte sur les drogues dangereuses de 1920.....	166
Acte des drogues dangereuses et des poisons de 1923	171
Règlements des drogues dangereuses de 1924 ...	176
Addenda I.....	177
Addenda II.....	178
Acte des drogues dangereuses de 1925.....	179
- - - de 1932.....	182
Règlement des drogues dangereuses de 1928	185
Addenda I.....	194
Addenda II.....	195
Addenda III	196
Addenda IV	196
Comparaison entre la réglementation des substances dangereuses ou stupéfiants en Angleterre et en France.....	197
Projet d'une nouvelle réglementation des toxiques	200
CHAPITRE V. - Réglementation concernant la vente de l'Arsenic.....	203
Texte de l'acte d'Arsenic de 1851.....	205

Comparaison des lois et décrets régissant la vente de l'arsenic pour l'agriculture en France et en Angleterre.....	207
Conclusion	210

3^e Partie

Introduction.....	213
CHAPITRE I. - National Health insurance.....	214
Obligations du pharmacien inscrit sur la liste ...	217
CHAPITRE II. - Le droit de timbre.....	220
CHAPITRE III. - Les actes de commerce de 1912- 1920.....	227
CHAPITRE IV. - Les poids et mesures	229
CHAPITRE V. - Loi sur la protection des animaux 1894-1927	232
CHAPITRE VI. - Loi sur les maladies vénériennes, 1917	233
CHAPITRE VII - Vente des abortifs (Loi de 1861)	235
CHAPITRE VIII. - Vente des boissons alcooliques..	236
CHAPITRE IX. - Vente des substances inflammables	241
CHAPITRE X. - Vente des explosifs.....	242
CHAPITRE XI. - Inspection des pharmacies	244
CHAPITRE XII. - Les Fraudes et falsifications	245
Résumé de la 3 ^e partie	250
De l'exercice de la Pharmacie en Angleterre.....	252
Conclusion	259
Bibliographie.....	261

IMPRIMERIE
OUVRIÈRE



RUE AU BLÉ
VENDOME

1935

